

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

DE L'ORGANISATION
DES
MOYENS DE PRÉVENIR LA RÉCIDIVE
PAR LA SURVEILLANCE

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 2 AVRIL 1908

par

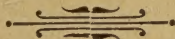
Ch. CAVALLIER

Avocat

Membre de la Société de Patronage des condamnés libérés de Saône-et-Loire

Président : M. R. GARRAUD, professeur.

Suffragants { MM. LACASSAGNE, professeur.
BROUILHET, professeur.

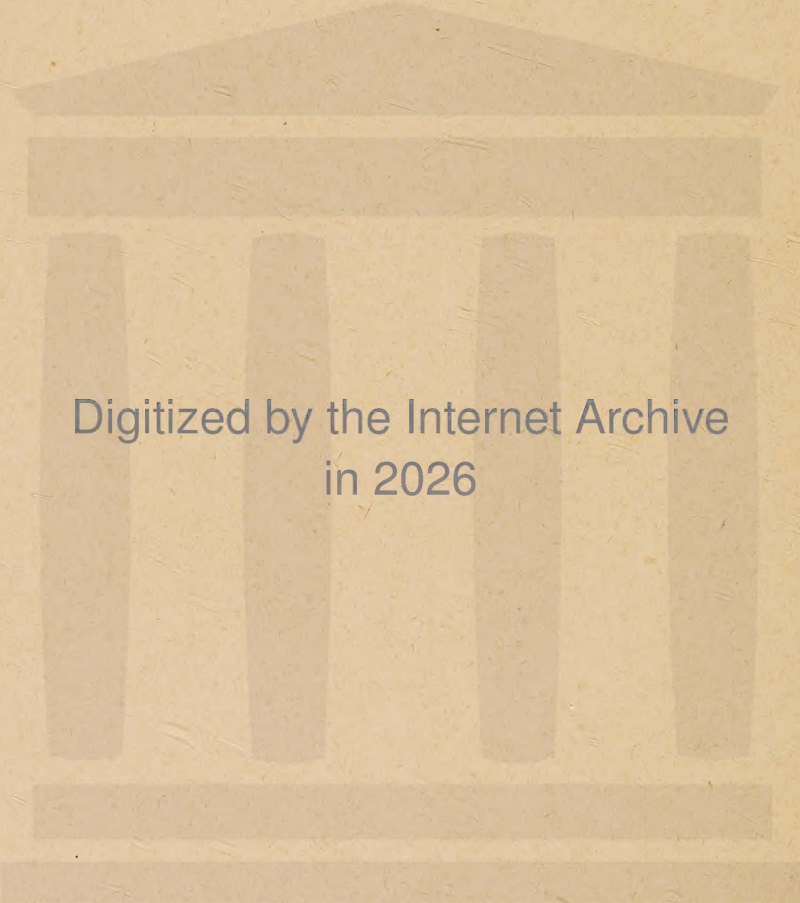


CHALON-SUR-SAONE

E. BERTRAND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

5, RUE DES TONNELIERS, 5

1908



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

MM.

CAILLEMER (E.), C. ✱, I. ✱, Doyen, professeur de Droit civil,
Correspondant de l'Institut.

GARRAUD, I. ✱, professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. ✱, professeur de Droit romain.

FLURER, I. ✱, professeur de Droit civil.

COHENDY, O. ✱, I. ✱, professeur de Droit commercial.

PIC (Paul), I. ✱, professeur de Droit international.

APPLETON (Jean), I. ✱, professeur de Droit administratif.

LAMBERT, A. ✱, professeur d'Histoire générale du Droit français.

BOUVIER, I. ✱, professeur de Science financière et de Législation
française des finances.

LAMEIRE, A. ✱, professeur d'Histoire du Droit public et de
Droit administratif.

JOSSERAND, A. ✱, professeur de Droit civil.

BROUILHET, A. ✱, professeur d'Economie politique.

HUVELIN, A. ✱, professeur de Droit romain.

LÉVY, A. ✱, professeur de Procédure civile.

GONNARD, A. ✱, professeur d'Histoire des Doctrines écono-
miques et d'Economie politique.

BECQ (J.), I. ✱, secrétaire.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

DE L'ORGANISATION
DES
MOYENS DE PRÉVENIR LA RÉCIDIVE
PAR LA SURVEILLANCE

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 2 AVRIL 1908

par

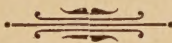
Ch. CAVALLIER

Avocat

Membre de la Société de Patronage de Chalon-sur-Saône

Président : M. R. GARRAUD, professeur.

Suffragants { MM. LACASSAGNE, professeur.
BROUILHET, professeur.



CHALON-SUR-SAÔNE

E. BERTRAND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

5, RUE DES TONNELIERS, 5

1908

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.*

À Mon Père

À Ma Mère

BIBLIOGRAPHIE

ANDRÉ. — *La Récidive*.

FAUSTIN-HÉLIE. — *Code pénal*.

GARRAUD. — *Traité théorique et pratique de Droit pénal*.

FERNEX DE MONTJEX. — *Etude sur la Récidive*.

PRAVIEL. — *Le Patronage des Libérés*.

MICHEL (Alph.). — *Le relèvement du condamné. — L'asile Saint-Léonard, à Couzon*.

Lois nouvelles (1906).

Bulletins de la Commission pénitentiaire internationale.

Bulletins de l'Union des Sociétés de patronage de France.

Bulletins de la Société de patronage des condamnés libérés de Saône-et-Loire.

Enquête sur le patronage.

Revue pénitentiaire.

Journal officiel. — Débats et documents parlementaires.

Ordonnances, lois, décrets, arrêtés, circulaires ministérielles,
etc., etc.



INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

La lutte contre la récidive

La question de l'organisation des moyens préventifs de la récidive est une des plus graves et des plus délicates qu'ont eu à examiner les criminalistes. De tous temps on a considéré les récidivistes comme les pires criminels et on s'est appliqué à en réduire le nombre. Jusqu'à ces dernières années, le moyen le plus sage et la seule méthode de prévention du retour au crime était une répression énergique de la faute ; aujourd'hui, notre droit pénal procède d'une tout autre conception : on soumet le délinquant primaire à un régime sévère dont le but est l'amendement du coupable ; on cherche à lui faire regretter son acte et l'on veut qu'à sa sortie du lieu de détention il porte en lui le désir sincère de redevenir honnête et de reprendre sa place dans la Société.

Les moyens de lutte contre le mal social ont donc changé ; néanmoins, à notre époque tout autant qu'aux siècles passés, on se préoccupe des terribles ravages que cause la récidive et l'on s'applique de tous ses efforts à en enrayer les progrès.

C'est que, en effet, il y a dans la persistance du mal-faiteur à violer la loi, un danger social des plus sérieux. C'est la preuve, non seulement que le criminel n'a pas retiré de la première punition un enseignement salutaire, mais qu'il y a en lui une perversité spéciale et qu'il se met ouvertement en lutte contre la Société.

Un tel individu est dangereux parce que le trouble qu'il cause à l'ordre public n'est pas un trouble passager : celui qui a commis un premier vol et n'a pas ressenti les effets moralisateurs de la répression, commettra un second vol ou une escroquerie ou un abus de confiance ; il acquerra une habileté dangereuse dans ce genre d'infraction et s'y livrera avec une audace redoutable.

L'arrête-t-on à nouveau ? il subira sa peine avec résignation : c'est pour lui un des désagréments du métier. A peine sorti, il recommencera ses exploits, et qui peut dire à ce moment qu'il hésitera un jour à s'armer et à se livrer au meurtre pour arriver à ses fins ou échapper aux conséquences de son acte !

Il est dangereux encore par l'influence néfaste qu'il exerce autour de lui : dans les garnis, dans les lieux de débauche, dans les prisons, partout où il trouve occasion de répandre ses funestes conseils, il jette les germes du vice et de la corruption ; il raconte ses méfaits, dévoile le meilleur moyen d'arriver à « faire le coup », fait miroiter les bénéfices de l'entreprise dont il jouit, dit-il, en toute sécurité.

« Professeurs de vice, embaucheurs du crime, les vétérans de Cour d'Assises ont pour élève et pour victime l'enfant des grandes villes, si curieux, si hâtif, si précoce, l'enfant de l'ouvrier, qui d'ordinaire, pendant les longues heures où le travail vide le logis, demeure

seul, abandonné, à la merci de toutes les tentations. — Dans les rues, dans les jardins publics, l'enfant rencontre des camaraderies pernicieuses. Le dégoût de l'école, l'amour des flâneries aventureuses apparaissent. Peu à peu la contagion de l'exemple et du contact complète son œuvre : dans l'âme souillée de l'enfant, le mal pousse ses racines profondes¹. »

On a pu constater enfin quel rôle important a joué aux époques troublées de notre histoire le malfaiteur d'habitude ; il serait long de rappeler les jours sombres des révolutions ou des guerres civiles où souteneurs et voleurs jouèrent leur rôle sinistre ; que l'on sache seulement qu'aujourd'hui, au moment des manifestations ouvrières, on les voit aussitôt sortir de leur repaire, profitant de la bousculade et du désarroi pour accomplir de nouveaux méfaits ou encore assouvir leur vengeance contre le magistrat qui les a condamnés et le gendarme qui les a arrêtés.

Ainsi donc le récidiviste est un danger, tant à cause de l'action qu'il exerce par lui-même que par son influence désastreuse sur ses compagnons. Et les statistiques nous montrent combien les criminalistes ont eu raison de s'inquiéter de la corruption engendrée par tout ce monde redoutable, ennemi acharné de l'ordre public.

De 1870 à 1875, on compte chaque année 62.042 récidivistes, tant criminels que correctionnels ; de 1876 à 1880, 72.387 ; de 1881 à 1885, 85.397 ; de 1886 à 1890, 95.304 ; de 1891 à 1895, 104.070. On voit avec quelle effrayante régularité augmentait le nombre des récidi-

1. André, *La Récidive*.

vistes. Heureusement, depuis 1895 les chiffres décroissent : en 1895, il y a 100.814 récidivistes ; en 1896, 98.671 ; en 1897, 95.213 ; en 1898, 94.721 ; en 1899, 89.594 ; en 1900, 86.027 ; en 1901, 87.054 ; en 1902, 85.847 ; en 1903, 85.436 ; en 1904, 85.407.

Malgré ce mieux sensible, le mal n'en reste pas moins très grave et l'on comprend que les législations s'efforcent sinon à le faire disparaître complètement, du moins à l'atténuer encore.

On en a recherché les causes, pensant que, celles-ci une fois connues, il serait facile de trouver le remède. — Parmi les grands pourvoyeurs de l'armée du crime, la misère d'abord, le manque d'instruction ensuite.

Le défaut d'éducation civile et morale, moins fréquent, il faut le reconnaître, depuis que l'instruction primaire est obligatoire, se rencontre encore cependant chez les adolescents abandonnés dès leur première enfance. Ces malheureux qui n'ont que des notions rudimentaires du bien et du mal, livrés à leur tempérament, à leurs instincts naturels, sont comme fatalement entraînés vers l'immense égoût humain où vont tomber tous les sentiments de vertu et d'honneur.

Mais à côté d'eux, et ils sont en plus grand nombre, viennent se placer la plupart de ceux qui ont eu déjà à subir une peine d'emprisonnement. Pour les uns, le séjour dans la prison a été presque agréable et la perspective d'une nouvelle détention ne les effraye pas ; pour d'autres, l'incarcération en commun, le contact de détenus foncièrement corrompus a détruit en eux tout germe de repentir sincère et durable. — Pour les uns, la misère à leur sortie a été plus grande qu'à leur entrée ; pour les autres, la défiance du public, l'ins-

tinctive répulsion de l'homme resté honnête pour celui qui a subi la souillure d'une condamnation et d'un emprisonnement, ont été l'obstacle qui les a empêchés de reprendre dans la Société la place qu'une première faute leur avait fait perdre.

Enfin le défaut de loi chargeant une institution de reclasser celui qui se reprend, de soutenir ses efforts pour sortir de l'ornière où il est tombé, de relever celui que le souvenir de sa peine écrase, ne contribue-t-il pas à augmenter la récidive ? La publicité du jugement, la production du casier judiciaire, les rigueurs de la procédure de réhabilitation, ne sont-elles pas une barrière infranchissable pour beaucoup de malheureux animés cependant d'un désir sincère de racheter, par une vie de labeur et d'honnêteté, un moment d'oubli, un instant d'égarement ?

On pourrait disserter longtemps sur les causes de la récidive, mais qu'on les rattache à la misère, à l'ignorance, à la perversité des individus, aux défauts des institutions sociales, il apparaît néanmoins nécessaire de ne négliger aucun moyen de combattre le fléau, d'engager une guerre implacable contre tout ce qui peut pousser vers une nouvelle rechute, de rechercher tout ce qui peut sauver après un premier faux pas.

Voyons ce qui a été fait dans ce but.

CHAPITRE II

Moyens existants en vue d'enrayer la récidive

I. — Lorsqu'un individu a violé l'ordre et la loi, il est arrêté, emprisonné, soumis à la discipline et au travail. On cherche par l'infliction de la peine, à remettre les choses telles qu'elles étaient avant que l'ordre ne fût troublé, à rassurer contre le retour du crime et à ramener le coupable dans la voie du bien qu'il vient d'abandonner.

Mais si ce même individu, retournant à ses mauvais penchants, commet une nouvelle faute, il devient évident que le premier avertissement n'a pas été suffisant et que le second doit être plus sévère si l'on ne veut pas voir le criminel devenir une menace permanente pour la Société.

Depuis longtemps les législations ont admis cette idée de l'aggravation de la peine et aussi celle d'un régime spécial applicable aux délinquants habituels.

Puisque, en effet, les pénalités ordinaires sont restées inefficaces, que l'on ne peut plus espérer ramener dans le droit chemin ces criminels incorrigibles, à quoi bon mettre en lutte continuelle la sévérité de la loi et leur perversité irréductible ! Il ne reste plus qu'à débarrasser la Société d'un danger permanent, d'un agent de cor-

ruption redoutable, qu'à les mettre dans l'impossibilité de nuire en les transportant loin du continent.

C'est le moyen le plus sûr et le plus simple d'empêcher les repris de justice de continuer leurs méfaits et c'est l'idée qui a été réalisée par la loi du 27 mai 1885 sur la relégation.

Cependant il ne suffit pas de réprimer le récidiviste ou de le déporter; le remède de la relégation et de l'aggravation de la peine ne doit pas être le seul qu'une Société intelligente se contente d'appliquer. « Réprimer est bien, a-t-on dit souvent, mais guérir est mieux. » Or, si l'on veut essayer sérieusement de guérir le délinquant primaire et du même coup le réconcilier avec le travail, en lui faisant reprendre ses anciennes habitudes ou en faisant disparaître les mauvaises, il ne faut pas se borner à l'enfermer dans une prison, il faut que son séjour dans cette prison soit favorable à son amendement. C'est à la suite de la recherche de ce régime moralisateur qu'on a été amené à reconnaître les inconvénients de la détention en commun. Comment croire que le châtiment subi au milieu de compagnons, de vol aura un grand effet d'intimidation ! Pour le délinquant primaire, cette promiscuité avec une population abjecte et contaminée, quel effet moralisateur ! L'expérience montre en effet que, dans un tel milieu, l'influence qu'exercent les bons sur les mauvais est pour ainsi dire nulle, alors qu'au contraire les plus pervers ont vite fait de faire disparaître les derniers scrupules, les dernières traces d'honnêteté. Et si, par exception et grâce à une force d'âme peu commune, le délinquant primaire a pu résister à cette atmosphère de vice et de corruption, il se voit à sa sortie de prison

entouré par ses anciens compagnons et sollicité avec d'autant plus d'insistance qu'il voudra lutter avec plus d'énergie. Nécessairement, fatalement il succombera. C'est donc avec raison qu'on a écrit : « C'est la récidive qui fait la criminalité, mais c'est la prison qui fait la récidive ¹. »

Le système de promiscuité gâte donc les bons et ne corrige pas les méchants; il donne libre cours aux mauvais exemples, à l'instigation au mal et à l'indiscipline. Aussi, en 1875, par la loi du 5 juin, a-t-il été décidé de soustraire le détenu au contact de ses compagnons, de le mettre à l'abri des excitations et des provocations au mal, de lui permettre en l'isolant de se replier en lui-même et, subissant l'action des bons sentiments qui peuvent encore subsister, de revenir à l'idée du devoir.

Partout où ce système a été appliqué, il a donné d'excellents résultats. Malheureusement, en France, il n'a pas été possible de l'établir complètement partout. L'application de ce régime se heurte en effet à des difficultés particulières provenant du caractère de certaines prisons. Les maisons d'arrêt, de justice et de correction, qualifiées de maisons départementales, sont la propriété des départements et, pour des raisons d'ordre budgétaire, ces derniers ont été dans la presque impossibilité de faire de la réforme imposée par la loi du 5 juin 1875 une application complète. Actuellement, sur 374 prisons départementales existantes en France, 52 seulement ont été réorganisées et 15 sont sur le point de l'être. Cela est loin d'être suffisant et il

1. Observations de la Cour de Cassation, janvier 1873.

faut souhaiter, si l'on veut voir diminuer encore le nombre des récidivistes, que le principe de l'isolement des détenus se généralise, que les effets salutaires de la réforme ne soient pas compromis par l'existence de quelques maisons en commun, « pépinières du crime, porte d'entrée par laquelle passent presque tous les hôtes des établissements pénitentiaires ¹ ».

Ce qui caractérise le malfaiteur d'habitude, c'est l'existence d'une tendance persistante à l'infraction; on comprend que la Société prenne des mesures rigoureuses de défense contre lui. Mais à côté, existe une catégorie de détenus qu'un moment d'égarement a conduits sur la pente du crime. Ils ont fauté, ils sont punis : il faut satisfaire l'idée de justice. Mais cette peine qu'ils ont encourue devient inutile le jour où ils font montre d'un repentir complet, d'un désir ardent de se relever, de reconquérir par une bonne conduite et le travail leur place dans la Société.

Cette idée, inspirée par M. Béranger, a reçu son application le 14 août 1885 : il faut, la faute expiée, ouvrir au repentir les portes de sa prison sous la seule condition que, jusqu'à l'échéance de sa peine, il ne se laissera aller à aucune défaillance.

1. Une autre cause du retard dans l'application de la loi est que souvent les philanthropes ont protesté contre l'isolement et que la Faculté s'est interposée, prétextant que mettre les détenus en cellule c'est aggraver leur peine en les condamnant à la folie. Dans cette situation délicate, l'administration hésite; c'est pourquoi nombre de maisons de détention sont encore de véritables foyers d'infection criminelle; c'est là que, durant leur incarcération, les récidivistes, les chefs de bande, procèdent à l'enrôlement de leurs hommes et élaborent en commun le plan de leurs expéditions. A ce titre, on a pu dire que nos prisons sont de véritables écoles normales de la récidive.

Déjà, pour faciliter son reclassement, on avait quelques mois auparavant, le 27 mai 1885, supprimé la surveillance de la haute police, faisant disparaître ainsi une des grosses difficultés auxquelles se heurtait le libéré inspiré du désir sincère de reprendre la vie de travail.

A côté de la libération conditionnelle, se place, depuis le 26 mars 1891, la condamnation conditionnelle, le sursis : là aussi, une condamnation est prononcée, satisfaction est donnée au sentiment de justice ; toutefois l'exécution de la peine est suspendue et si le condamné, reconnaissant de la faveur qui lui a été accordée et conscient de ses devoirs, ne rechute pas pendant un espace de temps égal à la durée de sa peine, celle-ci est considérée comme accomplie.

Cette mesure, propre entre toutes à remettre le condamné dans la bonne voie, suppose évidemment un repentir sincère et l'affirmation de ne plus récidiver. N'est-il pas humain qu'en pareil cas, tout en donnant un avertissement sévère, le juge use de la plus grande indulgence ?

Enfin, si le condamné, sa peine terminée, a eu, pendant un certain temps d'épreuve, une conduite exempte de reproche, il peut, d'après la loi du 14 août 1885, être réhabilité, c'est-à-dire que sa condamnation sera effacée et qu'il jouira à nouveau de tous les droits qu'elle lui avait fait perdre.

L'œuvre du législateur n'aurait pas été complète s'il s'était borné à enrayer la récidive chez les adultes, s'il n'avait attaqué le mal dans sa source même, dans la corruption de l'enfance. Si l'on espère une réformation du caractère chez les hommes faits, celle-ci ne sera-

t-elle pas plus facile à opérer sur les petits malfaiteurs qu'une précoce débauche n'a pas encore pu gâter complètement ? La loi du 5 août 1850 règle en France la question de l'amendement de l'enfance coupable. Des lois nouvelles sont venues s'y ajouter et combler quelques-unes des nombreuses lacunes qu'elle laissait subsister. Nous les verrons dans le cours de cette étude.

II. — Telles sont les mesures officielles actuellement mises en œuvre en vue d'enrayer la récidive. Mais ces moyens, tout en étant fort efficaces, sont loin d'être suffisants. A quoi bon soustraire le délinquant à l'influence pernicieuse de ses co-détenus, pourquoi abrégier la durée de sa détention, si, à sa sortie de prison, il est dans l'impossibilité de revenir au bien, faute d'être soutenu dans sa lutte contre les tentations ? On s'est préoccupé surtout du présent, et, pour l'avenir, on s'est appliqué uniquement à se mettre en garde contre le libéré, à le punir à nouveau s'il retombe, mais on n'a pas songé à lui donner un guide qui complète et assure l'œuvre d'amendement.

Ce guide du libéré, qui le conduira dans la voie du bien, le fortifiant contre les faiblesses possibles, l'aidant à vaincre les mille difficultés de son reclassement, lui faisant entrevoir aussi la terrible sanction d'une nouvelle défaillance, c'est le Patronage.

Le patronage des libérés, institution essentiellement privée (nous verrons plus loin que c'est la seule forme qu'elle puisse utilement revêtir) est exercée par des hommes convaincus de l'utilité sociale et de la grandeur morale de leur rôle. La cause du patronage, longtemps discutée, est aujourd'hui gagnée ; les

Sociétés deviennent de plus en plus nombreuses ; de plus en plus satisfaisants sont les résultats obtenus.

Ces œuvres sont non seulement un bien, elles sont encore une nécessité. Renvoyer directement un individu à la Société après sa sortie de prison, le plonger dans une situation pire qu'avant l'expiation, c'est forcer la récidive ! Qu'il se trouve au contraire un homme pour le prendre dès sa libération, pour veiller sur lui, le diriger, le conseiller, on sera certain qu'il sortira du bournier ou, tout au moins, que sa rechute ne sera pas immédiate.

III. — Il est toujours périlleux de chercher à écrire l'histoire à l'avance ; en cette matière ce l'est encore plus qu'en tout autre. Cependant, si l'on ne peut prédire la suppression de la récidive, on est obligé, en présence d'indices certains, de constater sa sensible diminution. Ce résultat auquel ont tendu les efforts des criminalistes, provient, en grande partie, de l'évolution des idées en ce qui concerne l'application des peines, de la mise en pratique d'un régime pénitentiaire de plus en plus moralisateur. Puis on prend pour une vérité, aujourd'hui, que la peine doit cesser dès qu'elle n'est plus nécessaire, que c'est une cruauté inutile de continuer à priver de sa liberté un homme dont le retour dans la Société ne présente plus d'inconvénient : l'application de la libération conditionnelle et du sursis est de plus en plus fréquente, la peine est subie de plus en plus dans la cellule ; enfin nous voyons les Sociétés de patronage, dont l'action est si efficace, prendre de jour en jour plus d'importance¹.

1. Avant 1870, le patronage est ignoré ; en 1893, les Sociétés

Toutefois, malgré l'appui sérieux qu'elles apportent dans la lutte contre la récidive, les lois de 1875, de 1885 et 1891 ont un défaut capital : l'une n'en se préoccupe que de l'action purement immédiate de la peine; les autres, qui considèrent davantage l'avenir du libéré, se bornent, pour maintenir ce dernier dans le droit chemin, à suspendre sur sa tête la menace d'une nouvelle peine.

Ne faut-il pas au contraire soumettre le libéré à une surveillance sérieuse ?

Cette surveillance peut se présenter sous deux aspects : elle peut tout d'abord avoir pour but la reprise du libéré au cas de récidive. Mais elle peut aussi servir à une œuvre plus humanitaire consistant à assister et à soutenir le malheureux dans ses efforts et à lui éviter de retomber ; son action sera le complément de l'éducation déjà reçue pendant la détention.

Nous verrons dans le cours de cette étude quel était le caractère de la surveillance à laquelle étaient soumis les libérés avant 1885, et celui qu'elle a pris de nos jours.

Cette surveillance doit être considérée à deux points de vue qui feront diviser notre matière en deux parties distinctes.

D'une part : Surveillance officielle.

D'autre part : Surveillance privée.

sont au nombre de 40, patronnant 9.873 libérés; en 1895 on compte 12.723 patronnés, en 1899, 17.422.

Pour la seule Société de patronage de Saône-et-Loire, on comptait en 1893, 307 patronnés; en 1894, 567; en 1895, 793. Cette progression va toujours en augmentant pour arriver en 1906 à 1.739 (Dix-septième bulletin de la Société, 1907).

Nous examinerons enfin, dans une troisième partie, quel doit être le caractère du patronat, et étudierons la question de savoir s'il y aurait avantage à transformer nos Sociétés de patronage, œuvres essentiellement privées, en institutions officielles.

PREMIÈRE PARTIE

La Surveillance officielle

CHAPITRE PREMIER

LA SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE

I. — En présence du peu d'efficacité du régime pénitentiaire sur certaines natures d'individus, et de la facilité avec laquelle les libérés commettent de nouveaux méfaits, il est apparu comme une nécessité tout d'abord de se mettre en garde contre le libéré et aussi de veiller à ce qu'il ne se trouve pas dans une situation pire qu'avant sa détention et soit dans la possibilité de gagner sa vie par le travail.

Il faut donc une surveillance, autant pour éviter au libéré une rechute que pour le reprendre dans le cas d'une nouvelle faute. Nous verrons que jamais ces deux buts n'ont été réalisés par la même institution. La surveillance officielle n'a en vue que le maintien de l'ordre public; nos Sociétés de patronage actuelles considèrent uniquement l'avenir du libéré.

Dès l'an XII¹, par le sénatus-consulte du 28 floréal, la Haute Cour nationale peut mettre ceux qu'elle acquitte sous la surveillance ou à la disposition de la

1. Certains auteurs donnent à la surveillance de la haute police une origine beaucoup plus ancienne, ils la font remonter (Pagès Ferrère, p. 92) à une ordonnance de Louis XIV, de 1704, par laquelle, dans le cas où des galériens libérés auraient pénétré dans certaines localités à eux interdites, ils étaient renvoyés aux galères.

haute police de l'Etat et pour le temps qu'elle détermine.

Le 19 ventôse an XIII, un décret, transportant cette disposition du domaine politique dans le droit commun, dispose que tout forçat devra, à sa libération, indiquer sa résidence et, à son arrivée dans son département, déclarer à nouveau à la préfecture dans quelle commune il compte établir sa résidence.

L'année suivante, un deuxième décret interdit aux forçats libérés certaines localités : résidences impériales, places de guerre, cités populeuses.

Remarquons que ces deux derniers décrets ne concernaient que les forçats et que seule l'autorité administrative les appliquait. Le Code pénal de 1810 devait les étendre aux libérés de certaines peines correctionnelles (art. 11), édicter la surveillance à vie de plein droit pour les condamnés aux travaux forcés à temps et à la réclusion (art. 47), et la surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine subie pour les condamnés au bannissement (art. 48). Enfin l'art. 44 érigeait un principe nouveau : « L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'Etat sera de donner au gouvernement ainsi qu'à la partie intéressée le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état après qu'il aura subi sa peine, soit de ses père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement ; toute personne pourra être admise à fournir cette caution. » Ainsi le condamné libéré se trouvait dans l'obligation de donner une caution : « Faute de fournir ce cautionnement, ajoutait l'art. 44, le condamné demeure à

la disposition du gouvernement, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départements du royaume. »

Enfin la sanction était une détention pour le temps de surveillance qui restait encore à courir ; si la surveillance était à vie, l'emprisonnement pouvait être perpétuel (art. 45).

Ce système ne trouva que des admirateurs. « La sûreté publique, disait Target au Conseil d'Etat, tient essentiellement à cette mesure ; elle est efficace, elle est sage, elle ne blesse ni la Constitution, ni les droits des hommes ; elle est conforme à l'esprit de cette Constitution qui permet de placer tout un département hors de son empire lorsque la nécessité exige qu'il passe sous un régime plus ferme et plus expéditif. De tous les moyens de s'assurer de la sagesse de ces hommes et de préserver la Société de leurs excès, celui-là est le plus simple et le plus sûr. Les malfaiteurs se flattent bien souvent d'échapper aux poursuites de la loi, mais ils n'espèrent pas de même tromper en tout temps l'œil vigilant de la police politique, toujours ouvert sur leurs actions ¹. »

Cependant ce système offrait des inconvénients sérieux, provenant principalement de l'obligation du cautionnement. Seul l'individu capable de fournir cette garantie, soit par lui-même, soit par les siens, pouvait se soustraire à la surveillance administrative ; quant au condamné peu fortuné, il devait s'y soumettre et se rendre au lieu désigné. L'injustice et l'inégalité étaient

1. Locré, t. XXX, p. 27.

trop grandes ; pourtant ce n'est qu'en 1832 qu'intervint une réforme législative.

On se rend compte que ce mode de surveillance met le libéré dans la presque impossibilité de s'amender. Toutefois on se persuade de la nécessité d'empêcher les criminels de revenir dans les localités qui leur sont connues. Aussi, pour concilier ces divers intérêts, l'art. 22 de la loi du 28 avril 1832 modifie ainsi l'art. 44 du Code pénal : « L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura terminé sa peine. En outre, le condamné devra déclarer, avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence : il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune ; il ne pourra changer de résidence sans avoir indiqué, trois jours à l'avance, à ce fonctionnaire le lieu où il se propose d'aller habiter et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route. »

Ainsi donc le cautionnement de bonne conduite, institué par l'art. 44, est supprimé ; on modifie aussi la sanction de la rupture de ban établie par l'art. 45 : plus de détention administrative, mais un emprisonnement qui ne pourra excéder 5 ans ; plus de résidences obligées, le libéré reprend sa liberté, sauf à remplir certaines formalités indiquées par l'art. 22. « Les condamnés doivent être dispensés à l'avenir de toutes ces mesures de police qui, en donnant au fait de la

surveillance une publicité inévitable, les frappaient d'une sorte de réprobation universelle, et les mettaient dans l'impossibilité d'amender leur conduite. Ils ne seront plus assujettis à se présenter à des époques périodiques, comme on leur en avait imposé l'obligation dans certaines villes, il faut qu'ils soient toujours connus de l'administration, mais, autant que possible, qu'ils restent inconnus du public' ».

Ce système était aussi libéral, aussi généreux que celui de 1810 était sévère. Malheureusement on s'aperçut bientôt que la surveillance, dépourvue d'action, était devenue complètement inefficace; le nombre des récidivistes augmentait dans de graves proportions et il parut nécessaire de réorganiser complètement le régime.

Par le décret des 8-12 décembre 1851, le gouvernement reprend le droit de déterminer le lieu dans lequel les condamnés devront résider après leur libération. Tout individu coupable d'avoir rompu son ban, put être transporté, par mesure de sûreté générale, sans jugement, dans une colonie pénitentiaire, à Cayenne ou en Algérie, pour une durée de 5 ans au moins et de 10 ans au plus. (Art. 1^{er} du décret.)

Mais les mêmes inconvénients que précédemment reparurent; l'obligation imposée aux libérés de résider dans certaines localités ne leur permettait pas toujours de trouver suffisamment de travail pour subvenir aux nécessités de leur existence, aussi les ruptures de ban devinrent-elles de plus en plus fréquentes et les réclamations de l'opinion publique très vives.

Après deux décrets, l'un du 17 juin, l'autre du 24 octo-

1. Circulaire du Ministre de l'Intérieur, 18 juillet 1833.

bre 1870, nous arrivons enfin à une réglementation définitive de la surveillance, à la loi du 23 janvier 1874.

L'idée principale de la loi de 1874 est la même que celle de la loi de 1832 : le libéré peut aller s'établir où il veut, où il pense que les conditions sont le plus favorables à son existence. Il peut changer de résidence. Toutefois on évite ici les inconvénients de la loi de 1832 : le surveillé ne peut changer de résidence qu'après un séjour de six mois dans la même localité. Le droit que le législateur de 1832 avait donné au libéré d'aller sans motif dans une région voisine, transformait la vie du libéré en un véritable vagabondage et le surveillé était d'autant plus porté à s'y livrer que le gouvernement lui accordait trois sous par lieue, comme secours de route. On avait si bien reconnu les inconvénients d'un tel régime qu'on l'avait appelé « le droit du vagabondage subventionné ».

Toutefois cette liberté du surveillé est entravée par la faculté que se réserve l'administration d'interdire à titre général ou à titre spécial certaines localités où l'on suppose que le séjour des surveillés pourrait présenter des dangers. Ces points du territoire qui sont interdits sont généralement les lieux où le crime a été commis, pour éviter une vengeance possible de la part du condamné, la capitale et les grandes villes, afin que le libéré ne puisse trop aisément se soustraire à la surveillance, et les localités où se trouvent des maisons de détention et des places de guerre où le criminel trouverait trop facilement à prodiguer ses sinistres conseils et à propager autour de lui sa propre corruption¹.

1. Les résidences interdites étaient : AISNE : Arrondissement de Château-Thierry, le canton de Villers-Cotterets. — AUDE :

L'administration peut, cependant, accorder au surveillé, lorsqu'il donne une raison suffisante, l'autorisation de séjourner pendant un temps qu'elle détermine, dans les localités interdites.

Quinze jours avant sa mise en liberté, le condamné doit indiquer dans quelle résidence il a l'intention de se fixer. Le gouvernement prend alors des renseignements sur la localité ainsi désignée. Si le condamné refuse d'indiquer sa future résidence, le gouvernement a le droit de la déterminer lui-même. Au moment de sa mise en liberté, le surveillé reçoit une feuille de route, en la forme ordinaire des passeports gratuits, au verso de laquelle est indiqué l'itinéraire à suivre. Si le libéré ne se rend pas à sa résidence par l'itinéraire désigné, c'est la rupture de ban et sa conséquence, une nouvelle condamnation.

Enfin, lorsque le surveillé est parvenu à sa résidence, il doit déposer sa feuille de route à la mairie ou au bureau de police ; en échange, on lui remet un permis de séjour.

Ce système réalisait des progrès sérieux sur les précédents, néanmoins une grosse difficulté subsistait

Narbonne. — BOUCHES-DU-RHÔNE : Marseille, Aix. — CHARENTE-INFÉRIEURE : Rochefort. — CORSE : seulement pour les Corses qui ont été condamnés par les tribunaux de ce pays. — FINISTÈRE : Brest, Lambazellec, Aigles, Falence, Landerneau, Le Bouscat. — GIRONDE : Bordeaux, Bruges. — HAUTE-VIENNE : Limoges. — ISÈRE : Villeurbanne, Vénissieux, Bron, Vienne. — LOIRE : Saint-Etienne. — LOIRE-INFÉRIEURE : Nantes. — MANCHE : Cherbourg. — MARNE : Reims. — MORBIHAN : Lorient. — NORD : Lille. — OISE : arrondissement de Compiègne et de Senlis. — RHÔNE : Lyon et l'agglomération lyonnaise. — SEINE : tout le département.

encore, provenant du 7^{me} alinéa de l'art. 46 ; elle devait disparaître avec le décret du 30 août 1875 et la circulaire du 5 novembre 1875.

Sur le passeport, en effet, était imprimée en gros caractères l'une des trois lettres C., R. ou F. et, en tête, la formule « servant de feuille de route ». Les lettres signifiaient que le porteur du passeport venait de purger une peine correctionnelle, de réclusion ou de travaux forcés ; on comprend quelles difficultés devait rencontrer le malheureux cherchant du travail et obligé de présenter une telle recommandation.

Le décret du 30 août 1875 et la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 5 novembre 1875 remédient heureusement à ce grave inconvénient : dorénavant, la feuille de route, en la forme ordinaire des passeports gratuits, portera, écrite à la main, la mention : « Délivré en exécution de la loi du 23 janvier 1874 », et l'inscription de la lettre, marque d'infamie, est supprimée.

Enfin, une deuxième réforme est apportée par ce même décret et cette même circulaire : l'époque à laquelle le surveillé devra se présenter sera signifiée à chaque surveillé individuellement. Le préfet peut même, après avoir pris l'avis du maire, dispenser le surveillé de l'obligation de comparaître et le soumettre à un autre mode de contrôle.

II. — Tel est le régime auquel étaient soumis les libérés. Voyons quel était le caractère de la surveillance de la haute police.

La surveillance de la haute police était une peine. Elle était prononcée quelquefois directement et *principalement* : contre les membres des bandes séditieuses qui se sont retirées au premier avertissement (art. 100

c. p.), contre les conspirateurs qui dénoncent leurs complices (art. 108 et 46, 1^o, modifié par la l. du 23 janvier 1874), contre les faux monnayeurs qui ont procuré l'arrestation des autres coupables (art. 132, 138 et 46, 1^o), contre les vagabonds âgés de moins de 16 ans (art. 271, 2^o, c. p.).

Elle pouvait être aussi prononcée *accessoirement*, et c'était le cas le plus fréquent, notamment contre les condamnés libérés des travaux forcés à temps, de la détention et de la réclusion, pour vingt ans, contre les condamnés au bannissement, pour un temps égal à la durée de leur peine (art. 48 c. p.).

Elle était enfin *complémentaire*, elle devait être prononcée en même temps qu'une condamnation principale.

C'était le juge qui la prononçait et en aucun cas elle ne devait excéder la durée de vingt années. Nous avons vu qu'il n'en fut pas toujours ainsi, la peine fut longtemps perpétuelle, qu'elle s'appliquât accessoirement à une peine minima de réclusion ou à une peine de travaux forcés à temps. Cela était inique ; la surveillance était bien faite, il est vrai, dans le seul but de protéger la Société, mais comment croire qu'un criminel ayant agi sous le coup d'une passion fût aussi dangereux qu'un récidiviste invétéré ! C'est pourquoi, en même temps qu'on écourtait la durée de la surveillance à vingt ans, on donna au juge le droit de réduire et même, sauf au cas de condamnation entraînant la surveillance de plein droit, de supprimer la surveillance.

Le caractère de cette peine devenait donc de moins en moins rigoureux. Un dernier progrès restait encore à réaliser, qui devait permettre aux surveillés de reprendre définitivement leur rang dans la Société après quel-

ques années de bonne conduite. Pour beaucoup la réhabilitation était impossible. Seule la remise pure et simple de la surveillance par voie de grâce pouvait éviter la publicité forcée qu'entraînait la réhabilitation et dispenser du paiement des frais de justice, deux gros obstacles qui arrêtaient la plupart des surveillés.

Cette réforme fut accomplie par la loi de 1874. La peine est d'abord suspendue par mesure administrative : « C'est au ministre seul qu'est réservé le droit de suspendre la surveillance ; ce droit, il ne peut en user qu'après que le surveillé a subi la moitié de la durée totale de la peine accessoire. Enfin la mesure est toujours révocable ; le surveillé qui est placé dans cette condition exceptionnelle n'est pas complètement affranchi de la tutelle de l'administration ; l'autorité préfectorale a le droit et le devoir de faire exercer sur lui une surveillance inostensible, de signaler ses changements de domicile, et de proposer au besoin au Ministre de l'Intérieur de revenir sur une faveur dont il aurait été fait abus¹. »

Après ce temps d'épreuve ainsi fixé, si le surveillé fait montre de bonne conduite et justifie la confiance que l'administration a eue en son relèvement, la grâce lèvera les dernières entraves qui le retenaient encore au passé d'infamie.

III. — Dans le cas de rupture de ban, c'est-à-dire d'infraction aux règles lui interdisant le passage et le séjour dans certaines localités, le surveillé tombait sous le coup de l'art. 45 : « L'individu mis sous la surveillance de la haute police sera condamné par les tribu-

1. Circulaire du Ministre de l'Intérieur, du 5 novembre 1875.

naux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder 5 ans. » Le Code de 1810 avait été plus sévère : « Dans le cas de désobéissance à cet ordre, le gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir, le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale. »

Il est à remarquer également que le Code de 1810 considérait cette infraction comme un manquement à des mesures de police que le gouvernement était libre de réprimer ou de ne pas réprimer ; en somme l'arrestation et la détention n'avaient lieu que par mesure administrative. La loi de 1832 édicte une peine d'emprisonnement ; la rupture de ban devient un délit et la peine est prononcée par les tribunaux correctionnels.

IV. — Tel était, dans son ensemble, l'état de la législation avant la loi du 27 mai 1885 ; l'art. 19 de cette loi devait y apporter de profondes modifications.

Depuis longtemps déjà, en effet, on s'était élevé contre ce « système injuste et flétrissant de contraintes inquiètes et de vexatoires inquisitions », contre la « lèpre de la surveillance ». Quels étaient donc les inconvénients de la surveillance de la haute police ? Ils étaient très nombreux et nous ne pouvons pas espérer les passer tous en revue ; au surplus, nous verrons plus loin quels défauts sont inhérents à toute surveillance officielle, voyons seulement quelques-unes des difficultés que faisait surgir l'application de la loi du 23 janvier 1874.

Un des points sur lesquels portaient les attaques les plus vives, était l'obligation dans laquelle se trouvait

le surveillé de se munir d'une feuille de route qui, avec les mentions longtemps usitées C., R. ou F., selon que la peine avait été correctionnelle, à la réclusion ou aux travaux forcés, portait de lieu en lieu un inexorable témoignage du sinistre passé.

Ces mentions, il est vrai, furent supprimées ; mais le vice fondamental, la publicité, n'en subsista pas moins. On avait voulu que la situation du libéré fût connue seulement de l'administration, qu'elle ne fût pas portée aux yeux de tous. « Quant à la surveillance, disait Jules Favre, lors de la discussion de la loi de 1874, elle est une mesure de précaution et de défense ; c'est la loi qui l'a imaginée afin de se protéger. Rien de mieux qu'elle se protège, mais à la condition que la protection ne tourne pas contre elle ; à condition aussi que la protection n'offense pas les règles de justice, d'humanité, de charité, qu'il faut toujours mettre au premier rang dans la législation des peuples civilisés¹. »

Rien de mieux, en effet, que cette alliance de l'intérêt social avec la justice et la charité. Mais comme on en était loin ! Le libéré, livré à la surveillance de la haute police, sortait de la prison, mais non du châtiment ; il rentrait dans la vie de liberté, mais restait marqué au front d'une marque indélébile. Objet de répulsion pour tous, il ne trouvait aucun travail dans la localité qui lui avait été assignée ; pour ne pas mourir de faim, il était conduit à voler ou à rompre son ban. Ainsi le délit engendrait la surveillance et la surveillance produisait le crime.

« S'ils veulent revenir au bien, vous les en empê-

1. Séance du 25 novembre 1873. *Journal officiel* du 26.

chez ; s'ils veulent continuer à être mauvais, vous les excitez à l'être davantage encore et ils peuvent dire, et j'ai entendu plus d'une fois des condamnés le dire devant les tribunaux : Messieurs, vous me condamnez pour avoir commis un vol, mais je mourais de faim ; l'estampille qui était sur mon passeport, les renseignements qui ont été donnés par le commissaire de police, la nécessité où j'étais d'aller devant lui chaque jour, ont révélé partout que j'étais un forçat, et, à l'instant même, on m'a chassé de tous les ateliers ; je ne pouvais pas vivre, et c'est votre surveillance qui est cause du nouveau vol que j'ai commis pour ne pas mourir de faim. Que dit-on aux condamnés qui vont chercher de l'ouvrage un peu plus loin : Vous êtes en rupture de ban ! De telle sorte qu'un malheureux qui a été condamné est dans la nécessité de rester dans le vice et dans le crime de par la loi¹. »

En somme, le renvoi sous la surveillance de la haute police formait, sans distinction, toute une classe d'individus dont la vie consistait désormais à tomber de la misère dans la prison et de la prison dans la misère. Aussi, bien des fois la modification du régime et même sa suppression complète furent-elles demandées. La réforme n'intervint qu'en 1885, à la suite du vote de la loi du 27 mai.

Au moment de la discussion de ce texte, la Chambre des députés avait, en première délibération, supprimé purement et simplement toutes les dispositions relatives à la surveillance de la haute police, ainsi que le décret de 1852 concernant l'interdiction du séjour de

1. Raudot, Séance du 25 novembre 1873. *Journal officiel* du 26.

Paris et des communes formant l'agglomération lyonnaise.

L'imprudence était grande ; quelques-uns le comprirent et déposèrent un amendement qui fut adopté, rétablissant l'interdiction de séjour à Paris. Le Sénat y ajouta l'interdiction de séjour dans toute localité désignée par le gouvernement au condamné lors de sa sortie de prison.

Le texte voté devint alors l'article 19 de la loi du 27 mai 1885 :

Est abrogée la loi du 9 juillet 1852, concernant l'interdiction, par voie administrative, du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise.

La peine de la surveillance de la haute police est supprimée. Elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération.

Toutes les autres obligations et formalités imposées par l'article 44 du Code pénal sont supprimées à partir de la promulgation de la présente loi, sans qu'il soit, toutefois, dérogé aux dispositions de l'article 365 du Code d'instruction criminelle.

Restent en conséquence applicables pour cette interdiction, les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la haute police, et les peines encourues par les contrevenants conformément à l'article 45 du Code pénal.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le gouvernement signifiera aux condamnés actuellement soumis à la surveillance de la haute police, les lieux dans lesquels il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine.

Ainsi donc, la loi du 27 mai 1885 a remplacé le renvoi sous la surveillance de la haute police par la simple interdiction de certains séjours (art. 19, §. 2).

Des deux éléments qui composaient le régime de la surveillance de la haute police : interdiction de certains lieux et obligation de résidence en une localité déterminée, ne subsiste plus qu'un seul, le premier.

C'est ce premier élément que nous allons examiner dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE II

L'INTERDICTION DE SÉJOUR

I. — « La peine de la surveillance de la haute police est supprimée, nous dit l'art. 19 de la loi du 27 mai 1885 ; elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le gouvernement avant sa libération... »

Disons tout de suite que l'art. 19 emploie une expression inexacte lorsqu'il dit que la surveillance de la haute police est supprimée ; la surveillance de la haute police n'a pas été supprimée, mais seulement modifiée.

Elle a été, en effet, constituée de tout temps de deux éléments :

1° L'éloignement du libéré de certaines localités, ce qui implique l'interdiction de séjour.

2° La résidence forcée en certains lieux, ce qui permet de contrôler plus facilement les agissements de l'individu soumis au régime de surveillance.

Or, d'après l'art. 19, le dernier seul de ces deux éléments est supprimé ; il reste donc la défense faite aux libérés de séjourner dans certains lieux, ce qui revient à notre interdiction de séjour.

Ainsi, suivant le nouveau système institué :

1° Le condamné n'est plus obligé avant sa libération de choisir une résidence ;

2° Il n'est plus contraint de séjourner pendant un certain temps dans tel lieu déterminé ;

3° Pour changer de résidence, il n'a plus aucune formalité à remplir : il n'est plus soumis à l'obligation de la déclaration de changement de résidence, ni du port de la feuille de route avec itinéraire obligé, ni de la visite au maire de la nouvelle résidence.

La loi lui rend, en principe, la faculté d'aller où il veut, sauf dans les lieux qui lui sont interdits.

II. — Les localités interdites sont de deux sortes :

Les unes le sont à titre spécial, les autres à titre général.

Certaines villes sont interdites à titre général parce qu'elles sont de grands centres industriels, des villes frontières ou des villes où se trouvent des établissements pénitentiaires importants, toutes localités qui attirent les récidivistes parce qu'elles sont les refuges les plus sûrs, les centres des agitations les plus malsaines, les lieux de plaisirs les mieux fournis.

On a dressé la liste des lieux interdits à titre général ; elle était fort courte en 1885, elle ne comprenait pas vingt noms ; elle a été considérablement augmentée depuis¹.

1. AIN : Sathonay. — ALPES-MARITIMES : Nice, Cannes. — AUBE : Troyes, La Chapelle-Saint-Luc, Les Noës, Sainte-Savine, Torvillers, La Rivière-de-Corps, Saint-André, Rosières, Saint-Julien, Saint-Parres-aux-Tertres, Pont-Sainte-Marie. — AVEYRON : Decazeville et les communes du canton d'Aubin. — BOUCHES-DU-RHÔNE : Marseille. — GIRONDE : Bordeaux et la banlieue : Bègles, Talence, Candérau, Le Bouscat, Bruges — ISÈRE : Vienne, Seyssuel, Villette-Serpaize, Septème, Pont-Evêque, Jardin, Reventin-Vaugris. — LOIRE : Saint-Etienne, Terrenoire, Saint-Jean-Bonnefonds, La Tallandière, Rochetaillée, La Fouillouse, L'Etrat, Saint-Priest-en-Jarez, La Tour-en-

De plus, certaines localités sont interdites à titre spécial. On veut éloigner l'ancien condamné du lieu de son crime et l'empêcher de se livrer à la vengeance, sur leur personne ou sur leurs biens, contre ceux qui l'ont dénoncé ou qui ont témoigné contre lui.

Ces localités interdites à titre spécial sont :

1° L'ALGÉRIE. — L'interdiction de cette colonie ne s'applique qu'aux individus qui n'y sont pas nés.

2° LA CORSE. — L'interdiction de ce département ne s'applique qu'aux Corses qui ont été condamnés par les tribunaux du pays.

Jarrez, Villars, Plaufoy, Saint-Chamond, Izieux, Saint-Julien-en-Jarrez, Le Chambon-Fengerolles, Firminy, La Ricamarie, Roche-la-Molière, Saint-Genest-Lerpt, Rive-de-Giers, La Grand-Croix, Lorette, Saint-Paul-en-Jarrez, Roanne, Le Coteau. — LOIRE-INFÉRIEURE : Nantes, Chantenay-sur-Loire, Roulon, Rezé, Saint-Sébastien. — NORD : Lille et les communes suburbaines : Saint-André, La Madeleine, Hellemmes, Loos, Roubaix, Tourcoing, Armentières, La Chapelle-d'Armentières, Erquinghem, Houplines, Faches, Lainbersart, Rouchin, Legennes, Mons-en-Barœul, Sequedin, Lomme, Wattignies, Marcq-en-Barœul, Douai. — PYRÉNÉES (BASSES-) : Pau, Biarritz. — RHÔNE : Lyon et l'agglomération lyonnaise, comprenant : Cuire-et-Caluire, La Mulatière, Saint-Fons, Oullins, Sainte-Foy, Saint-Rambert, Villeurbanne, Vaux-en-Vélin, Vénissieux, Pierre-Bénite. — OISE : Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise, Chantilly. — SAÔNE-ET-LOIRE : Mâcon, Le Creusot. — SEINE-INFÉRIEURE : Rouen et sa banlieue : Anfreville-la-Nivoie, Blosserville-Bonsecours, Darnétal, Bihorel, Bois-Guillaume, Mont-Saint-Aignan, Maromme, Canteleu, Petit-Quévilly, Grand-Quévilly, Sotteville-lès-Rouen, Deville-lès-Rouen, Notre-Dame-de-Boudeville; Le Havre et sa banlieue : Bléville, Graville, Sainte-Adresse, Sauvic; Harfleur, Montivillers. — VAR : Toulon. — Les communes des arrondissements de Gex, Nantua, Saint-Claude, Bonneville, Saint-Julien, Thonon, Mâcon. — HAUTE-VIENNE : Limoges. — SEINE : Tout le département. — SEINE-ET-MARNE : Tout le département. — SEINE-ET-OISE : Tout le département.

3° La circonscription communale et les annexes de la maison centrale. Cette dernière interdiction ne s'applique qu'à la maison centrale où le condamné a été détenu.

Enfin tout individu condamné pour attentat à la pudeur, meurtre, incendie ou menaces de mort, ne pourra reparaître dans la commune, l'arrondissement, le ou les départements où sa présence serait, pour la population, une cause de danger ou d'effroi¹.

Pour cette catégorie d'individus, les préfets ont à faire connaître au ministère de l'Intérieur, les localités qu'ils croient utile de voir interdire à titre spécial. Le ministre statue sur les propositions des préfets.

Cependant, comme sous le régime de la surveillance de la haute police, il y a des exceptions à ces règles : l'administration se réserve le droit d'autoriser tel individu qui donne des raisons suffisantes, à passer ou à séjourner pendant un certain temps dans les lieux interdits. Cette autorisation est, du reste, toujours exceptionnelle et essentiellement révocable.

III. — Voyons quelle est la procédure de signification des lieux interdits.

L'art. 19, § 2, nous dit expressément que c'est antérieurement à la mise en liberté que l'interdiction de séjour est notifiée ; elle a lieu par arrêté du ministère de l'Intérieur.

L'interdiction, suivant la circulaire du 1^{er} juillet 1885, se fait dans la forme suivante :

1. Il est bien certain qu'on ne doit pas interdire tous les départements moins un, et dans les départements toutes les communes moins une ; ce serait revenir à la résidence forcée (Fautin-Hélie, *Code pénal*, t. I, p. 185).

1° Une feuille individuelle contenant le signalement de chacun des détenus soumis à l'interdiction de séjour et libérables sous trente jours ;

2° Une notice de chacun de ces individus.

Les préfets, s'il y a lieu, devront en même temps, soumettre au ministre les motifs qui leur paraissent de nature à faire interdire à titre spécial le séjour de telle ou telle localité à tel ou tel individu condamné pour attentat à la pudeur, meurtre, incendie ou menace de mort. Le ministre prend alors un arrêté d'interdiction de séjour dont il transmet au préfet une ampliation. — Cet arrêté vise les localités interdites, à titre général et particulier, au condamné. — Notification de cet arrêté est faite au condamné par le préfet. On laisse au condamné une copie, certifiée conforme, de l'arrêté, pour qu'il ne puisse arguer plus tard, devant les tribunaux, qu'il n'a pas eu connaissance des localités où il lui a été interdit de paraître. — Le préfet donne enfin avis au Ministre de l'Intérieur de la date à laquelle la notification a été faite.

Lorsque le condamné à l'interdiction a subi sa peine, il est rayé des contrôles. Cette radiation se fait par la mention à la feuille, sous une rubrique spéciale, des nom des individus qui ont cessé d'être sous le coup de l'art. 19. — Notification en est faite à l'intéressé.

IV. — Nous avons vu que l'art. 19, § 4, tout en modifiant la loi du 23 janvier 1874, laissait subsister « les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la suppression de la surveillance de la haute police, et les peines encourues par les contrevenants conformément à l'art. 45 du Code pénal ». Par conséquent, notre régime de l'interdiction de séjour reste soumis à quelques-unes

des règles qui régissaient l'ancienne surveillance de la haute police. Ce sont ces règles que nous allons examiner.

La surveillance de la haute police, d'après l'art. 11 du Code pénal, était une peine. La même qualification doit être donnée à l'interdiction de séjour.

Certains ont protesté contre cette idée et, comme on l'avait fait déjà pour la surveillance de la haute police, ont prétendu que l'interdiction était une incapacité : ce qui motive cette mesure, c'est le caractère dangereux que peut avoir la présence du condamné dans certaines localités ; c'est plutôt une mesure préventive qu'une peine. — Cependant nous considérons que, comme la surveillance de la haute police, l'interdiction de séjour est une peine : elle implique une restriction de la liberté individuelle, et puis, elle est inscrite au chapitre des peines. De plus : 1^o son inflexion appartient aux tribunaux et non au gouvernement ; 2^o elle ne peut être prononcée en dehors des cas où des textes l'autorisent (art. 50 c. p.) ; 3^o elle ne peut atteindre le mineur acquitté pour avoir agi sans discernement.

L'interdiction de séjour est donc une peine et, de même que la surveillance de la haute police, elle est une peine soit complémentaire, soit accessoire, soit principale.

Comme peine principale, elle remplace purement et simplement la surveillance de la haute police dans les art. 100, § 2 ; 108, § 2 ; 132, 138, 46, 1^o ; 143, 144 et 271, 2^o, c. p.

Le plus souvent, comme l'ancienne surveillance, elle est prononcée comme peine accessoire frappant le condamné de plein droit à l'expiration de la peine

principale. Avant la loi de 1874, la surveillance à vie était encourue de plein droit, comme peine accessoire, par suite d'une condamnation aux travaux forcés à temps, à la détention, à la réclusion ou au bannissement. Mais depuis la réforme de 1874, la surveillance était devenue à la fois : 1^o accessoire ; 2^o facultative : le juge avait la faculté de réduire ou même de supprimer la surveillance pour les condamnés à une peine afflictive temporaire ou au bannissement, peine infamante ; s'il ne se prononçait pas pour l'une ou pour l'autre faveur, il devait à peine de nullité déclarer qu'il en avait été délibéré. L'omission de cette déclaration était un motif à cassation¹.

L'interdiction de séjour participe également de ce second caractère.

Il faut donc, à peine de nullité, que le jugement ou l'arrêt se prononce sur la réduction ou la remise de l'interdiction de séjour, soit en l'accordant, soit en la refusant.

Enfin, l'interdiction de séjour a, comme la surveillance de la haute police, le caractère de peine complémentaire. Suivant les termes mêmes de l'art. 49 du Code pénal, le juge devait obligatoirement prononcer la peine de la surveillance à la suite de toute condamnation pour crime ou délit intéressant la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat. De plus, suivant l'art. 46, le juge avait un pouvoir discrétionnaire pour fixer la durée de l'interdiction de séjour, sans toutefois pouvoir la prononcer pour plus de vingt ans.

Enfin la surveillance de la haute police pouvait être

1. Garraud, t. 1, 322.

prononcée comme peine complémentaire à une condamnation conditionnelle¹.

Ces dispositions s'appliquent aujourd'hui à l'interdiction de séjour. La durée de cette peine est fixée par la loi, mais le juge peut toujours, en accordant au condamné le bénéfice des circonstances atténuantes, réduire la durée de l'interdiction à son gré, ou même ne pas la prononcer.

V. — Quelle est la durée de l'interdiction de séjour ?

Le renvoi sous la surveillance de la haute police, suivant l'ancien art. 47, était une peine perpétuelle ; la loi de 1874 la réduisit à 20 années². L'interdiction de séjour bénéficia de la réforme et, comme l'avait fait la loi de 1874, la nouvelle loi de 1885 fixa à 20 ans le maximum de cette peine, sans déterminer de minimum. Le juge pourrait donc la réduire à quelques jours s'il le voulait, puisque légalement il n'existe pas de minimum et qu'il peut même ne pas la prononcer. Toutefois, le Garde des sceaux, dans sa circulaire du 21 février 1874, recommande, pour que la peine soit sérieuse et efficace, de ne pas la réduire à moins de deux ans.

Telles sont les dispositions qui règlent la durée de

1. C'était le cas notamment pour les art. 57, 58, 246, 271, 282, 305, 306, 307, 401, du Code pénal.

2. Le délai de 20 années, disait M. Voisin, rapporteur de la loi de 1874, est très suffisant, car, la durée des travaux forcés à temps et de la détention étant de 5 ans au moins et de 20 ans au plus, la durée de la réclusion étant de 5 ans au moins et de 10 au plus, il est facile de voir que 25, 30 ou 40 années s'écouleront, à moins de grâce partielle ou totale, entre ce commencement de la peine et l'expiration du temps de surveillance ; c'est là un temps assez long pour que la Société se croie suffisamment protégée contre un homme qui, à un moment donné, a été un danger pour elle.

l'interdiction de séjour : cette peine est donc une peine temporaire.

Il existe cependant une exception, et c'est le cas où l'interdiction de séjour remplace la relégation, par application de l'art. 8 de la loi du 27 mai 1885, pour les récidivistes qui auraient dépassé soixante ans à l'expiration de la peine principale : l'interdiction de séjour a alors une durée perpétuelle.

Cette disposition inspirée par un sentiment d'humanité, tout en prenant des mesures de sécurité contre un individu âgé, lui permet de rester sur le territoire de la métropole et d'éviter ainsi l'internement à vie dans les colonies à climat dangereux.

Ainsi la relégation n'est pas applicable aux individus qui, à l'expiration de la peine corporelle prononcée, seraient âgés de plus de soixante ans. Le sort du prévenu récidiviste dépend donc de son âge à l'expiration de sa peine. C'est à l'âge précis qu'il faut s'attacher : au moment de la libération, ne manquerait-il qu'un jour au récidiviste pour atteindre soixante ans, qu'il devrait être relégué ; n'aurait-il dépassé la soixantaine que d'un jour, qu'on devrait ne lui infliger que l'interdiction de séjour. Enfin, pour déterminer si c'est l'interdiction de séjour qui doit être prononcée, le juge doit prendre l'époque de la libération de la peine principale et il évitera d'appliquer la relégation quand, à cette époque, le condamné aura plus de soixante ans.

Remarquons encore que le juge peut, s'il le veut, augmenter la durée de la peine principale, de manière à éviter au condamné la relégation, et faire tomber l'expiration de la peine au delà de soixante ans.

L'amnistie, la réhabilitation, faisant disparaître la

condamnation et ses conséquences, font cesser l'interdiction de séjour.

Que dire de la prescription de la peine principale ? Entraîne-t-elle la suppression de l'interdiction de séjour ? La question est réglée par les §§ 3, 4 et 5 de l'art. 48 du Code pénal : « La prescription de la peine principale ne relève pas le condamné de l'interdiction de séjour à laquelle il a été soumis (§ 3) : — Si la peine prescrite est une peine perpétuelle, le condamné est, de plein droit, soumis à l'interdiction pendant 20 ans (§ 4). — En cas de prescription de la peine principale, la durée de l'interdiction de séjour ne commence qu'à partir du jour où la prescription est accomplie » (§ 5).

Enfin l'individu soumis à l'interdiction de séjour peut voir, comme le condamné à la surveillance de la haute police, sa peine suspendue par mesure gracieuse. Cette suspension est prononcée par le Ministre de l'Intérieur sur la proposition du préfet, après un temps d'épreuve qui ne doit jamais être inférieur à la moitié de la durée totale de la peine¹.

VI. — Quelle est la sanction de ces prescriptions ? Ici encore nous retrouvons les règles qui régissaient la surveillance de la haute police : « L'individu mis sous la surveillance de la haute police, nous dit l'art. 45 du Code pénal, sera condamné par les tribunaux correctionnels à un emprisonnement qui ne pourra excéder 5 ans. »

Cette peine édictée par la loi de 1832 contre le délit de rupture de ban, reste applicable à l'infraction à la loi du 27 mai 1885, art. 19, § 4 : « Restent en conséquence

1. Décret du 30 août 1875, art. 5.

applicables pour cette interdiction les dispositions antérieures qui règlent. . . . les peines encourues par les contrevenants, conformément à l'art. 45 du Code pénal. »

Quand donc un individu tombera-t-il sous le coup de l'art. 45 ? Il faut, pour qu'il y ait infraction à l'interdiction de séjour, deux éléments :

Un élément matériel : il faut que le libéré ait paru dans une des localités inscrites sur sa feuille comme interdites, soit à titre général, soit à titre spécial.

Un élément moral : il doit être prouvé que le fait du séjour dans le lieu interdit est le résultat d'une imprudence ou d'une faute du délinquant. — Il est bien évident, par exemple, que si un jeune condamné est appelé par un avis du Commandant de recrutement à rejoindre son corps d'affectation et qu'il lui faille pour cela traverser plusieurs départements interdits, on ne pourrait l'arrêter pour infraction à interdiction de séjour, l'ordre d'appel ou le livret militaire servent de sauf-conduits¹.

Le Tribunal compétent pour connaître de l'infraction à l'art. 45 et prononcer la condamnation sera le Tribunal correctionnel du lieu où le prévenu a été arrêté, ou celui où le délit a été commis, ou celui de la résidence du prévenu, sauf au cas où l'identité est douteuse ; dans cette dernière hypothèse, on appliquerait les règles des art. 518 et s. du C. d'Instr. Crim., c'est-à-dire que l'identité du prévenu sera reconnue et sa condamnation prononcée par le Tribunal qui aura ordonné l'interdiction de séjour.

Enfin l'emprisonnement prononcé ne comptera pas pour le calcul de la durée de l'interdiction de séjour. Il

1. Circulaire du Garde des sceaux, du 15 mars 1887.

est certain que l'individu frappé de la peine de surveillance, ne peut, s'il est condamné à l'emprisonnement pour un délit nouveau, continuer à subir sa peine, car il est impossible que deux peines restrictives de liberté puissent s'exécuter en même temps¹.

Le prévenu, cependant, continue à subir sa peine pendant la durée de sa détention préventive. Mais ceci n'est pas une exception à la règle que nous venons de poser : la prévention, en effet, est bien restrictive de liberté, mais elle n'est qu'une mesure de précaution contre une fuite possible, elle n'a rien d'une peine.

Enfin notons, pour compléter ce que nous avons dit de la sanction apportée par l'art. 45 aux infractions à l'interdiction de séjour, que la peine de cinq années d'emprisonnement édictée par cet article ne serait pas suffisante pour arrêter les récidivistes incorrigibles. L'art. 4, § 4, nous fournit une sanction plus énergique².

On considère, en effet, que l'infraction à l'interdiction de résidence telle qu'elle est organisée par la loi de 1885 ne gêne en rien celui qui en est frappé, que les moyens d'existence du surveillé ne sont en rien diminués. Dès lors, toute infraction aux prescriptions de la loi est un signe de perversité spéciale et on se montrera d'autant moins indulgent que le nombre des petites condamnations sera plus grand. Ce qui fait l'homme

1. Arrêt de la Cour de Cassation, du 19 mai 1841.

2. « Seront relégués les récidivistes qui ont encouru...

» 4° Sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux articles précédents, et les autres, soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction de résidence signifiée par application de l'art. 19 de la présente loi, à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement. »

dangereux, ce n'est pas un fait isolé, tant cruel soit-il, mais la répétition incessante d'actes coupables. Il est des individus dont la vie n'est qu'une longue succession de condamnations : vols, escroqueries, abus de confiance, infractions à l'interdiction de séjour ; mais ce sont, parmi les criminels, les plus dangereux. Tout ce chapelet de condamnations est la preuve d'une très longue habitude du vice ; si, après les nombreux avertissement reçus, l'homme persiste à enfreindre les ordres de la loi, c'est que décidément, sur le sol de France, on ne peut plus attendre de lui que des attentats contre l'ordre public. Le seul remède est la relégation.

VII. — Les progrès réalisés par la loi du 27 mai 1885 au point de vue de la récidive ont été sérieux.

Les statistiques nous montrent en effet qu'en 1875, 1.902 condamnations à la surveillance de la haute police ont été prononcées ; en 1880, 1.336, en 1881, 1.507. Or on constate pour ces mêmes années : en 1875, 3.898 ruptures de ban ; en 1880, 4.661 ; en 1881, 5.247.

On voit avec quelle progression constante les surveillés cherchaient à se soustraire au contrôle dont ils étaient l'objet.

Par contre les interdits de séjour ont été en 1885 au nombre de 2.843, en 1887 de 2.425, en 1903 de 1.628, en 1904 de 1.864, et 2.585 seulement ont enfreint la loi en 1885, 1.107 en 1887, 1.017 en 1903, 1.156 en 1905.

De notables progrès ont donc été réalisés. Cependant doit-on en accorder tout le mérite à la seule loi du 27 mai ? La récidive n'a diminué qu'au bout de 10 ans d'application de la loi, en 1895, or c'est précisément vers cette époque que les Sociétés de patronage

ont commencé à étendre leur action bienfaisante sur la presque totalité du territoire français. En présence de cette coïncidence, il semble bien que la conception nouvelle d'une surveillance basée non plus sur l'idée de méfiance du libéré, mais sur celle de tutelle, de direction de malheureux en qui on peut toujours espérer un retour vers le bien, doive prévaloir. Nous verrons du reste plus loin en quoi consiste cette nouvelle forme de surveillance et quel est le fonctionnement et l'influence des Sociétés de patronage.

CHAPITRE III

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE

I. — Un individu peut sortir de prison de deux façons bien distinctes. Tantôt il en sort au jour fixé par la sentence du Tribunal comme limite extrême de la mesure qui lui a été appliquée : sa libération en ce cas est définitive. Tantôt, au contraire, il en sort bien avant cette date, s'il a été l'objet d'une proposition de mise en liberté sous certaines conditions : sa libération est alors conditionnelle.

La libération conditionnelle, organisée par la loi du 14 août 1885¹, est la mise en liberté provisoire du détenu qui a donné des marques d'amendement suffisant, sous condition qu'il se conduira honnêtement jusqu'à l'expiration de sa peine et sous réserve de réintégration dans le lieu de détention en cas de rechute.

Ce système, dû à l'initiative de M. Béranger, est un excellent moyen de permettre au condamné de s'amender. Il abrège, tout d'abord, dans les maisons où le

1. La libération conditionnelle existait déjà en France bien avant la loi du 14 août 1885 : 1^o pour les mineurs, par une circulaire du 5 décembre 1832 ; 2^o pour les condamnés aux travaux forcés, par un décret du 27 mars 1832 ; 3^o pour les condamnés à la déportation, d'après l'art. 15 de la loi des 25-28 mars 1873 ; 4^o pour les condamnés à la relégation, par la loi du 27 mai 1885.

régime cellulaire n'est pas encore complètement appliqué, les dangers de la promiscuité. Puis, c'est une raison puissante d'une bonne conduite dans la prison, de l'honnêteté dans la vie libre. Tenu en éveil par la menace d'une réintégration, le libéré met en œuvre toute son initiative, toute son énergie et prend des habitudes de travail et de probité qu'on peut espérer lui voir garder par la suite.

Une des conditions pour que la mise en liberté provisoire soit accordée au condamné est la manifestation du repentir et du retour dans la bonne voie par une excellente conduite dans l'établissement pénitentiaire.

Cependant, cette mise en liberté n'est que conditionnelle : le condamné doit continuer dans la vie libre à mériter ces bonnes notes de conduite et de travail qui lui avaient valu la haute faveur de sa libération. Il devient donc nécessaire de le placer sous la surveillance d'un service chargé de contrôler sa conduite.

Puis, le libéré a pris certains engagements; dans l'intérêt de la justice et de l'ordre public, la libération ne lui a été accordée que sous certaines conditions. Celles-ci sont générales ou spéciales.

Les conditions générales, que l'on peut ramener à trois, sont les suivantes :

L'arrêté ministériel, après avoir prononcé l'admission à la libération conditionnelle fait connaître dans les art. 4 et 6 les conditions de résidence :

Le détenu doit faire connaître à l'administration quel lieu de résidence il a choisi et quel itinéraire il compte suivre pour s'y rendre. Le délai qui lui est accordé pour parvenir à sa destination varie de deux jours à un mois, et il doit dès son arrivée aviser le préfet ou le

Directeur de la circonscription pénitentiaire où il a subi sa peine. Il ne peut se transporter en dehors de la localité qu'il s'est assignée soit définitivement, soit pour une longue période, sans avoir averti l'autorité préfectorale au moins quatre ou huit jours avant son départ, selon que son déplacement doit ou non se faire dans les limites du département.

Enfin, le libéré ne doit pas paraître dans certaines localités qui lui sont indiquées s'il y a lieu, et il est dans l'obligation de faire connaître, sur toutes réquisitions du préfet ou des sous-préfets, quels sont ses moyens d'existence.

Il existe également des conditions spéciales que détermine l'arrêté ministériel et qui varient avec chaque individu. Elles n'ont du reste pour but que de compléter les conditions générales et sont conçues dans le même esprit.

II. — Aucune disposition de loi n'indique comment s'exercera vis-à-vis du libéré le contrôle de l'administration et par quel procédé sa conduite pourra être connue. Le législateur n'a certainement pas voulu empiéter sur le domaine de l'administration en réglant ce mode de surveillance des libérés conditionnels, il a laissé le soin de son organisation à un règlement d'administration publique (art. 6, § 1^{er}). Or ce règlement n'a pas encore paru.

Cependant, d'après la première proposition de loi présentée par M. Bérenger, le 27 décembre 1882, il ressort clairement que, dans l'esprit des législateurs, la surveillance à exercer sur le libéré conditionnel ne pouvait être qu'une surveillance d'une nature particulière, qui ne devait en aucune façon faire revivre la

surveillance de la haute police, supprimée quelques mois auparavant. Toutefois, le régime actuellement imposé au libéré, en vertu de la circulaire ministérielle du 25 mai 1886, à défaut de règlement d'administration publique, n'est et ne pouvait être qu'une réduction de la surveillance de la haute police. Pour qu'il soit possible de contrôler les agissements de l'individu, on exige de lui qu'il se rende dans un certain délai, qui varie de deux jours à un mois, au lieu de résidence qu'il a indiqué. Il ne peut se rendre dans toute autre localité, sans avoir averti l'autorité préfectorale qui prend à son égard telle mesure qu'elle juge bonne. Les déplacements urgents ou de courte durée sont en principe dispensés de cette déclaration préalable, mais il est bien évident que ceci n'est pas laissé à la seule appréciation du libéré et que les agents administratifs et le parquet se chargent de veiller à ce que le surveillé n'abuse pas de la faculté qui lui est donnée. Enfin l'arrêté de libération défend au libéré conditionnel de paraître dans certains lieux qu'il détermine, et la sanction de cette prescription est la révocation de la libération.

On voit que la liberté du condamné est loin d'être sans entraves et il est certain que, si cette surveillance était appliquée dans toute sa rigueur, sa situation serait très pénible. Aussi, en compensation de ces mesures que la sécurité publique et le droit de reprise que se réserve l'Administration, exigeaient sévères, a-t-on cherché à obtenir une surveillance qui, tout en sauvegardant les intérêts de la Société, ne nuisît pas trop à ceux du libéré.

C'est pourquoi on a évité de charger du contrôle les agents subalternes dont les indiscretions ou le zèle

exagéré auraient pu trop souvent dévoiler aux yeux du public le passé du surveillé, et le mettre ainsi dans l'impossibilité de se reclasser. Seuls les préfets et les sous-préfets ont le droit de demander au libéré de prouver ses moyens d'existence. A eux seuls, le libéré doit s'adresser pour demander l'autorisation de changer de résidence ou de domicile, eux seuls ont mission d'examiner toutes les questions relatives à la mise en pratique de la libération conditionnelle, à charge d'en référer au Ministre de l'Intérieur.

Cette disposition est excellente, elle fait disparaître un grave inconvénient qui fut précisément une des causes de la disparition de la surveillance de la haute police : l'intervention des préfets et des sous-préfets est certainement plus discrète et donne plus de confiance au libéré. Ainsi l'on évite le contrôle impitoyable de l'ancienne surveillance, tout en écartant le défaut contraire d'une surveillance trop indulgente et qui ne donnerait pas à la Société toutes les garanties désirables de sécurité.

III. — Cependant, tel qu'il est organisé, ce système présente un grave inconvénient. Certes, une surveillance étroite est nécessaire ; il faut que l'administration puisse se rendre compte du passage du libéré dans les diverses localités qu'il traverse et surveiller tous ses actes. Les préfets peuvent-ils remplir ce rôle de surveillants ? Leurs nombreuses et absorbantes occupations leur permettent-elles de consacrer un temps suffisant à cette tâche délicate ? Et s'ils s'en remettent à d'autres agents, ne retombera-t-on pas dans les inconvénients de la surveillance de la haute police ? La surveillance directe, même la plus discrète, la moins tracassière, s'adapte mal à

la libération conditionnelle. La police, par son caractère, ne peut exercer sa mission sans que ses démarches, aussi habiles soient-elles, fassent soupçonner, sinon connaître la véritable situation de celui qui est soumis à son contrôle. Aussi a-t-on profité dans la plus large mesure de la faculté qu'accorde à l'administration l'art. 6, § 2, de se substituer les Sociétés de patronage. Nous avons vu dans un chapitre précédent quel a été le rôle de la police, nous verrons par la suite quelles sont les attributions des Sociétés de patronage et comment elles s'acquittent de leur mission.

IV. — Quelle est la sanction de la non-exécution des engagements pris par le libéré conditionnel ?

On s'efforce de relever le libéré, mais il faut, s'il retombe, pouvoir le soumettre à nouveau au régime moralisateur. « L'arrestation du libéré conditionnel, nous dit l'art. 4, § 1, peut toutefois être provisoirement ordonnée par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au Ministre de l'Intérieur. »

Ainsi donc, l'autorité qui a qualité pour ordonner l'arrestation, est soit le préfet ou le sous-préfet, soit le procureur général ou le procureur de la République, soit le maire ou le juge de paix du lieu où se trouve le libéré.

Toutefois cette arrestation est toujours provisoire et ne peut devenir définitive, c'est-à-dire entraîner la révocation de la libération conditionnelle qu'après décision prise par le Ministre de l'Intérieur. Ce dernier peut donc ou bien faire remettre en liberté le condamné ou lui faire perdre le bénéfice de la libération conditionnelle.

Cette dernière décision peut être prise pour deux causes, qui sont énumérées dans l'art. 2, al. 3 : « La mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle ou publique dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération. »

La première de ces causes est toute naturelle et il est évident qu'on ne doit pas laisser bénéficier d'une faveur telle que celle de la libération conditionnelle un individu qui n'est pour tous qu'un sujet de trouble ou de scandale.

Quant à la deuxième cause, elle est suffisamment justifiée par le caractère de la libération. Par le fait même qu'il demande à bénéficier de la libération conditionnelle, le condamné s'engage à remplir les conditions prescrites ; une conduite exempte de reproches et une soumission complète à une règle rigoureuse sont la seule façon, pour lui, de montrer sa ferme résolution de respecter le bon ordre et de ne plus attenter à la sécurité de la Société. S'il n'exécute pas ces engagements, il devient alors certain que l'amendement dont il faisait preuve n'était qu'un amendement simulé et il est de toute nécessité de le soumettre à nouveau au régime de détention.

L'autorité compétente pour prononcer la réduction est, nous le savons, le Ministre de l'Intérieur. Ce dernier ne statue qu'après avoir pris l'avis du préfet et du procureur de la République de la résidence du libéré. Cette mesure grave de la révocation est donc entourée de grandes précautions.

De plus, l'arrestation peut être décidée par plusieurs autorités : par le préfet ou le sous-préfet, le maire, d'une

part; le procureur général, le procureur de la République, le juge de paix, d'autre part; mais nous avons vu que cette arrestation ne peut jamais être que provisoire.

On avait déjà, toujours dans le même but d'éviter l'erreur, apporté une modification à la première proposition de loi de M. Béranger. Cette proposition portait que la mise en liberté pourrait être révoquée en tout temps « si le condamné se conduisait mal ». On comprend quels abus une expression aussi vague aurait pu entraîner; on la remplaça par les mots « inconduite notoire », mais là encore la formule était trop large et on arriva à la rédaction définitive qui porte que « la mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle et publique, dûment constatée, ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération ». On s'est donc appliqué à préciser nettement quelles sont les causes qui doivent entraîner la réintégration dans la prison. Le droit de révocation est la base même de la libération conditionnelle : la Société veut bien écouter le malheureux qui se repent de sa faute et promet de la racheter par toute une vie de travail, et elle doit se prémunir contre des sentiments hypocrites. Mais d'un autre côté, il faut donner au libéré certaines garanties; il doit sentir la surveillance, mais non pas en craindre les abus; il faut qu'il entrevoie la possibilité de son reclassement et qu'il soit certain qu'un amendement sincère est un moyen sûr de ne plus être inquiété. Il fallait donc déterminer les causes de la révocation de façon à mettre le libéré à l'abri d'une arrestation injustifiée, susceptible d'entraîner par la suite les conséquences les plus regrettables.

Ainsi, pour que les agents chargés de la surveillance du libéré puissent donner un avis défavorable au maintien de la libération conditionnelle, il faut que l'inconduite réunisse trois conditions, qu'elle soit :

1° habituelle, c'est-à-dire qu'elle soit le résultat de faits rapprochés et repréhensibles en eux-mêmes;

2° publique, c'est-à-dire connue de tous;

3° dûment constatée, c'est-à-dire, bien que les travaux préparatoires soient muets sur ce point, établie par un rapport de l'autorité.

Ces conditions précisent suffisamment le caractère que doit revêtir l'inconduite pour mettre le libéré à l'abri de tout trouble injuste; plus de tâtonnements, plus d'arbitraire de la part du surveillant dans l'appréciation de la mauvaise conduite. Enfin, celle-ci, pour entraîner la révocation, devant être habituelle et publique, sera par cela même bien vite connue; la surveillance pourra être, par conséquent, d'autant moins rigoureuse; il ne devient plus nécessaire de suivre partout le libéré. On ne saurait trop se féliciter de ce résultat, si on songe aux conséquences de la surveillance de la haute police dont la réglementation était si lourde et si peu efficace. La loi, grâce à sa formule précise, met donc le libéré à l'abri d'une erreur de l'administration et facilite son reclassement en interdisant aux agents de s'immiscer par des enquêtes maladroites dans les actes de la vie privée des individus.

Telle est une des faces de la surveillance des condamnés qui exerce une action si puissante pour leur moralisation. Ce système est très bienveillant à l'égard du libéré, néanmoins ce n'est qu'exceptionnellement

qu'il est appliqué, lorsqu'il n'existe pas dans la ville de Société de patronage. Nous verrons dans la seconde partie de cette étude combien importante est la mission que se sont donnée en cette matière les Sociétés de patronage et comment elles s'en acquittent.

Pour compléter l'étude de la surveillance officielle, il nous reste à examiner la question de la surveillance des mineurs. Le problème se pose ici avec une acuité toute particulière. Entre tous les criminels, les jeunes gens méritent des soins spéciaux ; ils sont facilement corrigibles, mais ils sont encore plus facilement corrip-tibles. La surveillance est donc indispensable aussi bien dans l'intérêt du mineur que dans celui de la Société, pour laquelle le jeune délinquant représente un danger d'autant plus grand qu'il est plus long.

CHAPITRE IV

LA SURVEILLANCE DES MINEURS

Utile pour les adultes, la surveillance devient nécessaire pour les mineurs, et les réglementations nombreuses dont elle a été l'objet nous montrent combien les criminalistes se sont préoccupés d'assister le jeune criminel et de lui éviter, en le confiant à une institution chargée de sa tutelle, de subir de nouveau l'influence du milieu qui l'avait déjà fait tomber.

A la différence des adultes qui ne sont surveillés qu'après leur sortie de prison, les mineurs le sont avant même leur condamnation ; ils peuvent aussi être soumis à un régime de contrôle pendant l'expiation de leur faute, s'ils ont bénéficié du sursis ; avant l'expiration de leur peine, si on leur a accordé la libération conditionnelle ; ils le sont enfin à leur sortie de la maison d'éducation.

Le but est toujours de se protéger contre un malfaiteur qui peut, si on ne l'arrête à temps sur la pente du vice, devenir très dangereux, et de veiller à l'éducation nouvelle du délinquant précoce. Mais c'est ici que ressort le mieux la politique criminelle nouvelle. Rechercher la criminalité dans ses causes, endiguer le mal, « remoraliser » le délinquant pendant la peine, le reclasser au jour de sa sortie, tel est le but vers lequel

on s'efforce depuis plus d'un demi-siècle. La loi de 1850, qui régit la matière, pose le principe de l'éducation du mineur et de sa surveillance au moment de sa sortie ; mais elle est fort incomplète et nous verrons, sur ce point, les nombreuses réformes qui sont intervenues.

Une des principales causes de la criminalité juvénile est l'indignité des parents ; chaque fois donc qu'un mineur est présenté au juge, celui-ci doit se demander s'il est dans l'intérêt de l'enfant de le laisser sous l'autorité de ses père et mère pendant le temps de l'instruction préparatoire ; puis, l'instruction close, il y aura lieu d'examiner s'il est reconnu que le mineur est coupable, quel moyen d'éducation est le plus propre à son relèvement. Enfin, à sa libération, des mesures devront être prises pour empêcher toute rechute.

Donc, trois situations : le mineur est à la disposition du juge d'instruction et attend d'être déféré devant les tribunaux ; le mineur comparait devant le tribunal, qui prononce son envoi conditionnel en correction¹ ; le mineur est libéré soit conditionnellement, soit définitivement.

Ce sont ces trois situations que nous allons examiner.

I. — Lorsque, à Paris, un enfant a été conduit au

1. Disons tout de suite qu'aucun acte législatif ne parle de l'envoi conditionnel en correction ; cependant et malgré la Cour de Cassation, les tribunaux, après avoir prononcé l'envoi dans un établissement d'éducation, font bénéficier le mineur du sursis. Nous renvoyons, pour plus de clarté, l'examen de la surveillance qui lui est appliquée, à la partie de cette étude où nous traitons de la question de la surveillance du bénéficiaire du sursis par les sociétés de patronage. Elles seules, en effet, s'en sont chargées.

commissariat de police et a subi un interrogatoire qui a permis de prendre sur lui les premiers renseignements, il est dirigé sur le Dépôt, pendant que son dossier est adressé au petit-parquet, où le greffier le communique au substitut de service. Celui-ci interroge à nouveau l'enfant, et suivant sa conviction que le jeune délinquant est ou non resté honnête, il peut prendre plusieurs solutions.

Dans le cas où le mineur n'est pas reconnu auteur du délit, le juge doit nécessairement se dessaisir et clôturer son information par une ordonnance de non-lieu. Cependant, il arrive parfois que le magistrat reçoit des renseignements déplorables sur le compte de la famille. Remettre l'enfant à de tels parents, ce serait le replacer dans la meilleure école du vice qu'il puisse trouver. Heureusement le juge d'instruction peut le confier soit à des particuliers, soit à une Société de patronage, soit à l'Assistance publique.

Cependant, si la culpabilité du mineur est démontrée, le magistrat instructeur peut soit l'envoyer dans un lieu de détention, soit le remettre à sa famille ou, à son défaut, à une institution charitable. Il est évident que l'on ne doit recourir au premier moyen que si le caractère vicieux et les mauvais instincts du jeune délinquant exigent qu'il soit soumis dès son arrestation à une discipline sévère, mais, autant qu'il se peut, il faut laisser l'éducation de l'enfant à ses parents. Si l'on constate que la faute commise ne peut être imputée à ceux-ci, si elle n'a pour cause ni les mauvais exemples donnés par eux, ni leur mauvaise surveillance provenant soit de leur insouciance volontaire, soit de leurs absences forcées, on doit se conformer à la règle

de la nature et laisser le petit délinquant à sa famille. C'est ce que l'on appelle « l'observation dans la famille ». Avant la mise en observation, le juge d'instruction prévient une Société de patronage et reçoit d'elle son acceptation de surveiller le mineur.

Mais si l'éducation donnée par les parents est mauvaise, le juge est alors contraint, s'il veut laisser le mineur en liberté provisoire, de le placer dans un établissement où sa conduite, ses paroles, seront l'objet d'une observation minutieuse. Cet établissement est l'asile d'observation de la rue Denfert-Rochereau.

Là, le jeune délinquant est mis à l'épreuve pendant quinze jours à un mois et, pendant tout ce temps, des notes sur son compte viennent former un dossier que l'on remet au juge d'instruction. Ce dernier prend alors une solution définitive et rend une ordonnance de non-lieu si la conduite est exempte de reproches, ou une ordonnance de renvoi s'il estime que les tendances de l'enfant sont assez fortes pour qu'une comparution devant le Tribunal et l'envoi dans une colonie puissent lui être salutaires. Cette solution est la plus grave et la seule possible lorsque le jeune prévenu ne s'est pas rendu aux sages conseils qui lui étaient donnés.

La juridiction répressive est désormais saisie et il est facile de prévoir la décision qui interviendra quand les juges auront pris connaissance du dossier et du refus de l'asile de continuer à se charger de la surveillance de l'enfant.

Toute cette procédure, organisée pour le plus grand intérêt de l'enfance coupable, ne l'avait été que par les juges du Tribunal de la Seine. Aujourd'hui, ces mesures sont consacrées législativement.

Depuis longtemps déjà, les juristes les plus autorisés réclamaient la réforme. En 1894, M. Appleton écrivait : « la maison de correction ne convient pas à tous. Si la règle inflexible est nécessaire pour redresser les natures vicieuses, une direction plus douce suffira pour ramener au bien les égarés d'un instant, les abandonnés plus malheureux que coupables. Pour les uns, toute la sévérité des règlements pénitentiaires; pour les autres, un régime plus familial, un système d'éducation plus paternelle. Il faut donc que les magistrats puissent faire au grand jour ce qu'ils font déjà officieusement aujourd'hui : il faut que la loi leur donne le droit, lorsque l'examen des faits et des antécédents ne relève pas chez l'enfant une véritable perversité, de confier la garde du jeune prévenu, soit à l'assistance publique, soit à un établissement privé, de nature hospitalière, soit enfin à une famille honorable qui en prendrait soin sous la surveillance de l'autorité. Ils pourront ainsi soustraire l'enfant aux influences pernicieuses de son milieu sans le soumettre aux rigueurs de la discipline pénitentiaire. »

En attendant cette loi, plusieurs villes¹ imitèrent l'exemple de Paris, des Sociétés de bienfaisance se mirent en relation avec les cabinets d'instruction et acceptèrent de se charger de l'enfant pendant l'information; elles purent même éviter pour quelques-uns la comparution devant le Tribunal. Parmi ces Sociétés, il nous faut citer la Société de patronage de Marseille et la Société lyonnaise du sauvetage de l'enfance.

Ces mesures améliorant la condition des mineurs

1. Notamment Marseille, Lyon, Bordeaux, Lille, Grenoble.

pendant la période d'instruction furent enfin consacrées législativement par la loi du 19 avril 1898.

Cette loi s'occupe de l'enfant victime d'un délit ou d'un crime, et de l'enfant auteur d'un crime ou d'un délit. Dans ce second cas, que seul nous avons à envisager, le juge d'instruction a le droit de rendre en faveur de l'enfant une ordonnance de non-lieu et de le laisser, en attendant sa comparution devant le Tribunal, sous la garde d'une personne ou d'une institution qui accepte de veiller sur lui. Ainsi on évite les effets, toujours néfastes pour un jeune cerveau, des promiscuités vicieuses et quelquefois même d'une comparution démoralisante en audience publique devant les Tribunaux de répression (art. 4 de la loi du 19 avril 1898)¹.

II. — Ainsi la Société prend un soin tout spécial pour arriver au relèvement moral du jeune délinquant, dès la période qui précède la détention. Ces précautions, en vue de prévenir les premiers contacts entre des individus dont la faute et la dépravation sont loin d'être égales, se continuent dans certains pays pendant la comparution du mineur devant le Tribunal². En France, jusqu'à présent, le jeune prévenu compa-

1. Loi du 19 avril 1898, art. 4, § 1 : « Dans tous les cas de délits ou de crimes commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable, qu'il désignera, ou enfin à l'assistance publique. »

2. Notamment aux Etats-Unis, état de l'Illinois, loi de 1901 concernant les « Juvenile Courts » et réglant le traitement et le contrôle des enfants « dependent » négligés ou délinquants.

rait comme les autres délinquants ; c'est le seul moment, il est vrai, où il est mis aux côtés de prévenus adultes, mais ce moment, si court soit-il, nous devons l'éviter ; il est impossible de savoir quel effet produira sur l'esprit de l'enfant, ce contact pernicieux. Quelques minutes de promiscuité avec des repris de justice ne suffiront-elles pas à compromettre à tout jamais l'avenir de l'enfant, tant sont profondes les traces laissées dans les jeunes cerveaux par les exemples scandaleux apportés devant le Tribunal correctionnel.

Toutefois, nous devons signaler un mouvement important en faveur d'un système se rapprochant de celui qui est usité aux États-Unis. Le mineur est mis en observation pendant la durée de l'instruction préparatoire, puis, si les renseignements sont favorables et si un acquittement pour défaut de discernement paraît préférable à une condamnation, le juge rend une ordonnance de non-lieu avec renvoi du jeune délinquant devant le Tribunal civil, lequel, en Chambre du Conseil, ordonne les mesures que comporte le jugement prononçant l'acquittement. Le jugement est donc, en ce cas, rendu sans publicité.

Si au contraire, les renseignements sont défavorables, le mineur est déféré à la juridiction répressive, Tribunal correctionnel ou Cour d'Assises.

Ce procédé a quelque analogie avec le système des « Juvenile Courts » pratiqué dans l'état de l'Illinois, aux États-Unis. Mais, tandis qu'en France, le jugement n'est rendu en Chambre du Conseil que s'il y a lieu de prononcer un acquittement basé sur le défaut de discernement, aux États-Unis, au contraire, tous les petits délinquants sont traduits devant une Chambre

spéciale, dite « Juvenile Court », spécialement affectée aux mineurs.

Enfin, lorsque le mineur est traduit devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'Assises, le Tribunal ou la Cour pourront encore confier la garde de l'enfant à une personne ou une institution charitable. Remarquons cependant qu'ici, la décision prise par les juges est définitive, alors que celle prise par le juge d'instruction n'était que provisoire et devait être confirmée par le Tribunal.

« Dans le même cas, dit l'art. 5 de la loi du 16 avril 1898, les Cours ou Tribunaux saisis du crime ou délit, pourront, le Ministère public entendu, statuer définitivement sur la garde de l'enfant. »

Ces dispositions des art. 4 et 5 sont une conséquence de la conception d'un régime particulier auquel doivent être soumis les mineurs. Il était indispensable, étant donné le caractère des délinquants et la possibilité de la réforme de leur caractère, de créer des établissements où ils pussent être enfermés et éloignés de parents incapables de les élever. Il était plus facile, dans ces maisons d'éducation spécialement organisées, de leur inculquer les principes moraux dont ils ont besoin et leur apprendre le métier sans lequel la vie honnête est impossible. Cependant cet internement n'est pas la seule forme pratique de moralisation. Malgré ses avantages et les perfectionnements qu'on y apporte chaque jour, ce système présente de graves inconvénients.

Depuis longtemps on a signalé que l'internement enlève à ceux qui en sont l'objet l'habitude de vivre en liberté et qu'il est par conséquent contraire à la loi

naturelle des individus. Dans l'état de dépendance et de dépression continue dans lequel il vit, il est impossible de développer en lui l'initiative et la virilité du caractère qui lui permettront plus tard de soutenir le rude assaut que les tentations de toutes sortes lui livreront à sa rentrée dans la vie de liberté. Cette éducation qui devrait tendre à procurer à ces jeunes gens la capacité de se diriger eux-mêmes, n'aboutit la plupart du temps qu'à en faire des êtres au moral étioilé, rabougri, sans intelligence pour le bien, sans énergie contre le mal.

Puis l'enfant sort de l'établissement sans aucune expérience de la vie et souvent même corrompu par l'exemple de camarades vicieux; dans nombre de cas enfin, l'apprentissage qu'il a reçu dans la maison d'éducation est insuffisant et il se trouve fréquemment sans travail et sans ressources, proie toute désignée de la récidive.

Au surplus, la vue des mineurs condamnés ne peut produire qu'une très mauvaise impression dans l'esprit de l'enfant acquitté comme ayant agi sans discernement. En effet, d'après l'art. 69 de la loi du 5 août 1850, un mineur ne peut être frappé que d'une peine égale à la moitié au plus de celle à laquelle il aurait été condamné s'il avait eu 18 ans, c'est-à-dire, en réalité, de cinq au plus en cas de réclusion et de deux ans et demi au plus en cas d'emprisonnement; la durée de sa détention sera donc presque toujours et forcément moins longue que celle d'un mineur acquitté et envoyé en correction jusqu'à l'accomplissement de sa vingtième année. Cela aboutit par conséquent à un résultat tout à fait choquant, amoindrissant la sanction de la faute et déconcertant

le jeune acquitté qui ne voit plus dès lors quel est l'avantage de bénéficier de l'indulgence du Tribunal. L'avantage existe bien en réalité et consiste en l'absence de condamnation sur le casier judiciaire, mais dans son esprit peu lui importe, il ne considère que le fait de sa détention prolongée. Cette dernière observation est si vraie qu'on a pu voir des jeunes garçons se vieillir intentionnellement de plusieurs mois ou faire traîner l'instruction en longueur, pour que le Tribunal, tenant compte de leur majorité, fût dans l'obligation de leur infliger une condamnation à l'emprisonnement. La détention dans une colonie pénitentiaire n'est pas, à vrai dire, un emprisonnement, mais il n'en est pas moins une privation de liberté et c'est tout ce que le mineur y voit.

La décision prise par le Tribunal de le remettre sous la tutelle de sa famille ou d'une institution charitable lui permettra, au contraire, de trouver auprès de ses protecteurs des exemples quotidiens de labeur et de rigide probité et d'acquérir la vaillance et l'énergie grâce auxquelles il pourra sortir victorieusement de la lutte souvent cruelle de l'existence humaine.

III. — Le mineur peut quitter l'établissement de correction où il a été envoyé, soit définitivement, soit sous condition. Dans le premier cas, il a subi complètement la peine que lui avaient infligée ses juges, ou bien, conformément à l'art. 66, on l'a conservé jusqu'à sa majorité et sa libération est nécessaire ; dans le second cas, on tient compte de sa bonne conduite et de ses marques de repentir, et sa libération est subordonnée à cette condition que, pendant un certain délai, il ne se mettra pas à nouveau dans le cas d'être poursuivi en justice répressive.

Ces deux situations vont faire l'objet des deux paragraphes suivants :

1^o *Libération définitive* ;

2^o *Libération conditionnelle*.

1^o *Libération définitive*. — Le mineur peut être mis en liberté soit en vertu de l'art. 66, parce qu'il a atteint l'âge de la majorité légale ; soit en vertu de l'art. 67, parce qu'il a terminé sa peine. Il retourne à la vie libre, après avoir subi une éducation appropriée. La Société a rempli son devoir de réformer son caractère de jeune enfant vicieux et de soustraire le jeune délinquant aux mauvais conseils. Mais ce n'est qu'une partie de sa tâche et non la plus délicate. Le temps de la libération passé, doit-on brusquement lancer l'enfant dans le rude courant de la vie ? Il a déjà fait une triste expérience de ce qu'il arrive lorsqu'on se trouve livré à soi-même au milieu des tentations si nombreuses ; il a succombé une première fois, faut-il l'exposer à tomber encore ? Ne doit-on pas se préoccuper de le reclasser et de le placer dans des conditions telles qu'il puisse tirer le meilleur parti des principes qui lui ont été inculqués ?

Ces précautions étaient assurément trop élémentaires pour que le législateur n'ait pas pensé à les prendre. L'art. 19 de la loi des 5-12 août 1850 est en effet ainsi conçu : Les jeunes détenus sont, à l'époque de leur libération, placés sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois ans au moins. Ces jeunes détenus sont : art. 3 et art. 16, § 3, les mineurs, garçons et filles, détenus en vertu de l'art. 66 du Code pénal ; art. 4, les jeunes détenus condamnés à un emprisonnement de plus de six mois et de moins de deux

ans ; art. 10, les jeunes détenus des colonies pénitentiaires déclarés insubordonnés ; art. 16, § 2, les jeunes filles de moins de 16 ans, condamnées à l'emprisonnement pour une durée quelconque.

Le législateur de 1850 entendait donc maintenir en tutelle, pendant trois ans, les jeunes libérés des colonies pénitentiaires : pensée fort juste et dictée par un sentiment d'humanité et une idée d'intérêt social excellents. Malheureusement, le décret d'administration publique, prévu par l'art. 21 de la loi de 1850, et qui devait déterminer le système de surveillance des mineurs, prévoit la remise de l'enfant à sa famille, mais ne parle en aucune façon d'une surveillance exercée par l'administration ; de plus, la rédaction même de l'art. 19 provoqua certaines hésitations, si bien qu'il ne fut jamais appliqué.

L'art. 19, d'après le rapporteur de la loi, M. Corne, avait pour but de permettre à l'Etat d'étendre son patronage sur l'enfant, à la place du père de famille. Toutefois, celui-ci n'était pas déchu de la puissance paternelle, et il devait accepter de confier la garde de son enfant à l'Etat, plein de reconnaissance de ce qu'on aplanissait à son fils les difficultés l'empêchant de prendre un métier honnête, d'entrer dans une condition qui lui donnât la facilité de subvenir sans honte à ses besoins. « Les résistances que l'on craint de ce côté, ajoutait le rapporteur, ne seront jamais que de rares et tristes exceptions. »

C'était être beaucoup trop optimiste. Aussi, le Ministre de l'Intérieur, M. de Persigny, tenant compte surtout de l'intérêt de l'enfant, laissant de côté toute considération légale et tirant du rapport de M. Corne

des conclusions tout à fait opposées, donnait dans sa circulaire du 4 juillet 1853 le droit à l'Etat de soustraire l'enfant à l'autorité de ses parents, lorsque l'immoralité de ceux-ci est notoire. Cette mesure était fort prudente, car, si l'on suppose un père de famille faisant valoir ses droits à l'encontre de l'administration, celle-ci n'aurait eu qu'à s'incliner et à lui remettre l'enfant. Or c'est précisément dans ce cas que le patronage de l'Etat aurait pu être utile, car il y a tout lieu de penser que des parents soucieux de l'intérêt de leur enfant ne se plaindront jamais qu'on réduise les dangers d'un retour un peu brusque à la liberté et qu'on lui procure les moyens de vivre honnêtement.

Cependant il est à remarquer que cette circulaire ne parle pas du mode de surveillance de l'art. 19, elle ne dit rien du patronage de l'Assistance publique, elle s'occupe seulement de la surveillance de l'administration pénitentiaire.

Aujourd'hui, aucune difficulté légale ne peut plus s'élever : la loi du 24 juillet 1889 donne à l'administration pénitentiaire le droit d'organiser la protection des mineurs et de continuer à exercer sur l'esprit des jeunes libérés son action salubre d'amendement. Le législateur a voulu sans aucun doute éviter que les jeunes détenus pussent, à leur sortie de la maison de correction, retomber sous l'influence de leurs parents et perdre ainsi, par suite de la faiblesse ou de la perversité de ceux qui ont charge de les élever, le bénéfice de l'éducation salubre que l'administration s'était appliquée à leur donner. Il a voulu certainement aussi combler la grave lacune de l'art. 66 qui décide que le mineur acquitté pourra être détenu jusqu'à l'accomplissement

de sa vingtième année. Or, pendant la période qui court entre cette vingtième année et la vingt-et-unième qui est celle de la majorité légale, le mineur peut, en l'absence de toute tutelle, retomber dans le vice. Il importait donc de lui assurer pendant cet intervalle une protection qui le mit en garde contre les errements auxquels le portent trop naturellement son âge et les influences extérieures. A ce dernier point de vue l'art. 19 serait inutile depuis la loi du 12 avril 1906 qui laisse les jeunes détenus en correction jusqu'à leur majorité légale.

Cependant l'art. 19 ne fut, en fait, jamais appliqué. Qu'est-ce, en effet, que l'« Assistance publique » ? M. Brueyre, dans son rapport au V^e Congrès pénitentiaire, s'explique sur ce point¹ :

« Il n'y a pas d'assistance publique en France. C'est une entité. Il y a à Paris : l'Administration générale de l'assistance publique de Paris, qui est une administration régie par une loi spéciale, celle du 10 janvier 1849, mais dont la limite d'action s'arrête aux fortifications. Sans doute, le Directeur de l'Assistance a la tutelle des enfants assistés de la Seine, mais il n'administre que par délégation du préfet ce service départemental, et, tout en plaçant ses pupilles dans un certain nombre de départements, il ne s'occupe que des seuls enfants assistés de la Seine et ne peut prendre charge des mineurs libérés ayant leur domicile de secours dans le reste de la France. Quant à la direction de l'assistance publique au Ministère de l'Intérieur, de création

1. *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, mars 1895.

d'ailleurs récente et à laquelle, en tout état de cause, ne pouvaient songer les rédacteurs de la loi de 1850, elle a pour mission d'étudier et de provoquer toutes les mesures générales ou de législation concernant l'assistance publique, en s'éclairant des avis qu'elle demande au Conseil supérieur; elle représente l'intérêt supérieur de l'Etat, elle est le haut arbitre des difficultés qui peuvent s'élever entre les départements et relatives à des questions d'assistance, mais elle n'a aucun budget spécial destiné à assurer les services d'assistance. »

Ainsi, il n'y a pas de service général d'assistance publique en France et de ce fait l'art. 19 ne peut s'appliquer. Toutefois, ainsi que le dit fort bien M. Brueyre, le Ministre de l'Intérieur, chef de l'Administration pénitentiaire et de la direction de l'assistance publique aurait pu interpréter l'art. 19 et placer les jeunes libérés sous la tutelle des services d'enfants assistés, les enfants étant confiés au service fonctionnant dans le département où ils ont leur domicile de secours.

On peut se demander si la mise en pratique de ce système aurait donné de bons résultats, car aux enfants assistés et aux mineurs de l'art. 66 du Code pénal seraient venus s'adjoindre les libérés de l'art. 67 : les criminels et les insubordonnés. Il est permis de penser que cette promiscuité des bons et des pires aurait eu de graves inconvénients. Nous verrons que la réforme proposée par M. Brueyre a été réalisée, mais en partie seulement, par la loi du 24 juillet 1889.

L'art. 2, § 5, de la loi permet en effet, aux tribunaux saisis par le Procureur de la République, de prononcer la déchéance des parents dont les enfants ont été envoyés en correction en vertu de l'art. 66. De plus, l'art. 5

autorise l'administration à prendre, pendant l'instance en déchéance relativement à la garde et à l'éducation des enfants, telles mesures provisoires qu'elle jugera utiles. Dès lors, il suffira à l'administration, sans attendre le jugement, de solliciter du Tribunal de placer les jeunes libérés; c'est une mesure prise d'urgence par la Chambre du Conseil et elle la refusera rarement.

L'administration n'a d'ailleurs guère intérêt à user de ce moyen que dans les cas où les mineurs ont été envoyés en correction pour une durée trop courte et sont libérables trop tôt pour avoir appris le métier qui peut les faire vivre à leur sortie.

Par le fait du jugement de déchéance, le mineur est, *ipso facto*, pourvu d'un tuteur : à Paris, le directeur de l'assistance publique; dans les départements, l'inspecteur des enfants assistés. Leur placement est assuré, soit à la campagne chez des paysans, soit dans la ville chez des ouvriers, ou dans une usine ou une école d'apprentissage, par les soins des services d'enfants assistés, et la surveillance administrative est exercée par les agents de ces services.

Par leur passage de l'Administration pénitentiaire dans les services d'enfants assistés, les mineurs libérés non rendus à leur famille sont donc assurés d'une protection sérieuse et d'un métier. Il leur est facile de devenir de bons citoyens, d'honnêtes ouvriers. La loi de 1889 comble donc dans une certaine mesure la lacune de l'art. 19, mais elle ne considère que les libérés de l'art. 66 et laisse complètement de côté les condamnés de l'art. 67 et les insubordonnés. Cependant il semble bien qu'il y ait là un avantage plutôt qu'un défaut; les services de l'assistance publique ne sont pas en effet

organisés pour le patronage de tels enfants, et ce n'est qu'à la condition de leur confier des mineurs amendés et animés d'un bon esprit qu'on peut espérer d'eux un concours vraiment efficace.

Ajoutons enfin qu'une catégorie de jeunes détenus ne peut plus, depuis le 12 avril 1906, être remis à la surveillance de l'assistance publique. Une disposition transitoire de la loi du 12 avril 1906 (art. 3) décide en effet que « la garde d'un enfant mineur de 16 à 18 ans ne pourra pas être confiée à l'assistance publique par application des art. 4 et 5 de la loi du 19 avril 1898 ». La raison de cette disposition transitoire est que l'assistance publique n'a pas assez d'écoles professionnelles pour recevoir cette classe de mineurs.

2° *Libération conditionnelle.* — Nous avons déjà étudié la question de la libération conditionnelle et remarqué que cette mesure procédait de cette idée qu'une bonne conduite et un travail régulier pendant la détention étaient l'indice du repentir et méritaient d'être récompensés par une mise en liberté anticipée. Cet excellent moyen d'amendement définitif s'imposait en notre matière encore plus que pour les détenus majeurs. Puisque l'internement a un but non pas répressif et intimidant, mais éducateur et propre au relèvement, il doit nécessairement cesser dès que l'éducation est terminée et le reclassement devenu possible. Mais la Société qui a assumé la responsabilité de la guérison complète du jeune délinquant doit-elle considérer son œuvre comme terminée dès que l'enfant est sorti de ses établissements pénitentiaires? A quoi servirait d'avoir pendant plusieurs années gardé un mineur à l'abri des influences extérieures, de lui avoir

inculqué les idées d'honneur et de travail, de l'avoir mis en garde contre les tentations de la rue, si, au moment de sa sortie, on le jetait brusquement, faible et sans expérience, dans ce milieu qu'on lui a appris à détester ?

Le législateur de 1850 n'a pas manqué de parler de la libération conditionnelle, mais déjà bien avant lui, dans une circulaire du 3 décembre 1832, M. le comte d'Argout en avait fait un premier essai et organisé pour les mineurs un système de surveillance¹. Cette circulaire du comte d'Argout, bonne dans son principe, laissait cependant les mineurs soumis à un traitement arbitraire, si bien que ceux-ci, constamment tenus en dehors du contact de la Société, se trouvaient exposés encore davantage au moment de leur libération définitive. Cela était d'autant plus dangereux qu'après leur sortie de l'établissement, l'administration n'avait plus, vis à vis d'eux, aucun droit de correction.

Cette circulaire fut du reste peu appliquée, de même que celle de M. Duchâtel en 1840. Ce n'est qu'en 1850 que nous voyons posé dans un acte législatif le principe de la protection des mineurs. Malheureusement ce principe ne fut pas réglementé et l'art. 9 de la loi du 5 août 1850 eut, faute de règlement d'administration publique, le même sort que l'art. 19. Aujourd'hui, cette question est tranchée par le règlement de 1899, art. 90 et 95.

Les différents procédés de surveillance consécutifs à

1. Cet essai était, il est vrai, limité aux jeunes détenus de la Roquette ; pourtant il est à remarquer que la surveillance était organisée pour les libérés conditionnels et qu'elle ne l'était pas pour les libérés définitifs.

la libération conditionnelle sont : le placement chez un particulier, — la remise à la famille, — l'engagement militaire.

§ 1^{er}. — L'engagement militaire n'est possible que si, au moment de sa libération, l'enfant a atteint l'âge de dix-huit ans, et jouit d'une bonne constitution, mais si le jeune libéré réalise ces conditions, on n'hésite pas à employer ce mode de relèvement. C'est qu'en effet, au régiment, il se verra soumis à une discipline à la fois sévère et bienveillante, on l'habituerà à une vie active et on continuera à développer en lui les plus nobles sentiments. Il tirera d'un tel régime un profit d'autant plus grand que tous ses camarades, sans distinction, subiront le même traitement que lui et que ses antécédents ne seront pas connus.

Enfin, au point de vue de son reclassement social, il est permis de penser que, grâce au certificat de bonne conduite que peut lui délivrer l'autorité militaire, il pourra trouver facilement une place, qui ne lui aurait pas été accordée sur la présentation d'un billet de sortie de la maison de correction. Si même il ne trouvait pas de travail, il aura toujours, comme dernière ressource, la faculté de contracter un rengagement.

Libéré des colonies pénitenciaires et jugé digne d'être admis par la Société au milieu de ses plus honnêtes enfants, il aura toujours à cœur de mériter de plus en plus la confiance dont on l'a honoré par le travail et la bonne conduite.

L'administration conseille toujours, quand l'occasion s'en présente, l'engagement militaire, et elle est aidée en cela par une Société de patronage, « la Société de protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle

administrative », dont le président est M. le conseiller Félix Voisin.

Il y a certainement, dans l'envoi du mineur à l'armée, un moyen des plus efficaces pour arriver à diminuer le nombre des récidivistes. Toutefois, il faut souhaiter qu'il rencontre moins d'obstacles et que le recrutement soit moins exigeant quand à l'aptitude physique des jeunes gens.

§ 2. — La remise à la famille est, des trois procédés de reclassement, le moins employé. Le juge d'instruction a la faculté, au lendemain du délit, de restituer le mineur à ses parents. Il le fera toujours si ces derniers sont de bons éducateurs, capables de donner à leur enfant des soins affectueux, de refréner ses instincts pervers et de le soustraire aux exemples de camarades vicieux. Il ne le fera pas, en raison de leur indignité ou de leur incapacité. L'administration peut-elle penser que, pendant la détention du fils, le père et la mère sont devenus moins indignes ou plus capables ?

Et puis, il y a un danger ; à supposer que la famille soit reconnue digne de continuer l'éducation de l'enfant, l'administration est dans l'impossibilité de révoquer la libération conditionnelle. Celle-ci est souvent, en effet, dans le cas de remise à la famille, une véritable grâce ; la Société ne peut plus espérer voir revenir le mineur dans la colonie que s'il commet un nouveau délit suivi d'arrestation ou si les parents demandent un nouvel envoi en correction, ou enfin si l'enfant sollicite lui même sa réintégration. Or, ces deux derniers cas ne se produiront pour ainsi dire jamais et l'on comprend que, si l'administration ne peut compter revoir son protégé qu'à la suite d'une rechute, elle hésitera à

employer un tel mode de surveillance. Elle n'y a recours que lorsqu'elle a des garanties sérieuses tant de l'amendement complet du libéré que de l'honnêteté et de l'énergie des parents.

On pourrait toutefois souhaiter qu'une surveillance effective permette de mettre plus souvent en pratique ce mode de reclassement. Il serait possible en effet d'organiser une surveillance de l'enfant et de sa famille. Certes, les directeurs de colonies correspondent avec leurs anciens pupilles, mais peut-on penser que ce dernier se plaindra de ses parents ou bien que les sentiments d'honnêteté et de labeur qu'il exprimera seront toujours bien sincères ? Il faut une autre organisation et nous devons nous féliciter qu'il y ait des hommes qui prennent à charge de veiller au salut du jeune libéré. Ces hommes, ce sont les membres des Sociétés de patronage, au dévouement inlassable et dont nous verrons l'œuvre plus loin. Seuls, étant donné les moyens dont ils disposent, ils peuvent surveiller le libéré et sa famille et soustraire l'enfant à son indigne milieu pour le confier à nouveau au régime éducateur.

§ 3. — Placement chez un particulier. — Ce mode de patronage est celui qui correspond le plus parfaitement à l'idée de la loi, c'est lui qui facilite le mieux le relèvement du jeune libéré et son retour dans la colonie en cas de mauvaise conduite. Jamais en effet un patron ne consentira à garder dans son atelier un individu qui ne veut pas travailler et capable seulement de débaucher ses ouvriers ; il n'a pas non plus intérêt à donner de bons renseignements alors qu'il n'a que des plaintes à formuler. Aussi, dès les premiers symptômes d'un retour

dans la voie du mal, il sera possible d'arrêter le jeune délinquant et de reprendre l'œuvre de rééducation que l'on croyait terminée.

Toutefois, malgré toutes les garanties de bonne surveillance que l'on est en droit d'attendre de l'intérêt qu'y a le chef d'atelier, il importait que l'administration établît elle-même un contrôle sérieux. En principe, les particuliers qui se chargent de l'enfant doivent adresser tous les six mois au préfet, qui les transmet à l'administration avec ses observations, des notes sur la conduite et le travail des jeunes apprentis. Ces notes doivent être fournies sous peine de retrait de l'enfant.

Un véritable contrat est passé entre le directeur de la colonie et le patron, autant pour sauvegarder les intérêts de l'enfant dont l'administration conserve la garde que pour faciliter sa reprise en cas de fugue ou de mauvaise conduite¹.

1. Ce contrat est ainsi conçu :

« Entre M..., directeur de la colonie, agissant au nom de l'administration, et M..., demeurant à..., a été convenu ce qui suit :

Le ... 190..., le jeune ..., âgé de ..., a été placé en qualité de ..., chez M..., aux conditions suivantes :

M... s'engage : 1° A traiter le jeune ... avec bienveillance et à ne pas l'employer à des travaux au-dessus de ses forces ;

2° A le loger et à le nourrir convenablement ; à l'habiller, à faire blanchir et à raccommoder ses effets ;

A lui donner ou faire donner tous les soins voulus, s'il vient à tomber malade ; ou bien, en cas de maladie grave, sur l'autorisation écrite du médecin et sans danger pour la santé de l'enfant, à le ramener lui-même à la colonie ou à le conduire dans un hôpital de la contrée qui sera indiqué par le directeur de la colonie ;

3° A surveiller sa conduite et à prévenir le directeur dans le cas où elle deviendrait mauvaise ;

Ce mode d'organisation de la surveillance procède à la vérité d'une excellente idée : la tutelle de l'enfant est douce, il est dans les meilleures conditions pour poursuivre son relèvement et prendre la bonne habitude du travail. Il y a lieu cependant de lui adresser plusieurs reproches.

Tout d'abord on peut dire que la surveillance n'est pas assez efficace : « Il y a mieux à faire et rien n'est plus facile, nous dit M. Brueyre¹. Il suffirait que le Ministre de l'Intérieur enjoignît aux préfets de confier aux inspecteurs des enfants assistés la surveillance des jeunes gens ainsi placés. Les inspecteurs des enfants assistés seraient chargés de les visiter dans leurs tournées habituelles, de veiller à l'exécution des contrats et de provoquer toutes les mesures les intéressant, par

4° A ne le sous-louer à aucune autre personne ;

5° A lui payer à titre de gages annuels la somme de ... répartie comme il est indiqué ci-contre : ces gages seront versés entre les mains du directeur ou du greffier comptable ou, chaque mois ou tout au moins chaque trimestre, à la caisse d'épargne postale ;

A lui remettre chaque dimanche, à titre de gratification et d'encouragement, la somme de... centimes ;

6° A prévenir immédiatement le directeur, par télégramme ou par lettre affranchie, si le jeune... quittait sa maison sans son autorisation (le signalement des vêtements emportés sera toujours rigoureusement indiqué) ;

7° Le ramener à la colonie dans le cas où il aurait des raisons sérieuses de ne pas le conserver chez lui (le manque momentané de travail ne serait pas une raison suffisante) ;

8° A n'élever aucune prétention dans le cas où l'administration jugerait utile de lui retirer le jeune...

Le présent contrat est valable du... au...

Ont signé le Directeur et M... »

1. *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, mars 1895, p. 476.

des rapports que les préfets soumettraient à leur tour à l'Administration pénitentiaire. On se demande avec étonnement comment des directions d'un même département ministériel peuvent vivre côte à côte sans se prêter un mutuel secours dans des questions connexes, et elles sont multiples entre les services pénitentiaires et d'assistance publique. »

Quant à la tutelle exercée par le patron, son principal inconvénient est qu'elle exige, pour qu'elle soit sérieusement exercée, de nombreuses visites de la part du directeur de la colonie. Or ce dernier est déjà fort occupé par la direction des services de sa colonie et il ne pourrait s'absenter qu'au détriment de ses jeunes pupilles, aussi intéressants que le libéré.

De plus le placement se fait toujours autant que possible non loin de la colonie. Or le directeur est connu dans les environs et il est à craindre que ses visites dans un atelier où travaille le jeune homme ne désigne trop clairement celui-ci à la malignité publique.

Enfin, et ce n'est pas là le moindre inconvénient, il met le libéré à la merci d'une indiscrétion. Le patron, puisqu'il a passé un contrat avec l'administration, sait forcément quel a été le sort de son ouvrier avant son entrée. Qu'une parole laisse supposer à ses compagnons de travail qu'il a commis un vol, ce vol aurait-il été commis depuis longtemps, et le jeune homme, aussitôt mis à l'index, est bientôt obligé de quitter l'atelier pour fuir les persécutions dont il est l'objet.

C'est toujours le grand danger du patronage exercé par l'administration; il dévoile trop facilement la véritable situation du libéré. Nous verrons bientôt qu'il y a un moyen d'y remédier et que les Sociétés de patro-

nage avec leur assistance discrète sont seules capables d'assurer l'avenir de leur protégé.

Telle est l'organisation de la surveillance des mineurs, tant avant leur entrée dans la maison de correction qu'après leur sortie, conditionnelle ou définitive. L'administration, toujours pénétrée de la haute mission sociale qui lui incombe, soucieuse des intérêts de l'enfant et de la sécurité de la Société, ne se borne pas, le moment venu, à ouvrir ses portes au petit détenu et, considérant sa mission comme terminée, à le rejeter dans le milieu contaminé d'où à grand'peine elle l'avait tiré.

Néanmoins, cette noble tâche que l'administration a assumée, se heurte à des obstacles nombreux provenant et d'une mauvaise organisation de la surveillance et de ce fait que la surveillance est exercée par un agent de l'administration. On pourrait aller plus loin que M. Brueyre, et dire que les Sociétés de patronage, seules, peuvent assurer une surveillance vraiment efficace. Nous constaterons du reste, dans la troisième partie de cette étude, que le Patronage peut parfaitement être en état de choisir les familles et les patrons qui conviennent le mieux pour leurs protégés ; que, la Société ne comportant aucun caractère officiel et sa surveillance n'étant pas exercée par des fonctionnaires, les patrons et les enfants s'y soumettent plus volontiers. Au surplus cette surveillance ne lèse en rien les intérêts de l'enfant, tandis que les visites d'un fonctionnaire, toujours plus ou moins périodiques, peuvent être prévues, ce qui permet au patron de s'y préparer. Puis, la Société de patronage prend à sa charge les frais de la surveillance ; l'Etat n'intervient que pour une faible part dans les

dépenses et son budget en est d'autant allégé. Elle est composée, enfin, de personnes convaincues de la grandeur de leur tâche, agissant avec plus de zèle et par conséquent avec plus de succès qu'un fonctionnaire qui considérera toujours comme une obligation son œuvre de patronage.

CHAPITRE V

LE CONDAMNÉ AVEC SURSIS

Faire tourner la peine à l'amendement du condamné, l'intéresser à son propre relèvement par l'espérance d'une récompense et la crainte d'une punition, remplacer l'incarcération, l'exécution matérielle du châtiment par une peine d'ordre moral, tel a été, nous l'avons vu, le but de la loi du 14 août 1885. Tel est aussi celui de la loi du 26 mars 1891, sur le sursis conditionnel.

Cette loi donne au juge le droit de suspendre pendant un délai de cinq ans l'exécution de la peine qu'il vient de prononcer contre un prévenu qui n'a pas encore été l'objet d'une condamnation. Si, à l'expiration de ce délai de cinq années, l'inculpé n'a encouru aucune condamnation nouvelle à l'emprisonnement ou à une peine plus grave, non seulement la peine est réputée exécutée, mais encore le condamné obtient la réhabilitation de plein droit. Si au contraire il a été commis un nouveau délit, non seulement la première peine est exécutée sans être confondue avec la seconde, mais encore, suivant un raisonnement fort logique, cette dernière est aggravée.

Ainsi nous voyons ici, une fois de plus, la manifestation de cette idée que l'infliction d'une peine n'est pas un moyen pour la Société de se venger, mais une mesure

permettant le relèvement moral du condamné. On cherche ici à faire du délinquant l'artisan le plus actif de sa propre régénération et pour cela on use de deux moyens; l'un est la récompense du condamné qui a traversé sans faiblesse la période d'épreuve qui lui était imposée : c'est la dispense d'exécuter la peine et la réhabilitation de plein droit; l'autre, c'est la menace de reprise en cas de rechute, une nouvelle condamnation et une peine aggravée comme au cas de récidive.

On voit quels sont les points communs entre le sursis conditionnel et la libération conditionnelle. Ces deux institutions sont semblables par leur but, leur caractère et leurs effets.

Elles ont l'une et l'autre pour but d'affermir dans ses bonnes résolutions, pendant tout le temps d'épreuve, celui qui en bénéficie : d'une part, par l'espoir, s'il se conduit bien, d'être dispensé de subir tout ou partie de sa peine; d'autre part, par la crainte, en cas de mauvaise conduite, d'avoir à subir cette peine en totalité ou pour ce qui restait à en courir. Elles sont à ce titre, toutes deux, des institutions préventives, des moyens de prévenir la récidive. Enfin elles ont, l'une, pour effet de dispenser conditionnellement le condamné de subir sa peine, avec cette seule différence, qui n'est qu'une différence de degré, que la condamnation conditionnelle dispense de l'exécution totale, tandis que la libération conditionnelle ne dispense que d'une partie de la peine; en sorte qu'on peut dire que la condamnation avec sursis est une libération conditionnelle immédiate, tandis que la libération conditionnelle n'intervient qu'au cours de l'exécution de la peine. Il est vrai que l'autorité qui statue sur l'une et sur l'autre est diffé-

rente : autorité judiciaire pour la condamnation conditionnelle, autorité administrative et pénitentiaire pour la libération conditionnelle; mais c'est là une différence de pure forme, contingente, qui ne modifie en rien le caractère commun et la nature de ces deux institutions¹.

Bien qu'ayant même but et même résultat, l'amendement et le reclassement du condamné, elles étaient néanmoins nécessaires toutes deux, car elles s'appliquent à des catégories différentes d'individus. C'est ainsi que le sursis est institué au bénéfice du condamné primaire; il permet au magistrat d'éviter au délinquant d'occasion un séjour dans un lieu de détention. Au contraire la libération conditionnelle peut être appliquée à toutes les catégories d'individus : condamnés primaires ou récidivistes, délinquants d'occasion ou ayant déjà comparu devant les tribunaux; c'est une faveur accordée en récompense d'une bonne conduite dans la prison.

Toutefois, il est un point sur lequel le sursis à l'exécution de la peine et la libération conditionnelle diffèrent sans raison. Suivant la loi de 1885, on exige du libéré conditionnel certaines promesses, autant en vue de son intérêt propre que de celui de la Société, et, comme garantie de leur exécution, on le soumet à une surveillance spéciale que nous avons étudiée.

Cette surveillance est donnée à l'administration; mais la loi autorise cette dernière « à charger les Sociétés ou institutions de patronage de veiller sur la conduite

1. Georges Vidal. — Rapport au Congrès pénitentiaire international de Bruxelles, 1900.

des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine » (art. 6, al. 2, loi du 14 août 1885).

Or la loi de 1891 n'a rien organisé de tel en faveur du bénéficiaire du sursis. L'administration, pas plus que les Sociétés de patronage, ne sont chargées de sa surveillance.

Pourquoi? Y a-t-il donc une si grande différence entre le condamné avec sursis et le libéré conditionnel? Pourquoi de deux individus, l'un qui a subi une partie de sa peine d'emprisonnement, l'autre qui a été l'objet de toute l'indulgence du Tribunal, ce dernier est-il moins intéressant? Nous ne pensons pas qu'au point de vue social, il y ait moins à s'occuper de lui que du libéré conditionnel; le juge le laisse à la vie libre parce qu'il a de bons antécédents et qu'il fait montre d'un repentir sincère, mais sait-on, pour l'abandonner complètement et le placer de nouveau dans le milieu où il a commis sa première faute, s'il lui reste suffisamment d'énergie et de volonté pour résister aux influences qui, une fois déjà, l'ont fait tomber. Certes l'homme, il y a tout lieu de le croire, s'efforcera d'écarter les idées de crime ou de paresse qui viendront le hanter à nouveau, autant par reconnaissance de la faveur accordée que par crainte d'une nouvelle condamnation aggravée; mais n'a-t-on pas une confiance excessive dans le courage de cet individu et sa persévérance à poursuivre la bonne voie, et ne serait-il pas bon, autant pour le soutenir dans ses résolutions que pour nous protéger et faciliter sa réincarcération, de lui donner un tuteur, un conseiller, s'appliquant à lui éviter par ses conseils les durs obstacles de la vie, provoquant,

développant son énergie, le rappelant au devoir au moindre écart, bref, le mettant dans l'impossibilité de commettre un nouveau délit, de récidiver ?

Il y aurait, semble-t-il, à ce point de vue, une modification à apporter en notre matière. Nous pensons qu'il serait de la plus grande utilité pour le condamné de ne pas être abandonné à soi-même, de n'être pas réduit à ses propres forces pour lutter contre les tentations ; sa culpabilité prouve assez que sa seule énergie n'a pas toujours été suffisante pour résister.

Certains pays étrangers ont songé déjà à ce grave danger et ils y ont remédié par une institution qui leur a donné d'excellents résultats.

Ce sont les Etats-Unis qui les premiers ont créé le « System of probation », d'après lequel un fonctionnaire spécial, le « probation officer », est chargé de veiller sur la conduite du bénéficiaire du sursis¹.

L'origine de cette institution remonte à une procédure suivie à l'égard des jeunes délinquants depuis 1869, dans l'état de Massachussets. Depuis, le système a été adopté par différents Etats de l'Union, notamment les Etats de New-Jersey, New-York, Pensylvanie, Maryland, Ohio, Indiana, Illinois, etc., et étendu aux délinquants de tout âge d'après une loi de 1878.

Voici en quoi il consiste. Le « probation officer » est chargé de faire une enquête sur la nature de toute affaire criminelle à juger par le Tribunal duquel il dépend, et si, d'après cette enquête, il estime que le ca-

1. Remarquons qu'aux Etats-Unis, c'est le système du sursis à la condamnation qui est appliqué et non le sursis à l'exécution, mais ceci ne serait pas un obstacle à l'application en France du système « of probation ».

ractère, la moralité du délinquant sont bons, il peut demander au Tribunal de surseoir à la condamnation et de prononcer la mise à l'épreuve pendant un certain délai.

Durant ce temps d'épreuve, le « probation officer » doit veiller sur la conduite du délinquant. Il est pour lui un protecteur et un conseil, il lui tend la main pour l'aider à sa délivrance, il le guide avec bienveillance, mais aussi avec fermeté, et appelle son attention sur les conséquences de la moindre infraction. Si celui qui se trouve l'objet d'une semblable tutelle ne répond pas par une bonne conduite aux soins qui lui sont donnés, le « probation officer » renonce à la surveillance et le présente au Tribunal qui prononce la condamnation. Les juges peuvent encore, s'ils en estiment digne le prévenu, ordonner de surseoir à l'exécution du jugement pendant un certain délai. Le condamné retombe alors sous la surveillance du « probation officer » et, si ce dernier juge bon de présenter une seconde fois le surveillé au Tribunal, celui-ci peut révoquer le sursis, ordonner l'exécution du jugement ou bien confirmer le sursis prononcé.

Ce personnage investi de fonctions aussi importantes n'est pas un policier, c'est toutefois un fonctionnaire et, à ce point de vue, on ne peut le comparer à nos membres des Sociétés de patronage ; il n'a pas d'uniforme et n'a de rapport avec la police que lorsqu'il lui demande des renseignements qu'il n'est pas dans la possibilité de se procurer ou quand l'assistance d'agents est nécessaire en cas d'arrestation du surveillé.

Ce système est excellent et donne de satisfaisants résultats. Il permet en effet de confier la surveillance des prévenus à des patrons connaissant à fond la nature humaine, toujours sûrs de trouver dans le cœur du pro-

tégé le sentiment qui permettra de le réformer. De plus, ces patrons sont plus indépendants qu'un autre fonctionnaire, ils emploient dans l'accomplissement de leur tâche telle méthode qui leur paraît bonne. On ne peut pas dire, en effet, qu'il y ait une méthode générale de relèvement moral et de reclassement social ; il n'y a rien en cette matière, qui permette de classer les individus par catégories ; les « probation officers » comprennent qu'ils sont en présence, non d'une maladie, mais de malades à tempéraments différents, et ils appliquent à chacun d'eux un traitement approprié.

Cette surveillance est une surveillance officielle, mais elle est loin d'avoir les caractères de notre ancienne surveillance de la haute police. Celle-ci en effet, instituée uniquement en vue de réprimer les écarts du libéré, ne cherchait en aucune façon à les prévenir. Avec le système « of probation », au contraire, le délinquant n'est plus seulement l'être dangereux qu'il faut isoler, mais l'égaré que l'on doit tenter de ramener au bien.

Le principe du relèvement moral du délinquant et de son reclassement social est consacré, chez nous, mais on n'a organisé aucun service chargé de cette fonction délicate, on s'est borné à confier cette mission aux Sociétés de patronage et seulement pour les libérés conditionnels ; ces dernières s'en acquittent, du reste, avec un courage et un zèle qu'on ne saurait trop admirer.

Est-ce à dire que nous devons adopter dans notre législation le système établi par la loi du Massachussets ? Nous ne le pensons pas.

Peut-être les brillants résultats qu'il a obtenus aux Etats-Unis tiennent-ils à ce fait qu'il fonctionne dans un pays où les mœurs et les institutions sont un peu

spéciales, et peut-être serait-il à craindre qu'il ne réalise chez nous que des avantages bien restreints.

Quoi qu'il en soit, il nous semble que le système « of probation » serait inutile et ferait double emploi avec nos Sociétés de patronage. La surveillance du condamné avec sursis par des sortes de « probation officers » exigerait dans notre pays, où déjà l'on se plaint de l'envahissement toujours plus grand du fonctionnarisme, un nombre considérable de nouveaux fonctionnaires. Puis nous pensons que tout ce qui est dévouement pur, tout ce qui est question de cœur n'est pas du domaine de la fonction publique. Enfin l'importation de ce système chez nous est-elle bien nécessaire ? Pourquoi n'ajouterait-on pas à la loi de 1891 un article analogue à l'art. 6, § 2, de la loi du 14 août 1885, permettant de placer le condamné avec sursis, comme le libéré conditionnel, sous la surveillance d'une Société de patronage qui se chargerait de veiller sur sa conduite ? Le jugement accordant le sursis donnerait à la Société les mêmes pouvoirs que lui confère l'art. 10 de l'arrêté ministériel admettant le détenu à bénéficier de la libération conditionnelle et lui permettrait, en cas d'inconduite habituelle et publique, de faire rapporter la décision du Tribunal¹.

1. Cette question de la surveillance du condamné avec sursis a fait l'objet de la 3^e question posée au VII^e Congrès National du patronage des libérés qui s'est tenu à Toulouse au mois de mai dernier : « Patronage de surveillance des condamnés avec sursis. » Malheureusement, le problème n'a pas été résolu. Dans la séance du 25 mai, sur une observation de M. Louiche-Desfontaines, le Congrès « estimant que cette question, fort intéressante, n'était pas suffisamment mûre, la renvoyait à l'examen d'un prochain Congrès. »

DEUXIÈME PARTIE

La Surveillance privée

La fin du siècle dernier a vu l'éclosion d'un mouvement unique dans les annales criminalistes et l'élaboration d'une série de lois destinées à opposer une digue puissante à la marche toujours progressive de la récidive. Ces idées et les lois qui en furent les résultantes s'inspirent toutes de cette double conception : d'une part, s'efforcer d'appliquer la loi avec indulgence, tout en satisfaisant à l'idée de justice, laisser un peu d'espoir au condamné, donner à la peine un caractère moralisateur, améliorer notre système pénitentiaire ; d'autre part, éliminer le criminel incorrigible et le mettre dans l'impossibilité de recommencer ses exploits dans la métropole.

Cependant, parmi ces lois, celles qui se préoccupent de l'avenir du libéré, de sa surveillance à sa sortie de prison, c'est-à-dire les lois du 5 août 1850 sur les mineurs et du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, n'ont reçu qu'une application incomplète.

Par bonheur, l'initiative privée a compris qu'elle devait seconder le législateur. Les œuvres de patronage, d'assistance sont devenues le complément des mesures législatives et nous devons nous en réjouir, car, plus souples, moins tenues que les services admi-

nistratifs par des réglemens stricts, elles savent davantage s'inspirer des circonstances. L'action qu'elles vont exercer en vue d'enrayer la récidive n'a plus rien de commun avec celle de la surveillance de la haute police. Il ne s'agit plus ici de suivre l'individu et de le tenir sous une surveillance tellement étroite qu'aucun de ses actes puisse passer inaperçu et qu'au moindre écart on puisse procéder à son arrestation, mais bien plutôt de régénérer le coupable, de le conduire sur le terrain de sa libération intérieure, d'assurer l'éducation de sa conscience, de telle sorte que le libéré opère lui-même son relèvement moral non plus par crainte du châtiment, mais par horreur du mal.

C'est à cette œuvre que se consacrent depuis quelques années d'éminents esprits imbus d'idées philanthropiques. Leur influence est devenue si grande qu'on a pu dire avec raison qu'il ne peut exister d'œuvre pénitentiaire vraiment efficace sans le secours complémentaire du Patronat.

Nous verrons que leur action se manifeste sous deux formes : d'une part, les Sociétés de patronage, qui prennent individuellement chaque libéré à sa sortie de prison, et, d'autre part, les Asiles qui se chargent d'un nombre plus ou moins grand de malheureux qui viennent d'expier leur peine.

C'est notre division dans l'étude qui suit :

1^o Surveillance individuelle : les Sociétés de patronage et leur rôle à l'égard des libérés.

2^o Surveillance collective : les Asiles et ce qu'il faut en penser.

CHAPITRE PREMIER

LA SURVEILLANCE INDIVIDUELLE

Suivant l'éloquent discours prononcé à la tribune de l'Assemblée Nationale, le 25 novembre 1873, par Jules Favre, les Sociétés de patronage doivent avoir pour but de recueillir les libérés à l'expiration de leur peine, de les consoler, de les soutenir, de relever leur caractère, de tourner leurs regards vers un avenir meilleur et en même temps de s'occuper de leur trouver du travail, d'enlever de leur existence les angoisses affreuses que la législation si dure de notre pays laisse encore peser sur eux. Et plus tard on disait : « Si le libéré n'a plus de famille ni d'amis, il faut que les membres des Sociétés de patronage lui en tiennent lieu ; qu'ils cherchent où, comment, dans quelles conditions le libéré pourrait être, le plus utilement pour son avenir, placé et occupé ; qu'ils se mettent en rapport avec des cultivateurs et des chefs d'atelier, avec des Sociétés de patronage existant dans la région où le libéré aura choisi sa résidence. »

Dans une Société comme la nôtre, l'institution du patronat est indispensable en effet. Pour les délinquants d'occasion comme pour ceux qui déjà ont été condamnés, pour les mineurs comme pour les adultes, à l'encontre de la population honnête comme envers

les parents indignes, la nécessité s'impose d'un guide, d'un protecteur. « La première pensée d'un libéré est de retourner dans sa famille, chez ses amis : il éprouve le désir bien naturel de revoir ceux avec qui il a vécu. Il ignore ce qui s'est passé, depuis plusieurs mois ou plusieurs années, dans le milieu qui fut le sien : il va aux nouvelles. Et souvent, dans cette famille, il reçoit les pires conseils. L'influence d'un mauvais entourage est néfaste. Laisser le libéré rentrer dans le milieu où il s'est corrompu, c'est parfois le condamner à la récidive. S'il est au contraire résolu à rompre avec tout ce qui représente le passé, s'il veut de la prison aller à l'atelier, il est obligé de se présenter à des patrons ; les patrons exigent des certificats des précédents maîtres, et comme le dernier certificat est antérieur à la condamnation, le libéré ne peut pas expliquer pourquoi il n'en a pas de plus récent. Que faisiez-vous ces temps derniers ? D'où sortez-vous ? lui demande-t-on. Son air embarrassé, ses réponses vagues ou hésitantes inspirent la défiance. Peut-être même exige-t-on la communication de son casier judiciaire qui révèle toutes ses fautes, et alors il se voit impitoyablement éconduit. La qualité de repris de justice est une bien mauvaise recommandation, on ne croit pas au repentir et à l'amendement d'un ancien prisonnier. » On s'est efforcé durant sa détention de l'éloigner des mauvaises influences, on est arrivé à lui inspirer de l'horreur pour sa vie de débauche et de crime, on l'a récompensé, peut-être, de ses marques de repentir par une libération anticipée : l'obligera-t-on, en le remplaçant sans aide, sans appui, dans un milieu où le vice le guette à chaque pas, à retomber

dans cette vie d'infamie d'où on a eu tant de peine à le retirer ?

L'administration a pris de sérieuses mesures pour amener le délinquant à abandonner ses habitudes de paresse et de désordre, malheureusement son action s'arrête au moment où le détenu a franchi les portes de la prison. Le libéré conditionnel a, il est vrai, contracté envers elle certaines obligations de travail, de bonne conduite, de l'exécution desquelles dépend son maintien en liberté, mais l'administration ne fait rien pour l'aider à vaincre les si nombreuses difficultés qui s'opposent à son reclassement. Quant à celui qui a purgé sa peine, elle ne s'en occupe plus et c'est à lui à chercher à recouvrer dans la Société la place que sa première faute lui fait perdre. « L'Etat qui croit avoir assez fait par l'érection de bonnes prisons et par l'organisation d'un traitement parfait pendant la détention, ressemble au jardinier qui prend de temps en temps une plante rabougrie et dégénérée dans sa serre, l'observe et la traite suivant sa nature. Mais lorsqu'elle a formé de nouvelles pousses et ressuscite, il la sort sans se soucier si le nouvel habitat convient ou nuit à ses conditions d'existence¹. »

Et c'est ainsi que grandit le nombre des récidivistes, des malheureux qui trop souvent ont perdu courage et qui, leurs forces et leurs ressources épuisées, prennent en haine cette Société inconséquente qui ne les retire un instant du bourbier que pour les y replonger plus profondément encore.

Il fallait donc que quelqu'un se présentât et tendît la

1. Congrès de Paris, 1900. — Dr von Engelberg.

main au libéré, l'accueillit avec bienveillance, le détournât du milieu néfaste, cause de sa faute, le fortifiait par ses conseils contre les tentations, tout en lui faisant comprendre que, le châtiment expié, il redevenait un homme libre et en reprenait toutes les obligations : le Travail et l'Honnêteté. M. d'Haussonville écrivait déjà en 1870 : « C'est à faciliter l'œuvre du patronage que doit tendre tout l'ensemble des institutions pénitenciaires d'un pays civilisé. Les institutions pénitenciaires les plus rationnellement conçues, risquent de demeurer inefficaces si, à l'heure de la libération, le détenu est livré, sans transition et sans appui, à toutes les difficultés de l'existence, à toutes les séductions de la liberté. »

Ce rôle de guide moralisateur, complément indispensable des mesures d'ordre administratif, est rempli aujourd'hui avec un zèle admirable par des institutions privées : les Sociétés de patronage.

La mission que remplissent ces Sociétés est depuis longtemps reconnue nécessaire : elles placent, en effet, le libéré et le surveillent après son placement. Toutefois leur tutelle est discrète ; rien dans les démarches du membre du patronat ne dévoile la situation du protégé. Le contrôle est donc bien différent de celui qu'exerçait l'administration avant 1885. Il ne s'agit plus ici de surveiller les actes du libéré et d'en retenir ceux qui peuvent revêtir un caractère délictueux pour lui retirer aussitôt le bénéfice de la liberté, ceci est l'affaire de l'administration et les particuliers n'ont en aucune façon à remplir le rôle de policiers. On surveille la conduite du libéré, mais c'est pour le diriger et l'aider dans tous les actes de sa nouvelle vie, le guider dans

le choix d'un emploi, l'aider à l'obtenir, l'écartier des mauvaises influences, provoquer son initiative, l'encourager par des témoignages d'affection et de sympathie, le rappeler au devoir au moindre écart ; en somme, ce n'est pas à proprement parler de surveillance qu'il s'agit, mais bien plutôt d'appui, d'assistance morale.

Cette pratique du patronage est fort ancienne. Sans vouloir remonter trop haut dans ses origines, on peut constater déjà la présence du patronage dès le XIV^e siècle. Mais les Œuvres, tout en accordant des visites et des secours aux détenus dans leur prison, étaient instituées surtout dans le but de délivrer les captifs. Leur influence fut grande néanmoins et elles contribuèrent pour beaucoup à l'éclosion de nombreuses institutions charitables. Cependant, ce n'est qu'au XVIII^e siècle que le patronage tel qu'il est compris aujourd'hui fut vraiment fondé¹. Le 7 février 1776, en effet, naquit à Philadelphie la « Society for assisting distressed prisoners », dans le but de venir en aide aux condamnés, par la visite des détenus, l'assistance des libérés et la réforme des prisons en vue de l'amendement. Dès lors les Sociétés qui vont apparaître ne seront plus seulement des œuvres de secours dans l'intérieur des prisons, mais des institutions ayant un but plus large : le relèvement et le reclassement social des libérés.

C'est en 1833 que se forme en France la première Société, sur l'initiative de MM. Béranger et Ch. Lucas : la « Société de patronage des jeunes libérés de la Seine ». Mais le mouvement ne se généralisa qu'après la loi

1. On peut cependant citer au XVII^e siècle la société créée par le président Lamoignon, qui protégeait aussi les libérés, mais ce n'était qu'une exception.

du 5 août 1850, qui pose dans son art. 19 le principe du patronage. Nous voyons paraître, en 1850, la « Société de patronage des jeunes libérés de Toulouse » ; en 1859, la « Société de patronage pour les condamnés libérés et d'assistance par le travail » de Melun ; la même année, la « Société de patronage pour les libérés protestants de la maison centrale d'Eysses » ; en 1864, les Hospitaliers de Lyon fondent un asile pour les libérés soumis à la surveillance de la haute police ; en 1869, M. le pasteur Robin forme la « Société de patronage des libérés protestants de Paris ».

La loi du 5 juin 1875 sur le régime pénitentiaire va encore développer le mouvement généreux, et la création de la « Société générale pour le patronage des libérés » par M. de Lamargue, directeur des services des colonies au Ministère de l'Intérieur, donne le signal d'une organisation rapide des institutions de patronage. En 1877 est fondée la « Société générale des prisons », qui joint ses efforts à ceux de la « Société générale du patronage » ; en 1878 se tient un Congrès international de patronage où un rapport signale que 30 départements sur 86 sont pourvus de Sociétés fonctionnant presque toutes avec le plus grand succès ¹.

Depuis, le mouvement s'est considérablement étendu : des Sociétés ont surgi de toutes parts, de nombreux Congrès nationaux et internationaux résolvent les difficultés et provoquent les initiatives ; enfin un Bureau Central, constitué par l'Union des Sociétés de patronage de France, relie les œuvres entre elles, les représente

1. Rapport de M. de Corny ; *Bulletin de la Société générale des prisons*, janvier 1879.

devant l'autorité publique, centralise tous les renseignements sur le patronage, suscite les Sociétés nouvelles, organise les Assemblées générales des Sociétés membres de l'Union, et des Congrès où sont discutées toutes les questions intéressant le sort des libérés. Il a même été créé au deuxième Congrès d'Anvers, sur la proposition de M. Rivière, une commission permanente de l'« Union internationale des Sociétés de patronage », mettant en rapport les œuvres de différents pays, facilitant ainsi le rapatriement des étrangers condamnés et le patronage des nationaux à l'étranger.

Cette dernière Union, née d'une belle idée de charité internationale n'a malheureusement pas vu les résultats répondre à ses efforts ; elle se heurte à de nombreuses difficultés naissant principalement du défaut de ressources permettant de subvenir aux frais de rapatriement. Souhaitons que la Commission permanente internationale vainque les obstacles qui s'opposent à son complet fonctionnement et trouve la solution qui lui permettra d'apporter sans empêchement un utile et généreux appui aux libérés ¹.

II. — Ainsi l'idée du patronage tient une place de plus en plus grande dans notre pays. Comment fonctionne ce patronage ? Quelle est l'action des Sociétés sur le libéré ?

L'œuvre des Sociétés s'exerce à deux moments différents. D'une part, en effet, il faut préparer le prison-

1. Nous ne pouvons passer sous silence deux publications qui apportent un concours des plus utiles au développement du patronage : la *Revue pénitentiaire* et le *Bulletin de l'Union des Sociétés de patronage de France*. Elles sont toutes deux pour le patronage un précieux élément de vie et de propagande.

nier à la seconde vie qu'il va commencer, et cette préparation doit avoir lieu pendant le séjour du détenu dans la prison : dès avant sa mise en liberté, celui-ci doit faire la promesse sincère d'abandonner ses mauvais penchants et de reprendre une vie d'honnêteté ; il faut aussi que la Société connaisse suffisamment son protégé et puisse obtenir en temps utile les certificats qui permettront d'abrégier sa détention.

D'autre part, le patronage s'exerce après la sortie du libéré : on s'efforce de surmonter les difficultés qui se présentent de toutes parts, soit pour le reclassement dans la famille, soit pour son engagement dans l'armée, soit pour son maintien dans un atelier ; il faut, pendant longtemps, l'aider par des secours pécuniaires comme par des conseils et des encouragements ; pendant longtemps il faut lutter contre les tentatives de retour au mal, le défaut de volonté et de persévérance et, malheureusement aussi, contre l'hostilité de la population libre.

Le patronage peut être aussi d'une très grande utilité avant même le prononcé d'une condamnation. M. Raux disait au Congrès de Lyon, en 1894 : « Au parquet il appartient d'utiliser le concours des Œuvres de patronage pour sauver d'une condamnation le prévenu coupable d'un léger délit, à qui il importe bien plus d'éviter la flétrissure du casier judiciaire, qu'une punition de quelques jours de prison ; aux magistrats, de signaler, parmi les acquittés et les bénéficiaires d'une ordonnance de non-lieu, ceux que la libération laisse sans ressources. » Ce système a donné d'excellents résultats à Lyon ; malheureusement, il n'a pas été généralisé.

Quel est donc le rôle exercé par les Sociétés de patronage pendant la détention ? Comment les détenus vont-ils passer sous la protection des Sociétés ?

Contrairement à ce qu'il semble tout d'abord, des deux actions exercées par les Sociétés : du relèvement moral du détenu et du reclassement social du libéré, c'est la première qui est la plus importante, car, sans elle, la seconde serait peu efficace ; de son succès dépend tout l'avenir du prisonnier. A quoi serviront, en effet, une bonne place dans un milieu honnête, un pécule suffisant, de bons conseils et un protecteur, si la bonne volonté du libéré fait défaut !

Il est donc indispensable de s'appliquer à inspirer au détenu, dès le début de son emprisonnement, le goût du travail et de la vie honnête. Pour cela, deux moyens sont employés par les Sociétés : les visites et les conférences.

C'est par les visites que le détenu apprendra à connaître ce qu'est le patronage ; c'est par elles que le patron acquerra la confiance du prisonnier ; d'elles dépend la vie future du détenu : retour dans la grande voie où doit cheminer l'honnête homme, ou nouvelle rechute dans la misère et le crime. « C'est là un point capital, nous dit M. Helme ; s'il n'a pas confiance en nous, toutes nos paroles, tous nos conseils glisseront sur lui comme de l'eau sur une pierre. D'autant plus que le détenu est d'ordinaire fort enclin à la défiance. Désarmons-le au besoin par une poignée de main. Faisons-lui quelques questions sur son état de santé, ses antécédents, sa position de famille. Disons-lui que nous venons pour le secourir et demandons-lui de nous faire connaître ce qu'il désirerait. Souvent, dès les pre-

miers mots de ce genre, la glace est rompue, notre autorité est assise. » C'est à partir de cet instant que le patronage va exercer son action bienfaisante.

Il est à remarquer que, lorsqu'un patron se trouve placé en face d'un détenu, il ne se présente pas à lui comme un moralisateur et ne prononce aucune parole laissant entendre que lui, prisonnier, va être pendant toute la durée de son internement l'objet d'une éducation spéciale. Et en cela, la conduite du membre de la Société est fort sage. C'est à lui, en effet, à se faire connaître, à montrer au futur libéré qui a perdu du fait de sa condamnation l'affection de ses parents et l'estime de ses amis, qu'il lui reste malgré tout, un ami, à toute épreuve celui-là, disposé à lui donner tous les conseils nécessaires pour l'aider à se tirer du mauvais pas, à sacrifier même une partie de sa bourse pour lui permettre de revenir dans la voie du bien qu'il a abandonnée.

Ce n'est donc pas à un travail de recrutement ou à une œuvre ouvertement moralisatrice que doit se livrer le patron; il se borne à se faire connaître. Ceci n'empêche en rien l'éducation du détenu, mais pour cet individu, ce révolté de tout ce qui est règle et ordre, naturellement méfiant de tout ce qui touche à la magistrature ou à l'administration pénitentiaire, toute personne en qui il devinera l'intention d'exercer sur lui une influence quelconque, sera un nouvel ennemi. N'aura-t-il pas plus de respect, plus de spontanée confiance pour cet homme qui, sans vouloir le connaître, lui tend la main et lui dit : « Je viens auprès de vous, je ne veux pas savoir d'où vous venez, je ne veux pas savoir que vous êtes condamné; je sais seulement que

vous êtes malheureux et suis tout prêt à vous venir en aide. Tous les conseils je vous les donnerai; toute ma bienveillance vous est acquise; à votre sortie, venez me trouver et nous aviserons à vous tirer d'affaire ! »

Puis viendra l'éducation, la préparation à la vie honnête. Le plus souvent qu'il lui sera possible, le patron ira à la maison de détention, développera quelque idée morale ou fera la lecture d'anecdotes où sont élevées les idées de probité, de courage et d'honneur.

A ce propos, qu'il nous soit permis de ne pas adopter les idées que préconisent, à ce point de vue, les nombreux auteurs qui ont étudié la question du patronage. Presque tous, sinon tous, ont recommandé de prononcer des paroles ou de faire des lectures religieuses. Il n'y a point, disent-ils, d'éducation morale solide sans le secours du sentiment religieux. « L'éducation de la conscience, disait encore récemment un inspecteur général des prisons¹, il ne faut pas aller la chercher autre part que dans l'enseignement de la morale religieuse, de cette morale qui est de tous les temps parce qu'elle ne se préoccupe pas du temps... »

« Je ne crois pas qu'il y ait de morale possible sans un dogme religieux, écrit M. Sinoir. Tout ce qui a cours aujourd'hui sur la moralisation par la science n'est que déclamations vaines... Il faut que le commandement ait un caractère d'autorité indiscutable, ce qui ne se peut trouver que dans la manifestation d'une volonté supérieure. Otez l'ascendant de cette domination plus haute que l'homme, que restera-t-il, sinon des sentiments personnels, des aspirations vagues, des conseils d'écono-

1. M. Puibarraud.

mie ou d'hygiène, sans aucune force coercitive ? Et voilà pourquoi je considère comme débile et illusoire toute œuvre de réformation qui ne repose pas sur les fondements mêmes de la religion... »

Nous respectons trop profondément les principes de la religion chrétienne pour nous en permettre une critique si légère qu'elle soit, toutefois nous pensons que le système d'éducation qui les prend pour base n'est pas le plus efficace. Considérons qu'ici nous avons affaire à une catégorie bien spéciale d'individus : mendiants, vagabonds, femmes déchues, mauvais ouvriers. Combien de ceux-là ont l'idée ou seulement ont entendu parler une fois de ce qu'est la religion chrétienne ? Beaucoup sont les ennemis déclarés des prêtres, ils s'en font une gloire ; ira-t-on leur dire de les aimer ? Quel effet produira sur ces détenus, en admettant qu'ils l'écoutent, une causerie ou une lecture religieuse par semaine ? Nous avons pu voir par nous-même, quels déplorables résultats sont obtenus dans quelques prisons par les membres des sociétés de patronage qui ont adopté ce système d'éducation. Ils visitent le détenu, lui donnent des conseils et lui font entendre qu'ils trouveront un appui à leur sortie s'ils mettent en pratique les préceptes religieux. Tantôt l'homme reste impassible (c'est le plus poli) pendant la lecture religieuse, tantôt il a un geste sceptique, quelquefois grossier, dès que le patron est sorti, tantôt il se confond en protestations d'amour pour Dieu, mais c'est pour, aussitôt après, plaindre sa misère et quémander, en récompense des bons sentiments qu'il dit éprouver, une chemise ou une paire de chaussures. Nous avons vu, par contre, appliquer les idées toutes différentes que

nous indiquons ; le patron était alors écouté avec un véritable respect, faisait naître le regret de la mauvaise action accomplie et le désir sincère de prendre comme ligne de conduite les préceptes de simple et pure morale entendus ; certains même éprouvaient un chagrin violent quand, par suite d'une circonstance imprévue, le patron, leur ami, n'avait pu se rendre à la prison¹.

Cependant, il est des cas où il peut être utile de parler religion au détenu. Le patron s'est donné, en effet, pour tâche de rechercher dans ces natures frustes, par quel moyen il pourra arriver à faire germer les bons sentiments : les dogmes religieux, s'ils ne peuvent produire aucun effet sur l'esprit d'un athée, aideront au contraire au relèvement d'un bon chrétien. On a affaire, en matière de patronage, à des individus d'une mentalité spéciale, qui, comme des malades, demandent à être traités chacun différemment. S'il s'en trouve quelqu'un qui croie sincèrement, on devra se féliciter de trouver un terrain bien préparé à la moralisation. On développera en lui les admirables principes de la doctrine chrétienne, tout en fortifiant son cœur par la certitude de la miséricorde divine ; par contre, n'érigeons pas en règle générale que seule, la morale religieuse doive être employée, si nous ne voulons obliger personne à être hypocrite et à simuler des sentiments qu'il n'éprouve pas. Attendons au contraire, avant d'utiliser ce moyen, que le détenu ait fait part de son désir.

Ainsi, le premier rôle du patronage est de se faire connaître et il y arrive au moyen de visites, d'affiches et de conférences.

1. Ces conférences étaient faites pourtant dans une maison en commun, où la tâche est d'ordinaire si ingrate pour les membres du patronage.

Dans certaines maisons, le personnel de l'administration pénitentiaire fait connaître aux membres de la Société de patronage les individus susceptibles d'amendement et facilitent ainsi leur tâche. A Besançon, le gardien-chef envoie tous les mois au président de la Société, une liste des détenus libérables le mois suivant. Il est plus aisé, dès lors, de répartir le temps et les visites et de connaître les futurs libérés.

Certains désirent étudier les détenus avant leur sortie, de manière à pouvoir faire une sélection et, malgré l'appel du condamné, refuser de l'accueillir si son casier judiciaire est par trop chargé.

Il semble pourtant, que l'on doive envisager le patronage d'une façon plus large : tous ceux qui auront confiance, qui comprendront le caractère élevé de l'intervention du patronage, seront reçus à bras ouverts. Peu importe le nombre des condamnations, peu importent les mauvais projets que l'on soupçonne formés pour dès le lendemain de la libération ; il suffit que le détenu ait eu un moment de confiance, de sympathie pour celui qui est resté honnête, pour que l'on soit certain qu'il subsiste encore en lui quelque chose qui vibre encore ; ce quelque chose sera souvent fort difficile à trouver, mais c'est là que les hommes admirables qui ont entrepris le travail de « remoralisation » devront mettre en œuvre toutes leurs connaissances du cœur humain, leurs qualités de tact et de délicatesse ; et le cas n'est pas rare de voir des malheureux, foncièrement corrompus, abandonner leurs mauvais projets, se soumettre aux volontés du patronage, à ses exigences et exécuter toutes les conditions, prix de la bienveillance et de l'appui de la Société,

§ I. — *Rôle des Sociétés de patronage à l'égard des libérés en général.* — Ainsi, quand le détenu, après avoir appris ce qu'est le patronage, l'a accepté, le patronage doit l'accueillir à sa sortie de prison et, dès sa libération, exercer sur lui son influence salutaire.

C'est, en effet, dès sa libération, dès son premier pas dans la vie libre que la Société doit commencer son œuvre de surveillance, c'est dès ce moment que les sollicitations mauvaises vont surgir de toutes parts. Le libéré, aussitôt après avoir franchi la porte de sa prison, passe sans transition d'une absolue dépendance et d'une discipline rigoureuse à une complète liberté; c'est pour lui un moment critique; c'est alors qu'il a grand besoin qu'on lui aide, qu'on le guide. Sans tutelle, sans surveillance, sans influence d'aucune sorte qui vienne favorablement s'exercer sur lui, il cédera, avec la facilité qu'on remarque chez tous les libérés, à la bombance, à la tentation des lieux de débauche et des bouges de bas étage. Cette tendance à se livrer aussitôt aux plaisirs dont il a été privé si longtemps est encore accrue par la présence de camarades toujours disposés à fêter le retour de l'ancien prisonnier et dépenser avec lui le peu d'argent qu'il a pu amasser durant sa détention.

« Sur le chemin qui longe les murs de la prison¹, les anciens amis se donnent presque toujours rendez-vous, sachant que le libéré a de l'argent en poche et qu'il ne demande pas mieux que de le dépenser à faire une bonne fête. Rien de plus naturel! Le libéré pendant

1. M. Petersen, *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, 1895.

longtemps n'a rien bu et a mené une vie ennuyeuse ; il a été continuellement l'objet d'une surveillance sévère ; il a travaillé durement du matin au soir ; il a dû écouter plus de morale et de sermons qu'il n'a pu en digérer ; comment s'étonner dès lors qu'il fasse bonne figure à ses amis et qu'il se livre immédiatement aux plus folles orgies dans leur compagnie ? Même s'il a été un détenu sérieux et rangé, qu'il ait subi l'influence salutaire de la discipline de la prison et qu'il ait été attentif aux exhortations et aux conseils de supérieurs consciencieux, qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la gaieté de ses amis le gagne et qu'il outre passe bien vite la limite de ce qui est permis. Quels sont en général les amis qui l'attendent à la porte de la prison ? Sont-ce des amis sérieux qui veulent l'aider à vaincre les premières difficultés qu'il trouve sur sa route ? Ou sont-ce des vauriens qui ont déjà secoué de leurs souliers la poussière de la prison et qui ont depuis longtemps mis de côté toutes les bonnes résolutions qu'ils avaient prises une fois ? Malheureusement, ce sont en général les derniers qui font au libéré l'honneur de venir l'attendre au seuil de la prison. Même s'ils n'ont pas formé le projet infernal de le corrompre immédiatement et de chasser de son esprit les réflexions sérieuses qu'il a pu faire durant sa détention, grâce à leur coupable légèreté et à leur extrême insouciance, sans préoccupation de l'avenir, ils le dépouillent de tout son argent et finissent par dépenser en boissons la valeur des bons habits qu'il porte en général quand se lève le jour de liberté. Le lendemain, à son réveil, le libéré se trouve dépourvu de tout, et quand il en est là, qu'il prenne garde de retomber ! Le danger pour lui est imminent ! »

Le danger pour lui, est en effet très sérieux. Entouré de plaisirs et d'amis, l'homme qui, il y a quelques jours à peine, était plein de bonnes résolutions, ne songe plus à sa promesse de se rendre au siège de la Société de patronage, ou, s'il y pense encore, il remet sa visite au lendemain. Le lendemain, c'est trop souvent la continuation de l'ancienne vie de débauche et de misère !

Il importe donc de ne pas attendre que le libéré vienne lui-même trouver le membre de la Société et de commencer à exercer la surveillance à l'instant même de la sortie. L'élan vers les plaisirs passés, les faux amis enfin, désormais, si le libéré en a la volonté, rien ne l'empêchera de reprendre la bonne voie qu'il avait abandonnée.

La Société, alors qu'il était encore dans sa prison, a commencé à s'occuper de son reclassement. Plusieurs moyens s'offraient à elle, que nous allons examiner.

Un premier moyen assez simple, et auquel la Société ne manque jamais de recourir lorsque les conditions en sont réunies, est l'engagement militaire.

Ici, la surveillance est certaine et sévère. Malheureusement, trop souvent les difficultés se présentent, provenant soit d'infirmités qui rendent le libéré impropre au service, soit de l'examen minutieux des médecins militaires qui opèrent une sélection très rigoureuse parmi les jeunes gens. De nombreuses Sociétés ont toujours protesté contre cet état de choses¹, et souhaité que le recrutement et en particulier les médecins se

1. Notamment par l'Enquête sur le patronage, sous la direction du Bureau central de l'Union des Sociétés de patronage de France.

missent davantage au point de vue auquel elles-mêmes envisagent ce mode de placement.

Le passage du libéré à la caserne n'est en aucune façon son abandon par la Société. Sa surveillance directe n'est pas possible, mais une correspondance assidue avec le patronné et les renseignements donnés sur son compte par ses chefs et contrôlant ses affirmations, suffisent pour que l'on se rende compte de sa conduite. Nous devons citer ici l'existence d'une Société admirable, ayant pour objet la protection des engagés volontaires élevés sous la tutelle administrative, et dirigée par M. le conseiller Félix Voisin¹. En plus des nombreux avantages que réunissent en cette matière les autres Sociétés, la Société de M. Voisin a la grande supériorité, en raison des nombreux correspondants qu'elle possède dans toutes les principales villes de garnison et dans toutes nos colonies, de pouvoir procéder à de fréquentes visites et, par suite, de suivre encore de plus près son patronné. Par de petites récompenses en argent en cas de bonne conduite ou d'avancement, par des livrets d'honneur décernés solennellement aux plus méritants, par des secours en cas de maladie ou de détresse momentanée, par les facilités données à ceux d'entre eux qui ont un casier judiciaire pour obtenir leur réhabilitation, elle exerce sur tous ces jeunes gens une très réelle influence. Aussi ne

1. Cette Société, en rapport avec les directeurs de l'Assistance publique, les inspecteurs des enfants assistés et tous les directeurs des colonies publiques ou privées, admet sous son patronage tous les jeunes gens qui lui sont adressés par eux. Elle admet aussi tous les mineurs de 21 ans qui lui sont recommandés par les parquets, les juges d'instruction, la préfecture de police de Paris.

nous étonnons pas que beaucoup de Sociétés de patronage, en présence des grands avantages que présente la Société de protection des engagés volontaires, lui cèdent la surveillance de leurs jeunes patronnés.

Nous devons mentionner également la Société de patronage de Chalon-sur-Saône, dont le dévoué président, M. Mauchamp, s'occupe très activement de faciliter les engagements de ses pupilles. Enregistrons aussi ses plaintes au sujet de la diminution des engagements et souhaitons avec lui que les exigences du recrutement se fassent un peu moins sentir. « De 158 en 1902, 98 en 1903, 65 en 1904, le nombre des engagés volontaires est tombé à 45 en 1905. Est-ce à dire que les jeunes gens sans travail ou dégoûtés du « trimard » recherchent moins ce moyen d'éviter le vagabondage ou d'échapper à la misère, ou seraient-ils moins aptes qu'autrefois au service militaire? Assurément non. Comme nous le disions l'année dernière, ce sont les exigences de plus en plus nombreuses de l'autorité militaire qui ferment la carrière la plus convenable aux malheureux dont nous nous occupons. La loi militaire les incorporera, un, deux ou trois ans après, plus mauvais et plus pervers. » Heureusement cet état de choses tend à se modifier; le nombre des engagés volontaires en 1906 est en augmentation sensible sur l'année précédente : de 45 il s'est élevé à 64¹.

1. Comme exemple des bons résultats obtenus par l'engagement volontaire, nous relevons dans le *Bulletin de la Société de patronage de Chalon-sur-Saône*, un état de secours que des « exclus », patronnés par la Société, adressaient à leur famille pendant la durée de leur service militaire.

M...n, 40 fr. adressés à son père; M...n, 390 fr., en 6 fois, à sa mère veuve, pour son loyer; M...d, 150 fr. à sa mère;

On a reconnu qu'il y a dans l'engagement volontaire un mode aussi simple qu'efficace de patronage, et dans tous les Congrès on a cherché à faciliter l'entrée des jeunes gens dans l'armée. C'est ainsi qu'au Congrès de 1900, on a émis les vœux suivants :

« Le Congrès émet le vœu que, dans les pays étrangers et en France, le délai exigé pour la réhabilitation des jeunes libérés soit abrégé le plus possible, de façon à leur permettre d'effacer la trace de leur faute avant de contracter un engagement ou d'être appelés au service militaire.

» En attendant l'adoption d'une loi de cette nature, il souhaite que, dans toutes les hypothèses, dans les pays étrangers et en France, les Ministres de la Guerre puissent, après enquête favorable, autoriser l'entrée des jeunes libérés dans les corps de troupes ordinaires de l'armée territoriale. »

Le Congrès de Rome souhaitait enfin, en 1905, que l'on facilitât et favorisât les engagements volontaires des personnes en danger moral et invitait les Sociétés de patronage à prêter un large appui à ceux qui seraient en état d'être admis dans l'armée par voie d'engagement.

Un autre moyen, mais plus délicat, s'offre aussi au patronage. C'est le placement dans la famille ou son

V...u, 50 fr. à son père ; L...s, 50 fr. à sa mère ; D...n, 50 fr. à sa mère ; L...r, 200 fr. à sa belle-sœur chargée de famille ; C...t, 228 fr., en 2 fois, à sa mère veuve ; D...s, 90 fr., en 2 fois, à son père ; L...e, 20 fr. à sa mère veuve ; L...d, 40 fr. à son père ; F...r, 50 fr. pour un enfant dont la mère est morte, envoi à l'aïeule ; H...t, 40 fr. à son père. Au total : 1378 francs en 20 envois, par 13 exclus.

retour dans l'atelier. Nombreux sont les dangers que peut offrir pour le libéré un nouveau séjour parmi des parents qui sont peut-être, par leur propre négligence ou leurs mauvais instincts la cause de la chute de leurs enfants. C'est pourquoi le membre du patronage prend les plus minutieux renseignements et procède avec la plus grande prudence avant de replacer son protégé dans le milieu où il a vécu.

Les renseignements sont généralement pris auprès de la Société du lieu.

On facilite son retour dans sa famille ou dans l'atelier en payant son transport en chemin de fer ou en donnant les ressources nécessaires pour effectuer le voyage à pied. Le libéré à qui on permet de prendre le train est le plus souvent accompagné à la gare de départ et, à son arrivée, il trouve un membre du patronat ou son patron à qui il a été recommandé. Cependant il est des Sociétés qui n'usent de cette grande surveillance que lorsque les bons sentiments du protégé sont douteux, et ils préfèrent donner dès sa sortie toute son initiative au libéré, lui laissant une entière liberté, le considérant dorénavant comme un homme libre et ne se réservant d'intervenir qu'en cas de nouvelle faiblesse.

Il est des Sociétés qui préfèrent aussi rapatrier le libéré en lui fournissant non plus un billet de chemin de fer, mais les moyens d'exécuter le voyage à pied, étape par étape, pensant que c'est là une épreuve salutaire de l'énergie et du désir de surmonter dès à présent les difficultés du reclassement.

Toutefois, un gros empêchement nuit au rapatriement et trop souvent rend impossible son exercice ; c'est l'interdiction de séjour. On ne peut pas songer à

réplacer le libéré dans sa famille ou à lui procurer du travail dans son ancien atelier lorsque les juges lui ont interdit le séjour dans sa région. Cet obstacle devient chaque jour de plus en plus sérieux, car la liste des villes interdites devient de plus en plus longue.

Lorsque le libéré est un étranger, il est utile de le ramener dans son pays ; mais ici, plus encore que pour le rapatriement d'un Français, on se heurte à de grosses difficultés, soit pour l'entente entre les diverses Sociétés prenant la surveillance du libéré, soit pour la répartition des frais qu'entraîne un voyage souvent fort coûteux.

Cette question a préoccupé les membres du Congrès de 1900 à Paris et tous ont été d'accord pour admettre qu'« il est désirable qu'une liste générale de toutes les œuvres de patronage soit dressée annuellement par la Commission permanente internationale des œuvres de patronage et que cette liste soit adressée à chaque Société.

» Il est désirable qu'un organisme central soit créé dans chaque pays pour faciliter le rapatriement des étrangers condamnés par les tribunaux locaux et pour recevoir et patronner les nationaux condamnés à l'étranger. »

Enfin, pour les mineurs, ils émettaient le vœu que les autorités administratives des différents pays s'entendent pour prendre des mesures de précaution en faveur des mineurs pendant leur séjour sur leur territoire.

On ne peut évidemment que souhaiter que ces vœux aboutissent ; toutefois, il est douteux qu'on arrive promptement à une solution en raison même du caractère de cette Commission permanente internationale à

laquelle on fait un si pressant appel. « Elle est composée, nous dit M. Carpentier dans son rapport au Congrès¹, d'illustrations éparpillées dans les différentes capitales de l'Europe; elle a très rarement l'occasion de se réunir. Quelle influence exercerait-elle sur la préparation d'un traité de rapatriement? Pourrait-elle imposer ou interdire une clause? » Sans aller aussi loin que M. Carpentier, qui considère qu'on ne doit pas « s'embarrasser de ce rouage inutile » et qu'il faut laisser aux hommes qui ont la pratique quotidienne du patronage international le soin de discuter les intérêts dont ils ont assumé la charge, on peut se demander si la Commission permanente internationale est bien capable de solutionner cette question fort importante du rapatriement des étrangers. Il existe aujourd'hui de nombreuses ententes de Société à Société, notamment entre Sociétés françaises, belges et suisses; si ces accords se multipliaient, le rôle dont on chargeait la Commission deviendrait inutile. Il est à souhaiter que le mouvement se généralise, car c'est peut-être là le seul espoir que l'on puisse former, de voir disparaître de si grosses difficultés.

Enfin, un autre moyen de patronage est le placement. Sans aucun doute, c'est par le travail que le libéré pourra le mieux obtenir le pardon de ses fautes passées et c'est dans l'atelier qu'il a le meilleur exemple d'une vie probe et honnête.

D'autre part, les Sociétés de patronage peuvent facilement contrôler la conduite du libéré. Mais combien délicat est le placement! On se heurte ici à tous les

1. M. P. Carpentier, Rapport au Congrès de 1900, p. 413.

obstacles tenant soit à des préjugés à l'égard des individus sortant de prison, soit à la tendance de certains patrons, de mettre à profit la situation équivoque de leur nouvel ouvrier pour ne leur donner qu'un maigre salaire. Les Sociétés de patronage doivent ici agir avec la plus grande prudence : le mépris et la misère sont les moindres conséquences d'une indiscretion. Il est donc indispensable de ne rien laisser transpirer des antécédents d'un libéré patronné ; le chef de l'atelier lui-même doit ignorer à qui il a affaire ; peu lui importe en somme que l'homme ait ou n'ait pas été condamné. Que lui faut-il ? Un bon ouvrier. Le patronné se présente comme tel, est-il nécessaire de divulguer son passé ?

Avec ce système, la surveillance, il est vrai, est moins facile. On comprend qu'après avoir mis le patron au courant de la vie passée de son ouvrier, on puisse lui demander de faire des rapports périodiques sur le caractère et la conduite du libéré. Au contraire, il serait imprudent de s'intéresser par trop à ce dernier si on ne veut éveiller des soupçons ; par suite, la Société ignore souvent ce que devient son protégé. Cet inconvénient est sérieux et met parfois le membre du patronat dans l'impossibilité d'intervenir à un moment où son appui et ses conseils pourraient être utiles, mais combien plus gros de conséquences sont, pour l'avenir du malheureux, un maigre salaire, des paroles blessantes, des persécutions, des allusions méchantes à son séjour dans la maison qu'il maudit !

Tels sont les moyens qu'emploie le patronat pour reclasser le libéré ; mais qu'il le place dans sa famille, dans un atelier, ou qu'il l'envoie au régiment, toujours

le membre de la Société prend des mesures en vue de relations continues avec le libéré.

Ces relations consistent rarement en visites auprès des libérés, ceux-ci étant presque toujours placés assez loin du siège de la Société. Elles ont lieu plutôt sous forme de correspondance, soit avec le patronné lui-même, soit avec son patron, ses parents ou ses chefs, s'il est au régiment. Remarquons pourtant que les renseignements que possède la Société émanent surtout des libérés eux-mêmes et que rarement ces derniers ont menti. C'est ainsi que le président de la Société de patronage de Chalon-sur-Saône avoue, dans le Bulletin de 1908 :

« Nos relations suivies et entretenues autant que nous le pouvons avec les patronnés produisent les plus salutaires effets ; rien n'est aussi capable de les relever, de les encourager, et de les soutenir dans la bonne voie où nous les avons dirigés. La correspondance avec eux a été plus importante encore qu'en 1904. 1.627 lettres ont été expédiées, un plus grand nombre a été reçu, mais il nous est matériellement impossible de répondre à toutes malgré les désirs exprimés, »

En 1906, 2.101 lettres ont été envoyées, plus nombreuses encore ont été celles reçues.

Et pour prendre encore comme exemple cette même Société, voici comment son président connaît la situation de ses protégés :

« Sur les 3.129 libérés et vagabonds que nous avons patronnés ou secourus en 1905 :

178 ont été rendus à leur famille, 513 habitent divers départements et travaillent, 45 sont soldats engagés

par les soins de la Société, 92 sont soldats de la classe, 11 libérés conditionnels accomplissent leur service aux exclus, 217 font de sérieux efforts pour se relever et correspondre avec la Société, 79 sont retombés, 929 ne donnent pas de leurs nouvelles, 1.065 ont été vus pendant le dernier trimestre.

Le chiffre de 929 patronnés ne donnant pas de leurs nouvelles peut paraître important. Notons toutefois que, parmi les 3.129 malheureux ayant eu recours à la Société, figurent 1.717 vagabonds, individus dont on ne peut guère espérer un amendement sérieux et un désir sincère de reclassement.

A côté de ces mesures générales que les Sociétés de patronage prennent à l'égard de tout libéré, il en est d'autres plus spéciales et revêtant un caractère plus précis de surveillance.

C'est ce que nous allons voir en étudiant le rôle du Patronage à l'égard du libéré conditionnel et du mineur, et nous examinerons la question que nous n'avons fait qu'indiquer plus haut, qui est de savoir quels pourraient être ses moyens d'action vis-à-vis du condamné avec sursis.

§ 2. — *Rôle du patronage à l'égard du libéré conditionnel.* — Nous avons laissé voir, dans la partie de notre étude que nous consacrons à la libération conditionnelle, le rôle considérable que jouent à cet égard les Sociétés de patronage. L'importance donnée à l'action d'une institution privée s'explique par le caractère même de l'influence qu'exercent les Sociétés sur les libérés et les avantages de leur méthode de surveillance.

Le § 2 de l'art. 6 de la loi du 14 août 1885 détermine

quel rôle le législateur a entendu donner au patronage en matière de libération conditionnelle : « L'administration peut charger les Sociétés ou institutions de patronage de veiller sur la conduite des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine. »

De cet article découlent ces conséquences que : 1^o cette délégation est purement facultative ; 2^o la délégation de la surveillance fait l'objet d'une décision spéciale pour chaque libéré ; 3^o l'administration a le droit de déterminer les conditions de la surveillance.

Ainsi l'administration n'est en rien obligée de confier la surveillance aux Sociétés, et quand elle le fait, elle fixe ses conditions.

Généralement, il n'y a pas de conditions spéciales et l'arrêté ministériel qui place le libéré sous la protection de la Société de patronage est toujours conçu dans les mêmes termes. Toutefois l'administration a voulu se réserver le droit de surveiller elle-même certains libérés et de refuser la délégation à une Société dans le cas où cette dernière fonctionnerait incomplètement ; l'art. 6 lui permet encore d'indiquer à la Société quel genre de surveillance elle désire voir appliquer, ou d'apporter les modifications qu'elle juge à propos.

Ces dernières réserves sont rarement appliquées et la seule condition à laquelle soit soumise la Société est de tenir l'administration au courant de la conduite du libéré.

Cette surveillance exercée par les œuvres de patronage a un caractère particulier et ne ressemble en rien à un espionnage, elle est au contraire un contrôle tout paternel et bienveillant. Ce n'est, en somme, que le

même patronage des autres détenus, avec cette différence qu'il est déféré à la Société par l'administration, alors que, dans tout autre cas, les libérés se confient librement et qu'il est sanctionné par la révocation de la libération conditionnelle. L'art. 10 de l'arrêté ministériel accordant la mise en liberté conditionnelle est très net sur ce point : « La présente décision pourra être rapportée et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré par arrêté ministériel au N^o ..., soit ..., soit dans le cas où la Société à laquelle il est confié déclarerait renoncer à veiller sur sa conduite. » Dans ce dernier cas, la Société chargée de veiller sur le libéré, donne dans son rapport un avis défavorable au maintien de la libération, et le patronné est mis aussitôt en état d'arrestation provisoire. Tout se passe ensuite comme si l'arrestation avait été ordonnée par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu, et c'est le ministre de l'Intérieur qui statue sur la révocation de la libération ou le maintien en liberté.

En Angleterre, la loi donne aux Sociétés de patronage le droit de révoquer elles-mêmes la libération conditionnelle des anciens détenus dont la surveillance lui est confiée. Il paraît bien qu'en France on n'admette pas un tel système, si peu d'accord avec le caractère charitable de nos œuvres.

Le rôle des Sociétés de patronage en cette matière est donc de la plus grande importance. Elles exercent une surveillance très sérieuse. Toutefois leur but principal n'est pas de faire la police et de signaler les écarts de conduite de l'individu qui leur est confié. Elles provoquent, il est vrai, la révocation de la libération conditionnelle, mais c'est seulement lorsqu'elles ont

renoncé à sauver leur protégé et parce qu'elles doivent en informer le Ministre. Leur véritable rôle est plutôt dans l'assistance qu'elles apportent au libéré, dans l'appui moral, pécuniaire souvent, qu'elles lui prêtent, dans la lutte qu'elles livrent en faveur du patronné, contre le mauvais accueil de la population honnête, contre les attaques du mal parfois, souvent contre la misère.

C'est qu'il faut savoir, en effet, comment s'accorde la libération conditionnelle. Le Ministre de l'Intérieur prend l'arrêté par lequel il admet le détenu à bénéficier de la loi du 14 août 1885, sur le vu d'un simple certificat de travail ou d'un engagement pris par un patron d'employer le détenu à sa sortie, soit sur l'engagement d'une Société de patronage de veiller sur lui à sa libération.

Or, dans le premier cas, il n'y a qu'un simple engagement d'occuper le détenu ; souvent c'est un engagement de complaisance ; s'il est sincère, ce qui est fort rare, il ne peut être exécuté parce que le détenu n'est mis en liberté que trois mois, six mois, quelquefois un an après l'engagement pris.

En tous cas, si l'employeur consent à occuper le libéré à sa sortie, il ne s'engage pas à le faire pendant toute la durée de la libération conditionnelle et encore moins à le surveiller ; le pécule du libéré ne peut lui être confié.

Dès lors, sans la tutelle de la Société, sans son influence salubre, le libéré reprendra ses habitudes et retombera fatalement dans le milieu où il a commis sa faute.

Dans le second cas, au contraire, la Société de patro-

nage à laquelle il est confié; s'est engagée à veiller sur lui, à le diriger, à le conseiller; elle a reçu son pécule qu'elle lui remet par partie seulement et dans les cas d'absolue nécessité, mais en en conservant la plus grande part possible comme garantie et pour ne lui être remise qu'à l'époque de sa libération définitive.

Cette remise du pécule par le libéré est déjà un gage certain d'un désir sincère de relèvement. Sa distribution parcimonieuse par la Société écarte une des principales causes de la récidive; d'autre part, les conseils, les encouragements, les marques de sympathie, d'affection même, sont de précieux stimulants pour les hésitants; enfin, et lorsque la nécessité s'en fait sentir, la menace de l'application de l'art. 10 et une énumération de ses conséquences suffisent le plus souvent pour faire disparaître les premières tendances d'un retour vers le crime.

§ III. — *Rôle du patronage à l'égard des mineurs.* — Nous avons vu, plus haut, comment les rédacteurs de la loi de 1850 ont cherché à assurer à leur sortie des maisons pénitenciaires le patronage des mineurs libérés. Nous avons montré à quelles discussions les termes de l'art. 19 avaient donné lieu et comment la tutelle des jeunes libérés était confiée à l'administration, grâce à la loi du 24 juillet 1889 qui substitue l'autorité du service des enfants assistés à celle des parents indignes. Ainsi, la loi de 1889 donne une solution pratique à l'art. 19 de la loi de 1850. Cependant cette interprétation de l'art. 19 ne peut s'étendre qu'aux mineurs de l'art. 66 du Code pénal. Le service des enfants assistés ne peut pas en effet, ce n'est pas sa destination, s'occuper des mineurs condamnés de l'art. 67, des insubordonnés libérés ou

des autres catégories de détenus. Que faire de ces jeunes libérés ? Doit-on leur ouvrir les portes de la prison et les rejeter sans appui dans le milieu d'où on les a sortis, sans défense contre les attaques du mal ?

C'est alors qu'on fait appel aux membres des Sociétés de patronage qui s'occupent de ces mineurs dont le service des enfants assistés ne peut se charger et font disparaître les mille difficultés du reclassement. « Malgré tout le zèle dont elle est capable et auquel on ne saurait trop rendre hommage, l'administration ne peut pas toujours surveiller efficacement ses pupilles. Pour les plus méritants, elle pourra parfois s'affranchir de leur garde, en leur faisant contracter à 18 ans un engagement dans l'armée de terre ou de mer. Mais les autres, elle devra les placer en apprentissage et alors sa surveillance deviendra bien souvent illusoire.

Les renseignements qui lui sont fournis sur le compte du patron ne sont pas toujours des plus exacts, et souvent ils sont pris avec insouciance ou négligence par des agents subalternes. Or il arrive fréquemment que des maîtres avides et peu scrupuleux ne cherchent les jeunes libérés que poussés par l'appât d'une prime ou par le désir de se procurer un domestique à bon marché. Ces enfants n'ont alors chaque jour que de mauvais exemples sous les yeux ; pour se les attacher, les maîtres exploitent leurs défauts ou leurs passions, et ainsi se poursuit la déchéance de l'enfant au lieu de son relèvement¹. » Et lorsque l'inspecteur des enfants

1. Rapport de MM. Louiche-Desfontaines, secrétaire général de l'Union des Sociétés de patronage de France, et Robert Godefroy, avocat à la Cour d'appel de Paris. *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, juin 1895.

assistés se présente, le plus souvent patron et pupille sont d'accord, l'un pour faire l'éloge de la conduite excellente du jeune homme, l'autre pour se déclarer satisfait des soins qui lui sont donnés. Dans ces conditions, l'inspecteur ne peut que faire un rapport favorable et conclure au maintien d'une situation cependant si contraire aux intérêts du mineur et de la Société.

La Société de patronage, au contraire, après avoir réuni tous les renseignements qui concernent l'enfant, sera plus à même de placer son jeune protégé dans les meilleures conditions de morale et de travail; par ses propres membres ou par ceux d'une Société voisine, elle s'enquerra de son caractère, de sa conduite habituelle, de son habileté professionnelle, et cette intervention nouvelle qui réunit tous les avantages de celle qu'exerce le fonctionnaire, ne laisse pas soupçonner au mineur qu'elle est la continuation de la surveillance dont il était l'objet dans la colonie.

Mineurs libérés conditionnellement. — La surveillance est un excellent moyen préventif de la récidive, surtout pour les mineurs libérés, moins armés encore que les adultes contre les difficultés de la vie. Mais c'est un fait acquis que plus tôt commence cette surveillance, plus on a de chances d'aguerrir le jeune homme contre les mauvaises tentations. « Ce serait une erreur grave, écrit un directeur de colonie pénitentiaire¹, de croire qu'il faille attendre l'époque de la libération pour effectuer les placements individuels. Le placement d'un enfant qui n'arrivera au terme de la correction que

1. M. Nassoy, directeur de la colonie de Saint-Hilaire. Rapport, *Bulletin de la Commission pénitentiaire internationale*, juin 1895.

dans deux ou même trois années, est toujours celui qui présente la plus grande chance de réussite. Il a en effet le mérite de constituer une véritable transition entre le régime interne de la colonie et la vie libre, il permet de mieux préparer l'enfant à l'exercice de la profession qu'il a embrassée ; il fournit des indications précieuses sur les habitudes du patronné, sur les espérances ou les craintes qu'elles éveillent pour son avenir ; il assure enfin la formation d'un pécule pour l'époque de la libération, pécule qui servira au jeune garçon, soit pour se procurer des outils, soit pour s'établir. »

Cette pratique est excellente, mais elle exige une surveillance constante sur les mineurs mis en liberté conditionnelle. On s'est toujours félicité à ce sujet de l'intervention des directeurs des colonies pénitenciaires. Cependant, tout en rendant hommage aux efforts réalisés par ces fonctionnaires et aux résultats auxquels ils ont abouti, nous devons reconnaître que le rôle des Sociétés de patronage est plus grand et plus efficace.

Les directeurs, en effet, obligés de satisfaire aux exigences d'un service déjà très chargé, ne peuvent s'occuper que d'une façon superficielle de la situation de l'enfant placé. M. Nassoy reconnaît lui-même la justesse de cette observation : « Dans une colonie comptant plus de 150 enfants placés, dit-il, cette surveillance deviendra bien peu active ou bien le directeur ne pourra plus s'occuper de son établissement comme il conviendrait. » Toutefois, il cherche à démontrer qu'on peut malgré tout, en faisant appel au dévouement et au zèle des directeurs, arriver à concilier les deux services.

Certes, ces fonctionnaires ont toutes capacités pour surveiller d'une façon active leurs jeunes libérés, mais le temps leur manque et il y a lieu de craindre qu'en voulant trop exiger d'eux on ne les oblige à négliger leur service si important de direction de la colonie. Au surplus, pourquoi leur demander un surcroît de travail? L'administration a délégué la surveillance des libérés conditionnels adultes aux Sociétés de patronage, pourquoi n'en ferait-elle pas de même pour les libérés conditionnels mineurs? Elles pourraient aussi bien qu'un directeur de colonie, procéder au placement des jeunes libérés, avec cet avantage que, en relations suivies entre elles, elles pourraient, en envoyant le mineur à une Société voisine, procurer à ce dernier un placement plus avantageux; les renseignements pourraient s'obtenir plus facilement et les visites seraient certainement plus fréquentes. Quant à l'autorité du membre de la Société, elle sera très suffisamment établie à l'égard du patron, par le caractère respectable du représentant de l'Œuvre, et à l'égard du libéré, par la crainte d'une sanction analogue à celle de l'article 10 de l'arrêté ministériel accordant la libération conditionnelle aux adultes.

Enfin, l'intervention des Sociétés de patronage serait particulièrement utile pour permettre les placements des mineurs dans les grandes villes et l'exercice d'une profession impossible à la campagne.

Et puis l'art. 19 exige un patronage de trois ans au moins; passé ce laps de temps, la tutelle administrative n'est plus obligatoire. Dans ces conditions, n'est-il pas plus rationnel de confier le mineur à l'œuvre de patronage dès après sa sortie? Cela éviterait une transmis-

sion de renseignements forcément incomplète et une nouvelle étude du caractère du jeune libéré.

Il semble bien que l'œuvre philanthropique du relèvement des condamnés, avec le développement qu'elle a pris de nos jours et l'entente qui existe entre les Sociétés, permettrait d'exercer mieux que l'administration, une surveillance utile sur les mineurs, et on peut souhaiter qu'à l'égard de ces derniers une mesure législative intervienne, qui leur accorde le même bénéfice qu'aux adultes.

§ 4. — *Rôle des Sociétés de patronage à l'égard du condamné avec sursis.* — Nous avons examiné plus haut quelle est la situation du condamné avec sursis et vu qu'il n'est soumis à aucune surveillance. Il n'y a cependant aucune raison, au point de vue social comme au point de vue individuel, pour ne pas soumettre le bénéficiaire du sursis au même régime de tutelle que le libéré conditionnel : tous deux portent sur leur casier judiciaire la mention de leur condamnation ; l'un, il est vrai, n'a pas séjourné en prison, mais il n'en reste pas moins qu'il a eu affaire à la justice, qu'il garde la honte d'une comparution devant le Tribunal et que comme tel il est suspect. Les mêmes difficultés surgiront pour lui dès le lendemain de la condamnation.

Le libéré conditionnel a, jusqu'à un certain point, sur le bénéficiaire du sursis, l'avantage d'avoir passé quelque temps soumis à un régime moralisateur, d'avoir pu recevoir la visite de quelque philanthrope, entendre ses conseils et comprendre les dangers d'une nouvelle chute ; ne sera-t-il pas, semble-t-il, mieux préparé pour résister aux pernicieuses influences ? Sans doute, le sursis n'est accordé par les juges qu'à ceux qui en

semblent dignes et dont l'éducation et le caractère paraissent une garantie contre une nouvelle faute. Toutefois, il est des cas où le sursis est appliqué parce que la libération conditionnelle ne pourrait pas l'être. Pour les peines de très courte durée, le juge est certain que la libération conditionnelle ne sera pas demandée par le prévenu, et pourtant le passé de ce dernier et son attitude repentante produisent une bonne impression sur le Tribunal ; celui-ci lui accorde le sursis. Or, ce cas se présente fréquemment et on comprend de moins en moins pourquoi, malgré tant de points de ressemblance entre les deux institutions, on continue à soumettre les condamnés qui en bénéficient à des régimes différents.

Au surplus, et nous l'avons déjà indiqué, la surveillance serait exercée par la même institution, dans les mêmes conditions et avec la même sanction. Le Tribunal, en prononçant la condamnation, placerait le condamné sous la surveillance d'une Société de patronage et le déclarerait libéré de ses obligations si, dans l'espace de cinq années, à partir du jour du prononcé du jugement, il n'a pas subi de nouvelle condamnation ou bien n'a pas eu une inconduite notoire, ou bien si la Société n'a pas renoncé à veiller sur lui.

Ainsi, selon nous, la surveillance du condamné avec sursis serait de la plus grande utilité. Elle s'impose même lorsque le condamné est un mineur de 18 ans. M. Georges Vidal exprimait déjà cette idée en 1900, au Congrès pénitentiaire international de Bruxelles : « Les magistrats, disait-il, devraient confier sa tutelle ou sa surveillance aux Comités de défense des enfants tra-
duits en justice ou aux Sociétés de patronage de la

localité, qui s'entendraient avec la famille du mineur pour diriger son éducation. Le maintien du sursis devrait être subordonné à la bonne conduite du mineur et au maintien de la protection organisée en sa faveur. En cas de condamnation nouvelle ou de déchéance du sursis, le mineur sera mis à la disposition du gouvernement jusqu'à l'âge de sa majorité civile. »

Un grand pas a déjà été fait : la pratique des Tribunaux est en ce sens, et bien que la Cour de Cassation ait déclaré de tels procédés illégaux, ils continuent à ordonner l'envoi conditionnel en correction, moyen très ingénieux de réparer l'oubli du législateur quant au droit de correction dont doit nécessairement être investie toute personne, publique ou privée, qui reçoit la garde d'un condamné.

Nous savons qu'aux Etats-Unis, on a réglé d'une façon minutieuse la surveillance des jeunes délinquants et que des officiers publics, des « probation officers », sont chargés de leur placement et du contrôle de leur conduite pendant toute la durée de l'épreuve, de la « probation », faisant part aux juges du résultat de leurs enquêtes¹. Faut-il désirer qu'en

1. Etat de l'Illinois : loi de 1901, réglant le contrôle des enfants « dependent » (enfants qui doivent tomber à la charge de l'Etat) négligés ou délinquants :

« § VI. — « Probation officers. » — La Cour nommera et désignera une ou plusieurs personnes sûres, de moralité certaine, qui devront, pour un temps qu'elle appréciera, remplir les fonctions d'officiers de surveillance. Les dits officiers ne seront pas rémunérés par le trésor public. Chaque fois qu'un « probation officer » sera désigné, le « Clerc de la Cour » lui notifiera d'avance, si possible, le jour où l'enfant devra comparaître. L'officier fera alors les recherches que prescrira la Cour.

France, pour les adultes comme pour les mineurs, on organise un tel système et demander que le patronage soit rattaché plus directement aux tribunaux ?

Nous ne le pensons pas, et nous nous élevons contre cette idée, comme nous protestons contre toutes celles qui tendent à donner un caractère officiel au patronage et faire de lui une sorte d'annexe de la police. Le système fonctionne très bien, il est vrai, aux Etats-Unis ; mais nous envisageons, en France, l'œuvre du patronage sous un jour bien différent. Le devoir du patron qui prend un condamné sous sa protection, est, nous l'avons dit, de se présenter avec bienveillance et de montrer que ses actes sont tout de bonté et de pardon. Comment l'individu à qui s'adressera le représen-

» § IX. — Enfants délinquants. — Lorsque l'enfant est délinquant, la Cour l'entendra et le remettra aux soins d'un « probation officer » ou permettra à l'enfant de demeurer dans sa propre maison qui sera, dans ce cas, soumise à la visite du « probation officer » chaque fois que cela paraîtra nécessaire. La Cour pourra encore ordonner le placement de l'enfant dans une famille honorable soumise à l'inspection amicale d'un « probation officer » et aux ordres postérieurs de la Cour. La Cour pourra aussi mettre l'enfant en pension pourvu que cette pension reçoive l'enfant gratuitement. La Cour pourra également placer l'enfant, s'il s'agit d'un garçon, dans une école industrielle de garçons, ou dans une institution du Comté, incorporée conformément aux lois de l'Etat et qui prend la charge des enfants délinquants, ou dans une institution entretenue par une Cité, pour la garde de tels enfants, ou dans une institution entretenue par l'Etat, et s'il s'agit d'une fille majeure de 10 ans, à la maison d'Etat pour les jeunes filles coupables.

» En aucun cas, l'enfant ne peut être placé, s'il n'est pas mineur de 16 ans. L'enfant confié à ces institutions sera sous le contrôle de leur Conseil d'administration. Le dit Conseil pourra lui-même placer l'enfant sous contrôle (*to parole*) aux conditions qu'il déterminera lui-même. La Cour, sur la proposition de ce Con-

tant d'une Société de patronage pourra-t-il éprouver toute la confiance que cherche à lui inspirer celui qui se dit son ami, s'il sait que ce dernier contrôle, espionne tous ses actes, pour en rendre compte à ses juges ?

Certes, les renseignements fournis par les membres du Patronat seraient des plus précieux et des plus sincères, et certainement moins défectueux que beaucoup de rapports de police ; mais l'idée d'un tel contrôle est contradictoire de celle de patronage. On cherche par tous les moyens à provoquer l'initiative du libéré, on veut le traiter en homme libre et on commencerait par en faire le sujet de rapports de police !

seil, pourra libérer l'enfant du contrôle lorsqu'elle le jugera complètement corrigé. Elle pourra aussi placer l'enfant sous le contrôle de toute association ayant pour but la garde des enfants négligés ou abandonnés et accréditée dans les formes prévues par la loi.

» § XII. — Un agent est chargé par le Superintendent des Réformations d'Etat d'examiner les habitations des enfants « paroled » (contrôlés) dans le but de certifier à la Cour que ces maisons sont honorables, d'assister les enfants contrôlés ou libérés de contrôle dans la recherche d'emplois honorables et de maintenir la surveillance paternelle sur les enfants contrôlés, tant que durera ce contrôle. Ces agents exerceront leurs fonctions sous la direction du Conseil (Conseil de direction des réformations) qui les emploiera et seront rémunérés par ce Conseil, sur les propres fonds de l'Institution.

» § XXI. — Interprétation de l'acte. — Cet acte sera interprété librement et de la manière la plus conforme à son but. Les soins à donner à l'enfant, la garde et la discipline qui lui sera imposée, devront, dans la mesure du possible, approcher de l'autorité paternelle. Toutes les fois que faire se pourra, l'enfant sera placé dans une famille honorable et deviendra, par adoption légale ou autrement, l'enfant de cette famille. »

Cette loi de l'Illinois, de même que les lois analogues dans les autres États de l'Union, appliquée d'abord aux mineurs, fut étendue par la suite aux délinquants de tout âge.

CHAPITRE II

SURVEILLANCE COLLECTIVE. — LES ASILES

Le patronage individuel que nous venons de voir, n'est pas le seul qui soit mis en pratique et plusieurs Sociétés, partant de cette idée qu'une transition est nécessaire entre la vie de détention et la vie libre, que le passage d'une discipline sévère à une complète indépendance présente de sérieux dangers, et qu'une des grandes causes de la récidive est la situation dans laquelle se trouve le libéré, mis brusquement sur le pavé des villes et dans l'impossibilité de trouver immédiatement du travail, ont fondé des établissements où l'on se donne pour tâche de fortifier l'énergie du libéré, sa volonté de rentrer dans la bonne voie et de le mettre à même de chercher sans danger à pourvoir à sa subsistance.

« Sans famille, abandonnés de bonne heure à tous les hasards et à tous les dangers d'une existence vagabonde, ou plus malheureusement encore, pervertis par leurs propres familles, élevés au milieu du vice, de la corruption, exploités par leurs parents eux-mêmes, souvent maltraités par ceux-ci, obligés de fuir, ils n'ont pu acquérir nulle part cette énergie, cette fermeté de caractère, cette force que seule peut donner une éducation morale, puisée non seulement dans les

livres, à l'école, dans les enseignements de la religion, mais encore et surtout dans l'exemple des éducateurs, dans le milieu où l'on vit, dont on subit presque fatalement, presque inconsciemment la puissante et entraînante suggestion, d'autant plus puissante que les caractères sont moins solidement trempés. Ceux qui invoquent notre protection et acceptent notre tutelle, ont vécu plus ou moins longtemps dans ces milieux dépravés, à morale facile, dont l'oisiveté et la paresse constituent la principale ligne de conduite et le respect du droit d'autrui est la moindre préoccupation; habitués à vivre au gré de leur fantaisie, à l'aventure, sans souci du lendemain, demandant, dans les crises trop difficiles, une hospitalité momentanée à la prison, ils nous arrivent sans énergie, sans ressort, mais le plus souvent, sans mauvaise volonté; et ils se plient aux exigences de la vie nouvelle qu'on leur fait, avec la même facilité qu'ils acceptaient leur existence précédente; ils subissent l'entraînement du nouveau milieu de notre Asile dont le travail et la régularité sont la loi, aussi facilement qu'ils obéissaient avant aux tentations de la rue et de la grande route¹. »

On a vu, en effet, toute une catégorie d'individus « affligés d'une débilité morale qui les empêche de se conduire seuls dans le monde, d'une impuissance à dominer leurs passions », d'une atrophie de la volonté, qui les poussent sans cesse à commettre les mêmes fautes. A ces malheureux, la vie religieuse offrait autrefois de salutaires abris ou bien l'armée leur permet-

1. Georges Vidal, Rapport à l'assemblée générale de la Société de patronage de Toulouse, 9 juillet 1898.

tait, grâce au long temps qu'ils pouvaient y rester et à la rigueur de sa discipline, de se comporter irréprochablement, sans avoir besoin de mettre en œuvre la moindre initiative. Mais aujourd'hui ces incapables ne peuvent plus trouver de semblables refuges¹ : les religieux qui auraient pu se charger de leur redressement ne veulent pas assumer une si grande charge ; quant à l'armée, si chacun y passe, personne n'y séjourne longtemps. Que leur reste-t-il alors, à ces faibles, pour qui la discipline est chose indispensable ? Où pourront-ils satisfaire ce besoin de commandement, où trouveront-ils cette discipline qui seule, peut les empêcher de retomber dans l'ornière ? « Nulle part, répondait en 1894 le docteur Lacassagne², nulle part, si ce n'est en prison. »

Depuis longtemps, on a pensé à créer des établissements où toutes ces énergies affaiblies pourraient se reconforter, où une surveillance vigilante et des influences d'hommes de bien viendraient exercer leur salutaire action. Et dès le début de leur fonctionnement on n'a cessé d'admirer leurs bons résultats.

Avant d'apprécier jusqu'à quel point nous devons nous louer de la création des asiles, voyons d'abord quelle est leur organisation.

On est d'accord pour diviser les asiles en deux catégories : les asiles temporaires et les asiles permanents.

1. Une tentative due à l'initiative de M. Sinoir, secrétaire de la Société de patronage de Laval, a eu pour but de faire admettre les libérés dans des Trappes. Malgré les efforts de M. Sinoir et l'appui du Supérieur général, l'idée n'a pas été admise par le Chapitre des Trappistes et, le 10 septembre 1899, elle était définitivement rejetée.

2. Congrès de Lyon, 1894. Discours d'ouverture.

Tous deux concourent au même but : « venir en aide aux libérés dont les intentions sont bonnes et la force de résistance insuffisante », chacun a une discipline appropriée à ce but, mais, tandis que dans les premiers, le libéré jouit de la libre entrée et de la libre sortie, ne rentrant que le soir, sa journée terminée, il se trouve dans les seconds, dans une sorte de deuxième captivité, contraint à une vie régulière, tenu à l'observation de règlements et soumis à une surveillance sévère de chaque instant.

Pendant longtemps on s'est demandé quel système il fallait préférer. Chacun a voulu apporter quelque lumière sur cette difficile question; dans différents Congrès, on a voté tantôt pour les asiles permanents, tantôt pour les asiles temporaires; quoi qu'il en soit, ne rentrons pas dans la discussion, car, pour pouvoir prendre parti, il faudrait tout d'abord admettre comme principe l'utilité des asiles; or, de nombreuses raisons nous obligent à reconnaître que cette institution est loin d'avoir tous les mérites qu'on lui a reconnus.

Déjà, au Congrès pénitentiaire de Stockholm et plus tard au Congrès de Rome, en 1885, les vœux des rapporteurs furent nettement contraires à l'établissement des asiles; plus tard encore, en 1893, le Congrès de Mons admettait les mêmes conclusions, et ce n'est qu'à partir de 1890 que commence à se manifester un mouvement favorable aux asiles temporaires d'abord, puis aux asiles permanents.

Cette hésitation à admettre qu'une telle institution était indispensable, se comprend : pour quelques avantages qu'ils comportent, combien nombreux et sérieux sont les inconvénients des asiles ! On s'est, semble-t-il,

trop laissé entraîner par un mouvement généreux de philanthropie, et les esprits qui s'occupent avec tant d'intelligence des questions pénitentiaires et des œuvres de relèvement, semblent avoir cédé sur ce point à un excès de sentimentalisme et n'avoir pas aperçu les dangers d'un tel système de patronage.

Au Congrès de Rome, en 1885, M. Stevens protestait avec énergie contre la création des asiles, et M. Ranzoli, soutenant la même thèse, disait : « Je les estime très dangereux pour l'ordre social, j'estime qu'ils sont une offense aux ouvriers honnêtes. Après avoir fait de grands sacrifices pour obtenir la séparation individuelle dans les prisons, vous voulez réunir ces libérés en commun dans un refuge et, par ce mélange des éléments impurs, vous menacez la moralité et l'ordre social. Et puis, si l'on veut que l'Etat subventionne les refuges pour les détenus libérés, comment se refuserait-il à voter des subsides pour les institutions ouvrières ? Alors on arrive au socialisme d'Etat ! »

On s'est empressé, en réponse à cette protestation, de réfuter le dernier argument. Remarquons qu'on n'a pas touché au premier et que si on en a parlé, ce n'a été que pour en reconnaître la justesse.

A la vérité, les partisans des asiles avaient beau jeu pour critiquer l'appréhension de M. Ranzoli d'arriver au socialisme d'Etat. Sa crainte, évidemment, était mal fondée. Il existe nombre d'œuvres philanthropiques, à commencer par les Sociétés de patronage elles-mêmes, qui sont subventionnées par l'Etat, et jamais on n'a songé à leur en faire un grief ; du reste, ainsi qu'on l'a dit justement, les secours pécuniaires inscrits au budget à leur profit, sont assez minimes pour que le

grand mot de socialisme d'Etat ne puisse être raisonnablement prononcé.

Au surplus, l'argument n'a jamais été reproduit dans les Congrès.

Et il reste la première critique, qui montre le danger qu'il y a à réunir de mauvais éléments et à paralyser, pour ainsi dire, l'action moralisatrice de l'emprisonnement cellulaire. On a été obligé de reconnaître que ce danger ne laissait pas que d'être sérieux et qu'il attaquait aussi bien les intérêts du libéré que ceux de la Société : ceux du libéré, parce que les bonnes résolutions prises pendant l'isolement tombent souvent trop vite au contact d'autres compagnons non amendés ; et ceux de la Société, parce qu'il s'est formé, dans ces asiles qui avaient pour but l'orientation des caractères vers le bien, de véritables associations de malfaiteurs et que des crimes y ont été combinés et résolus.

Les partisans des asiles ne nient pas que cet inconvénient est sérieux, mais ils répliquent qu'il faut s'incliner devant la nécessité : Si la Société de patronage ne reçoit pas les libérés, disent-ils, où iront-ils ? Nous savons qu'il est des Sociétés qui opèrent une sélection parmi les libérés, mais nous avons montré combien ce système est mauvais et donné en exemple une Société qui accepte indistinctement tous ceux qui ont recours à elle. Il serait à désirer que toutes les Sociétés en fassent de même et cela permettrait de ne pas se servir des asiles.

Non seulement les asiles sont une école du vice, mais encore ils deviennent, pour les esprits les moins pervertis, l'école de la paresse. Logés, blanchis, chauffés en hiver, nourris, les malheureux qui ont déjà passé

un certain temps dans une prison et déjà trop enclins à supporter avec passivité une vie exempte de tracas, comment songeront-ils à quitter une maison où ils trouvent réunis tant d'avantages !

Et puis les asiles deviennent pour certains de singuliers établissements. Tout récemment encore, il nous a été donné d'entendre cette déclaration d'un libéré qui se dirigeait sur Lyon et avait l'intention de s'arrêter à Saint-Léonard : « Je vais à Saint-Léonard, disait-il, parce que, n'étant pas originaire du département du Rhône, on ne m'acceptera pas au dépôt de mendicité ! » Déplorable assimilation !

Enfin, les asiles exigent des ressources pécuniaires considérables et demandent qu'à leur tête soient placés des hommes doués des plus hautes qualités et sacrifiant la totalité de leur temps au fonctionnement de l'œuvre. Cette dépense d'énergie et de numéraire ne paraît pas être récompensée par de bien brillants résultats.

Parmi les nombreux asiles qui se sont fondés en France, il en est un surtout dont le monde s'accorde à louer l'excellente tenue et les nombreux sauvetages. On cite l'Asile Saint-Léonard, à Couzon, près de Lyon, comme un modèle. Dans les journaux et les revues, dans les ouvrages des criminalistes, dans les Congrès pénitentiaires, on s'est plu à en faire la description et à en célébrer les mérites. Nous reconnaissons volontiers qu'une somme d'efforts considérable a été dépensée par les fondateurs de cet asile et que de grands services ont été rendus en France par cet établissement. Pourtant il nous semble que si, dans cette institution, on a réussi à éviter quelques-uns des incon-

vénients des asiles, on est loin d'avoir abouti aux résultats qu'on s'était efforcé d'obtenir.

Tout en rendant hommage au dévouement admirable de son directeur, M. le chanoine Villion, et à ses collaborateurs, tout en reconnaissant la haute intelligence de ces esprits et leur persévérance à arracher les malheureux aux dernières sollicitations d'un naturel pervers, qu'il nous soit permis, cependant, de découvrir les défauts de leur œuvre et de montrer combien tout ce zèle, tout ce dévouement est mal récompensé.

L'Asile Saint-Léonard, fondé en 1864, à Couzon, (Rhône), a pour but : 1° de recueillir les libérés repentants d'opérer leur réhabilitation par l'instruction et le travail ; 2° de les placer après un temps suffisant d'épreuve (art. 1^{er} des statuts). — Les réfugiés sont appliqués à différents travaux industriels ou agricoles, selon leurs aptitudes et leurs antécédents. L'œuvre prend à sa charge de les nourrir, de les vêtir, de les coucher, de les loger, de les occuper et de les entretenir pendant le temps de leur séjour à l'asile (art. 2)¹.

Cette œuvre est évidemment inspirée par un sentiment très généreux : l'accueil du libéré à sa sortie de prison, son instruction, ont semblé, dans l'esprit des organisateurs de Saint-Léonard, comme pour tous les partisans des asiles, indispensables au placement définitif et par suite au relèvement. L'idée d'une période de transition, l'espoir qu'un séjour dans un établissement d'éducation spéciale pourra, d'une part, faire oublier au patronné ses anciens compagnons de vice et le fortifier

1. Alphonse Michel, *Le relèvement du condamné. L'Asile Saint-Léonard, à Couzon.*

contre de nouvelles tentations et, d'autre part, le mettre à même de supporter victorieusement les difficultés de son entrée dans la nouvelle vie en lui procurant un métier, paraissent logiques. Pourtant, quels sont les moyens employés ? Quelles sont les conditions d'admission et le régime de l'Asile ? Nous allons voir que là sont les inconvénients du système.

Les conditions d'admission dans l'Asile sont rigoureuses ; il y en a neuf. — Pour pouvoir entrer à Saint-Léonard, il faut : 1° Ne pas être âgé de moins de 21 ans, ni de plus de 40. Pourtant, sont admis jusqu'à 45 ans ceux dont la santé et la vue sont bonnes et dont l'activité et la souplesse des membres se sont maintenues. Une fois acceptés, les libérés peuvent rester, même s'ils ont dépassé l'âge fixé. — 2° Jouir d'une bonne santé, de manière à fournir une journée moyenne de travail. — 3° Ne pas être atteint de scrofules ou de toute autre maladie contagieuse ou repoussante, et envoyer ou apporter un certificat du médecin le constatant. — 4° Avoir une bonne vue et ne pas être gaucher ou infirme. — 5° S'engager à résider six mois au moins (sept, s'il s'agit d'un libéré conditionnel) dans le refuge. La Direction se réserve le droit de renvoyer le patronné au bout de quinze jours si elle le reconnaît incapable de se faire aux travaux de l'Asile ou de se plier aux règlements de la maison.

Suivent d'autres conditions relatives à la demande et aux différentes pièces à adresser au directeur de l'Asile.

Enfin, s'il s'agit d'un libéré conditionnel, ce dernier doit s'engager à résider au moins pendant sept mois au refuge et à remettre comme caution une somme de 50 francs, qui devient la propriété de l'Asile, s'il ne

remplit pas son engagement. La même somme d'argent est exigée de tous les libérés sortant de la maison centrale ou d'un pénitencier.

Ainsi, donc, la grande préoccupation des organisateurs de l'Asile Saint-Léonard a été de n'admettre dans leur établissement que des individus capables de fournir une certaine somme de travail et s'engageant à passer dans la maison un temps minimum.

Quel est donc le genre de travail auquel se livrent les protégés de Saint-Léonard ?

Plusieurs genres d'industrie ont été successivement tentés. On occupa tout d'abord les libérés à la fabrication des toiles métalliques, puis à l'industrie des chaussons, de la taillerie, de la vannerie, à la fabrication des bouchons, des couronnes mortuaires, au triage du café, etc., mais tous ces travaux, considérés comme insuffisamment lucratifs, furent abandonnés. Aujourd'hui, on s'y livre à l'industrie de la cordonnerie, à l'exploitation agricole, à l'élevage du bétail.

Les réfugiés de Saint-Léonard sont soumis à un emploi du temps sévère. Le lever a lieu à 4 h. 1/2 en été, à 5 h. 1/2 en hiver; après la prière et jusqu'à 8 heures, chacun se livre à son travail respectif, soit industriel, soit agricole. A 8 heures, déjeuner et récréation d'1/4 d'heure. De 9 h. moins le quart à midi 1/2, reprise du travail. A midi 1/2 diner. De 2 heures à 7 h. 1/2, travail, puis souper. Enfin, avant le coucher, l'aumônier fait des lectures ou des causeries morales et religieuses, lit les lettres des anciens et fait réciter la prière¹.

1. Alphonse Michel, *op. cit.*, p. 114.

Ainsi le régime est assez rigoureux puisqu'il comporte près de 13 heures de travail en été et 12 heures en hiver. Pour prix de son labeur, le patronné touche 10 % du produit de son travail.

Souvent on a fait ressortir l'excellence de la méthode employée à Saint-Léonard et la nécessité de faire faire à ceux qui aspirent à entrer dans la vie honnête un apprentissage de labeur journalier et d'efforts continus. « Nous croyons être dans le vrai, dit M. le chanoine Villion lui-même, en déclarant que ces réfugiés doivent vivre par des efforts quotidiens : l'aisance y serait un danger, parce qu'elle produirait un arrêt dans l'élan des travailleurs qui doivent être incessamment soumis au stimulant du besoin. »

Comme le généreux organisateur de l'Asile de Saint-Léonard, nous reconnaissons que le meilleur moyen de relèvement est, en effet, le travail et nous admirons la façon dont on a tiré parti de cette idée à l'Asile de Couzon. Toutefois il semble que toute cette organisation présente un grave défaut. Sans doute, pour ceux qui s'occupent de patronage, qu'ils participent à l'administration d'un asile ou qu'ils fassent partie d'une Société, il apparait comme une nécessité de faire du travail le principal agent de la régénération morale ; quelques jours de vie laborieuse et régulière, quelques privations de plaisirs et de liberté, ne peuvent que fortifier le libéré dans la lutte qu'il va soutenir ; plus il travaillera avec ardeur, plus il aura conscience de l'œuvre de moralisation qui s'opère en lui, plus il sera relevé à ses propres yeux et plus la rechute sera difficile. Pourtant il faut tenir compte aussi de la mentalité de l'individu que l'on veut « remoraliser ». On

n'oblige pas le libéré à entrer dans l'asile, il doit s'y présenter de lui-même. Or il est douteux qu'il prend le chemin du refuge sans chercher à avoir des renseignements sur le séjour qui lui est réservé. Ces renseignements il les trouve très commodément, et s'il réfléchit, il est facile d'imaginer le raisonnement qu'il se tient : « Je vais travailler pendant 12 heures par jour pour avoir un gain de 1 fr. 50. Sur le prix de ma journée l'asile gardera pour lui 90 %, il me restera donc 0 fr. 15, ce qui me fera 3 fr. à la fin du mois, si bien que, lorsque je sortirai au bout de six mois, je n'aurai en poche que 18 francs. J'aurai appris un métier, cela est vrai, mais un métier bien spécial et que je n'aurai peut-être pas l'occasion d'exercer. Bref, j'en serai au même point qu'aujourd'hui et je n'aurai eu que l'avantage de prolonger de six mois le régime de discipline et de réclusion que je viens de subir. Dans mon intérêt, n'est-il pas préférable, puisque je suis jeune et valide, que je cherche du travail ou que je m'engage dans l'armée : d'une part, j'aurai une rémunération aussi forte ; d'autre part, à ma sortie du régiment, je serai en possession d'une retraite et réhabilité de plein droit. Enfin, on me donnera un livret militaire qui me sera une recommandation infiniment préférable au certificat de sortie de Saint-Léonard ! ' »

Comme on le voit, le libéré laisse de côté les bons conseils et le secours de la religion qu'il peut trouver à l'asile. Bien rares, en effet, sont ceux qui cherchent dans les dogmes chrétiens un remède à leurs maux et

1. Ce raisonnement, que nous ne faisons que reproduire, a été tenu de nombreuses fois à un membre du Patronat.

nombreux, au contraire, sont les ennemis de tout ce qui touche à la religion et, sans regarder que l'asile les couche, les nourrit, les blanchit, considèrent seulement que 90 % du produit de leur travail ne leur est pas donné ; les malheureux ne sont pas loin de croire qu'ils sont exploités !

Et il faut bien reconnaître que pour cet individu, déjà naturellement ennemi à l'excès des représentants de la religion chrétienne, et aigri davantage par son récent séjour dans une prison, les conditions d'admission à l'Asile semblent peu généreuses. Peu lui importe l'idée qui a inspiré l'œuvre, peu lui importe la somme d'efforts et de courage qu'exige l'administration de l'établissement et les bénéfices presque nuls que l'on retire de son passage à l'Asile. Son calcul lui montre qu'il coûte au plus 0 fr. 75 pour sa nourriture et que l'Asile lui retient 1 fr. 35 ; son raisonnement ne va pas plus loin et il préfère passer tout droit, quitte à coucher à la belle étoile et à souffrir la faim s'il ne trouve pas du travail immédiatement. Du reste, dans sa pauvre cervelle, que signifient toutes les conditions qu'il vient de lire, si ce n'est que, pour être admis à Saint-Léonard, il faut et il suffit d'être un bon travailleur. Pourquoi faut-il être jeune, bien portant, vigoureux et capable d'une activité suffisante, sinon parce que l'Asile échange son hospitalité contre du travail ? Pourquoi doit-on s'engager à résider pour le moins 6 mois dans l'Asile, sinon parce que l'Asile veut réaliser un minimum de bénéfices ; pourquoi, si c'est un libéré conditionnel, doit-il verser une caution de 50 francs, sinon parce que, s'il manque à son engagement, cette somme servira à remplacer les bénéfices que l'Asile aurait retirés pen-

dant son séjour de sept mois ? Et il résume tout cela par le gros mot d'« exploitation du libéré » !

Telle est, en dehors de celles qui sont faites aux asiles en général, une des grosses objections que l'on peut adresser à Saint-Léonard. On ne l'a jamais faite, croyons-nous ; on a jusqu'ici reproché à l'asile d'être un lieu de réunion de mauvais éléments ; pour beaucoup il détruit les bons effets de l'isolement cellulaire, favorise la création d'associations de malfaiteurs, exige de grosses dépenses pour n'aboutir qu'à de maigres résultats ; mais on a toujours discuté en supposant que le libéré est toujours disposé à entrer à l'asile ; on n'a jamais assez considéré le patronné lui-même et sa disposition d'esprit ; cela est une faute grave, car tous ceux qui ont approché d'un peu près cette population d'une mentalité très spéciale ont pu remarquer que, si de bonnes paroles et des témoignages de sympathie sont capables d'encourager un homme dans son retour au bien, celui-ci, qui raisonne pourtant, dans sa tête étroite, lorsqu'il s'agit de son intérêt, ne consent à les accepter que s'ils sont suivis d'avantages immédiats ; or, pour lui, le minimum de ces avantages c'est le paiement intégral de son travail et, pour son calcul, il se base sur ce que gagnent les autres ouvriers dans la même industrie. L'asile lui apparaît alors comme une fabrique où l'on travaille plus que partout ailleurs et où l'on ne reçoit qu'un salaire moindre ; il préférera chercher lui-même, quitte à succomber.

Ce n'est donc qu'à la dernière extrémité qu'il se rendra à l'asile et il s'y rendra non pas pour y opérer son relèvement, mais simplement pour y trouver l'hospitalité ; s'il a perdu sa belle énergie des premiers jours, il se conten-

tera de la vie du refuge sans se préoccuper de chercher une occupation au dehors, et le but moral ne sera pas atteint.

En dehors de cet inconvénient qui tient à ce que le libéré voit avec méfiance les conditions exigées par l'asile, il en est un autre non moins important provenant du fonctionnement même de l'œuvre. On considère que les asiles sont une transition nécessaire de la prison à la vie libre et qu'on doit s'y servir du travail comme le principal agent de relèvement. Le travail, certes, est le meilleur moyen de raffermir les énergies encore défaillantes, de donner confiance aux bonnes volontés hésitantes. A Couzon, on soumet, à ce point de vue, les réfugiés à une rude épreuve, mais cela doit-il suffire? On s'y occupe d'une industrie bien spéciale et M. le chanoine Villion éprouve de grandes difficultés à placer ses réfugiés. On compte une moyenne de 50 % des hospitalisés qui sont placés; quant aux autres, ils ont été rendus à leur famille ou repris par la justice, ou partis au service militaire; la plupart sont sortis volontairement. On a le droit de penser que les plus grandes difficultés attendent ces derniers : il n'est pas sûr que du jour au lendemain ils pourront exercer leur métier.

Et même si, favorisés par la providence, ils ont réussi à trouver du travail, que deviennent-ils? On peut se poser cette question pour tous ceux qui sortent de l'Asile : Sait-on si le placement qu'on leur a procuré a réussi à les sauver? Continue-t-on à les surveiller après leur départ de l'établissement? Il ne paraît pas que rien de semblable préoccupe l'administration du refuge; on est heureux de recevoir les lettres des « an-

ciens », on les suit avec intérêt dans leur marche vers le reclassement définitif, mais on ne reçoit les nouvelles que de ceux qui veulent bien en envoyer; quant aux autres, on ne s'en occupe plus.

Ce dernier inconvénient, joint aux autres, montre combien peu importante est, à côté de celle des Sociétés de patronage, l'aide qu'apportent les asiles dans la lutte contre la récidive. Des hommes admirables y consacrent toute leur intelligence et toute leur énergie, des sommes d'argent importantes y sont dépensées et les résultats ne paraissent pas répondre aux efforts accomplis. Certes, 50 % des réfugiés sont placés, mais le placement n'est rien s'il n'est que momentané! La tâche de celui qui poursuit une œuvre de reclassement consiste non seulement à soutenir son protégé à ses premiers pas dans la nouvelle vie, mais à continuer à entretenir avec lui des relations fréquentes, à éviter les rechutes, à le maintenir par tous les moyens dans le chemin du devoir.

On ne peut pas dire que l'Asile de Saint-Léonard, comme tous les établissements issus de la même idée, réalise complètement ce double but.

Par contre, il est des Sociétés de patronage qui arrivent à des résultats excellents avec de tout autres moyens. Sans faire aucune distinction entre les individus, elles acceptent tous ceux qui viennent se confier à elles, hommes valides ou infirmes, condamnés primaires ou récidivistes¹, et elles arrivent à faire de ces

1. Voir dans le *Bulletin de la Société de patronage de Saône-et-Loire*, 1907, une lettre d'un surveillé, 7 condamnations, réclusionnaire, condamné à la relégation, amputé des deux jambes !

malheureux, de courageux travailleurs et d'honnêtes citoyens. M. Mauchamp dit même : « Il nous est arrivé souvent de ramener plus facilement dans la bonne voie un individu qui en avait assez de la vie de prison et de misère qu'un condamné primaire. » Son système est simple et consiste uniquement à montrer à ses protégés quel est leur intérêt immédiat : éviter la rechute pour n'être pas l'objet d'une répression plus forte ; pour cela se mettre résolument au travail. Sauf de rares exceptions, on considère donc comme superflu d'insister longuement sur les principes de morale ; pour ces hommes dont le développement moral est resté en route alors que continuait le développement physique, une seule chose importe, fuir au plus tôt le lieu de détention et trouver immédiatement du travail.

Il est à remarquer que ces individus ne sont pas reçus par le président de la Société comme d'anciens libérés ; dès leur sortie de la prison, ils sont considérés comme des hommes libres ; tous les conseils qu'ils reçoivent ont pour but de stimuler leur énergie, d'augmenter leur initiative et leur premier acte est de chercher une occupation. On ne les place pas, on ne leur procure pas de travail, on les aide seulement à se le procurer. Les premiers moments de ce face à face brusque avec les difficultés sont durs, il faut le reconnaître, mais on s'y attend, la surveillance est plus active, les conseils et les secours plus nombreux. Rares sont les patronnés qui ont succombé, nombreux, au contraire, ceux qui ont été les propres agents de leur relèvement moral, Combien sont fiers de leur victoire !

Saint-Léonard, dit-on, place 50 % de ses protégés, mais sait-on combien ont continué à travailler ? On ne

peut pas le dire, parce que la surveillance cesse dès que le libéré a quitté l'asile. Par contre, sur les 1.739 libérés qu'a reçus la Société de patronage de Saône-et-Loire, 79 seulement sont retombés ; quant aux autres, on sait ce qu'ils sont devenus, 327 seulement donnent rarement de leurs nouvelles, mais 747 ont été vus pendant le dernier trimestre, 81 font de sérieux efforts pour se relever, 12 libérés conditionnels accomplissent leur service militaire dans les sections d'exclus, 19 libérés se sont engagés, 46 sont soldats de la classe, 42 ont été rapatriés et 391 habitent divers départements et travaillent régulièrement. On peut donc considérer que, dans le courant de l'année 1906, cette Société a évité à 1.333 condamnés de retomber dans la récidive.

Combien Saint-Léonard est loin de cette proportion de 77 % !

TROISIÈME PARTIE

**Comment doit être organisée
la Surveillance**

CHAPITRE UNIQUE

LA SURVEILLANCE DOIT-ELLE ÊTRE OFFICIELLE OU PRIVÉE

Il ressort suffisamment de la deuxième partie de cette étude que la surveillance des libérés, telle qu'elle est exercée de nos jours, revêt surtout un caractère d'assistance et a pour but la régénération morale et le reclassement des malheureux qui ont subi la souillure d'une condamnation. Les hommes qui se vouent à cette mission délicate, sont de généreux philanthropes, uniquement guidés par un profond sentiment de pitié pour leurs frères tombés, ils dépensent sans compter leurs forces et leur argent et se considèrent comme suffisamment récompensés lorsque, d'un jeune perversi ou d'un misérable habitué des lieux de détention, ils ont réussi à faire de bons, d'honnêtes ouvriers, pleins d'aversion pour le vice et la misère.

On s'est demandé si cette œuvre d'une si haute utilité sociale, ne devait pas appartenir à l'Etat. Le patronage doit-il être une institution officielle ou privée ?

Plusieurs auteurs ont tenté d'introduire le patronage officiel en France. Leurs idées ont été émises dans différents Congrès, notamment au Congrès de Stockholm, mais, toujours énergiquement combattues, elles n'ont pu aboutir; il est même à souhaiter qu'elles ne soient appliquées de longtemps.

Elles ont été cependant mises en pratique dans plusieurs Etats, parmi lesquels on peut citer : la Suisse (canton de Saint-Gall), l'Irlande, les Etats-Unis (états de Massachussets, New-Hampshire, Rhode-Island, New-Jersey), etc. La Belgique adopta également ce système, mais l'a abandonné depuis, reconnaissant qu'il comportait moins d'avantages que d'inconvénients.

Chez nous, malgré les efforts de plusieurs criminalistes, le mouvement en faveur du patronage officiel n'a pas réussi. C'est qu'en effet il y a trop peu de temps que la surveillance de la haute police a été supprimée, et l'on a encore sous les yeux le triste spectacle des malheureux voués à la rechute par la force même des choses. Certes, le patronage n'aurait plus le même caractère répressif de la surveillance de la haute police, mais il n'en resterait pas moins que, malgré les meilleures dispositions de l'Etat à l'égard du libéré, les plus graves conséquences pourraient résulter du zèle exagéré de certains fonctionnaires. De la conduite que l'on tient, dépend tout l'avenir du libéré : hier, avec la surveillance de la haute police et l'ingérence continue des agents de l'Etat dans la vie privée des surveillés, c'était la misère, le désespoir, la rupture de ban, le vol ; aujourd'hui, avec nos Sociétés de patronage et le contrôle discret, c'est le travail, la confiance dans le protecteur ami, la victoire sur les mauvais instincts, la marche vers le but suprême : la réhabilitation.

C'est une faute, croyons-nous, de penser que l'Etat puisse, en la matière, remplir le même rôle que l'initiative privée. Ses agents pourront bien visiter les détenus, prendre des renseignements, demander et obtenir la mise en liberté, participer au placement chez

un patron, suivre l'individu dans les différentes étapes de sa nouvelle vie ; mais il est à craindre que le zèle inconsidéré ou la négligence de quelques-uns d'entre eux ne produisent les pires catastrophes. Dans leur tâche si délicate, les membres du patronage mettent tous leurs soins à tenir dans le plus grand secret la conduite antérieure de leurs protégés, préférant quelquefois abandonner la surveillance du libéré plutôt que de risquer, par une enquête, de réduire à néant les efforts du malheureux vers le reclassement définitif. Peut-on penser que, dans leurs actes, les agents de l'Etat mettront toujours autant de prudence et de discrétion ? Peut-on penser, surtout, que ces fonctionnaires, malgré tout le soin que l'on mettra dans leur choix, auront pour leurs malheureux patronnés la même sympathie, le même dévouement qui valent à nos Sociétés de patronage l'admiration de tous ? Non. Le patronage, est avant tout œuvre individuelle, œuvre de charité. Or, la charité se fait, mais ne se commande pas. Le patronage, organisé exclusivement par l'Etat, ne serait en réalité qu'une sorte de nouvelle surveillance de la haute police, et serait inévitablement voué au discrédit et à l'impuissance.

Nous pouvons du reste tirer un enseignement salutaire de l'exemple de l'Angleterre et de son système des « tickets of leave ». Cette institution des tickets de liberté a le même but que notre libération conditionnelle. Les « tickets » ou « licences » sont accordés aux condamnés sous certaines conditions. Ceux des détenus qui ont fait preuve, pendant leur emprisonnement, de bonne conduite et de travail peuvent bénéficier de la remise d'une partie de leur peine, sans

toutefois que cette remise puisse dépasser 3 mois sur 12; c'est-à-dire qu'une peine de 5 ans peut se réduire à 3 ans 9 mois de séjour dans la prison. Les 15 mois qui restent peuvent être subis en liberté, mais sous certaines conditions : le condamné doit notifier le lieu de sa résidence, dans les 48 heures de son arrivée, au principal fonctionnaire de la police du district; se présenter en personne à ce fonctionnaire une fois par mois, à moins qu'il n'ait obtenu de remplacer cette comparution réelle par une simple lettre; que s'il change d'adresse, il notifie ce changement tant au fonctionnaire du district qu'il quitte, qu'à celui du lieu où il a l'intention de s'établir. Si la comparution n'a pas eu lieu, le signalement du contrevenant est aussitôt envoyé au commissaire pour être inséré dans la « Police Gazette » avec ordre d'amener.

Ce système qui semble très rationnel, à première vue, puisqu'il permet de surveiller minutieusement le libéré et paraît éviter l'immixtion dans la vie privée de l'individu, a cependant soulevé de vives critiques. M. L.-S. Cave en signale longuement les inconvénients. Les agents des Sociétés de patronage ont dans certains cas une tâche très difficile et très délicate; or il est impossible que la police n'intervienne d'une façon indiscrete dans les actes de leurs protégés. Il arrive souvent, en effet, que des hommes ou des femmes se conduisant bien et gagnant honorablement leur vie, perdent leur situation par le fait de la police. Le propriétaire du logement ignore souvent que son locataire est un porteur de licence, mais, devant la façon d'agir de ses surveillants, le libéré vit dans la crainte continuelle de voir sa véritable situation dévoilée : l'agent de la

police est bien vêtu en civil, mais il est aussi connu dans son quartier que s'il portait l'uniforme. « Parfois, nous dit encore M. Cave, le prisonnier se sera procuré du travail sans le secours de la Société et le patron ignore que l'ouvrier ait jamais perdu la liberté. Dans ce cas, l'intérêt que l'agent de district témoigne à son ouvrier, amène souvent la découverte du véritable état de choses et le renvoi méprisant de l'homme au ticket¹. »

Et l'on arrive à ce résultat déplorable que l'on punit plutôt l'homme honnête qui se conduit bien que le malfaiteur. L'opinion de M. Cave est que « la police a un œil pour voir, un bras pour frapper » ; pour nous, un fonctionnaire investi du rôle de patron, ne saura jamais se montrer aussi persévérant, aussi prudent, aussi apte à ménager les susceptibilités de la population honnête et des libérés ; le patronage officiel, quoi qu'on puisse dire, sera toujours une charge ; l'agent de l'Etat considérera toujours son devoir comme accompli lorsqu'il aura fait exécuter les règlements ; or c'est une grave erreur de croire qu'il peut exister des règlements en matière de patronage ; l'une des grosses difficultés de leur tâche et un des nombreux mérites des patrons est précisément d'étudier le caractère bien spécial de chaque protégé et de lui appliquer un remède approprié.

Enfin, les critiques qu'on en fait en Angleterre et en Allemagne², la résolution qu'on a prise en Belgique de

1. L.-S. Cave, secrétaire honoraire de la Société de patronage métropolitaine de Londres. *Revue pénitentiaire*, 1879.

2. La police locale semble n'avoir qu'une idée, se débarrasser des patronnés. Bien loin de chercher à leur procurer du travail, on préfère décourager ceux qui peuvent montrer quelque bonne volonté. Quand le pécule est adressé par l'autorité pénitentiaire,

l'abandonner, toutes ces raisons sont, semble-t-il, suffisantes pour qu'on s'élève contre l'adoption du système de patronage officiel en France. Au surplus, pourquoi introduire chez nous une telle institution ? La reconnaissance de nos Sociétés par l'Etat, les subventions que ce dernier leur accorde, leurs rapports avec l'administration pénitentiaire, la sanction apportée par la loi à leurs décisions, tout cela ne leur donne-t-il pas un caractère officiel suffisant ? On comprend qu'aux débuts du patronage, l'initiative privée ne parut pas donner des garanties d'efficacité suffisantes, mais on ne voit pas aujourd'hui quel intérêt il y aurait à lui substituer l'action de l'Etat : dans toutes les villes de quelque importance se constituent de nouvelles Sociétés ; le patronage, à l'heure actuelle, couvre d'un réseau serré notre territoire, et, de moins en moins isolées, les différentes œuvres s'entraident, se soutiennent, se confiant mutuellement leur protégés obligés de se déplacer.

Enfin le résultat immédiat de la réforme serait l'obligation pour l'Etat de rémunérer un nombre considérable de nouveaux fonctionnaires et d'ajouter à son budget une grosse dépense de plus. Actuellement, au contraire, nos Sociétés n'émargent au Budget que pour une faible somme¹ ; il faut même reconnaître que l'Etat participe pour une trop faible part à une œuvre d'un si haut intérêt social.

soit à la police, soit à la municipalité, on s'empresse de le compter en une seule fois au libéré, pour s'éviter des visites répétées. *Revue pénitentiaire*, 96, p. 56.

1. Ces dépenses se répartissent : 1° en subventions accordées aux Sociétés ; 2° en une allocation de 50 centimes par libéré conditionnel confié au patronage et jusqu'à concurrence de 100 francs.

En somme, il semble bien qu'en France on ne doive pas souhaiter voir s'établir le patronage officiel; nous retirerions de la réforme trop d'inconvénients et aucun avantage. Il semble, pourtant, qu'au patronage privé on puisse adresser deux graves reproches : le premier, de laisser aux Sociétés l'entière liberté de protéger seulement les libérés qui lui paraissent dignes d'intérêt et de leur abandonner le soin d'apprécier les mérites de celui qui demande leur assistance; le second, de ne pas donner aux Sociétés un pouvoir suffisant pour vaincre la résistance de ceux qu'elles veulent amender et qui cependant refusent de se soumettre à leur bonne influence.

Rien, en effet, n'oblige les Sociétés à s'occuper de tous les libérés, mais le patronage n'est pas un droit pour l'ancien détenu, c'est au contraire une faveur. Les hommes qui le pratiquent sont guidés par un sentiment de haute philanthropie et leur œuvre de miséricorde perdrait certainement son caractère le jour où les condamnés pourraient les contraindre à s'occuper de leur reclassement.

Quelques Sociétés refusent, il est vrai, de tenter l'amendement de certains condamnés, sous le prétexte qu'ils ne sont pas dignes d'intérêt, et n'accordent leur protection qu'après une enquête minutieuse. Mais, par contre, il en est d'autres plus nombreuses, qui se font une obligation morale de recevoir à portes ouvertes tous ceux indistinctement qui viennent solliciter leur appui¹. Médecins des âmes, elles cherchent de préfé-

1. Parmi les Sociétés qui pratiquent ainsi, il convient de citer celles de Melun, Chalon-sur-Saône, Grenoble, Besançon, Lille,

rence ceux qui sont le plus en danger moral. Ne sont-ce pas là vraiment les cas intéressants ? cela ne rentre-t-il pas nécessairement dans leur admirable programme de régénération morale ?

A la deuxième objection, on répond qu'on ne peut obliger le libéré à subir le patronage. L'œuvre d'assistance des anciens détenus, si l'on veut qu'elle soit vraiment efficace, doit revêtir le caractère d'une haute faveur et non d'une contrainte. Jamais le libéré ne fera, en vue de son propre relèvement, les mêmes efforts, s'il y est forcé, que s'il est le premier à le désirer. Un système qui aurait pour résultat le patronage obligatoire, serait non seulement inefficace pour les libérés, mais arriverait fatalement à leur faire prendre en aversion une institution qui pourtant ne peut fonctionner avec fruit, si elle n'est basée sur une confiance et un bon vouloir réciproques.

Ainsi donc, le patronage, pour réaliser complètement son but, doit être privé, facultatif et se présenter comme une faveur.

Ce sont bien, en effet, les caractères qu'il revêt à l'heure actuelle, et l'on peut penser qu'ils sont un des facteurs importants de l'extension considérable qu'ont prise aujourd'hui nos institutions du Patronat.

Pourtant, il y a beaucoup à faire pour arriver à un fonctionnement parfait. Les Congrès, qui ont justement pour but de résoudre les difficultés contre lesquelles les Sociétés ont à lutter, nous montrent combien d'obstacles subsistent encore et, malgré les efforts,

Toulon, Marseille, Bordeaux, Paris (Société de patronage des détenues et des libérées), Paris (Soc. patr. de l'enfance et de l'adolescence), Paris (Société générale pour le patronage des libérés, président M. Béranger).

enrayent considérablement l'action bienfaisante des Œuvres.

Parmices obstacles, il en est trois qui, de tout temps, ont fait l'objet de plaintes générales. Ce sont : l'indifférence du public, l'antipathie des patrons ou des camarades, l'insuffisance des ressources. Il semble cependant que, depuis environ dix ans, la situation se soit sensiblement améliorée : la population honnête a fini par comprendre l'utilité sociale du patronage, elle ne leur est plus hostile et souvent elle lui offre son concours ; on trouve plus facilement des chefs d'industrie qui consentent à accueillir les patronnés ; enfin les ressources, toujours insuffisantes au gré des Sociétés qui voudraient étendre de plus en plus leur champ d'influence, ont été généreusement augmentées par les subventions accordées par l'Etat, les départements et les communes, et peuvent suffire à un fonctionnement satisfaisant.

Malheureusement, il est d'autres difficultés qui rendent extrêmement difficile l'œuvre de surveillance et de reclassement des Sociétés. La plus grande naît de l'emploi du casier judiciaire, ce « pilori perpétuel où chacun peut lire à tout instant la vie d'infamie » : toutes les chutes, tous les délits, si minimes soient-ils, y sont mentionnés et y restent inscrits jusqu'à ce que la réhabilitation les efface ; encore cette dernière n'est-elle qu'une nouvelle cause de publicité.

On peut souhaiter voir se réaliser le vœu que formait en 1894 le Congrès de Lyon : « Il convient qu'après la peine subie, le libéré intéressant obtienne du pouvoir exécutif la remise de l'inscription au casier judiciaire de la condamnation encourue, soit la remise

provisoire et temporaire par voie d'une simple suspension administrative, remise provisoire qui, après plusieurs renouvellements, se convertirait en remise définitive par voie de grâce, soit la remise définitive par voie de grâce¹. »

Au même point de vue, il est à désirer que l'on supprime la mention « Exclu » inscrite sur le livret militaire des libérés conditionnels engagés volontaires. Ne semble-t-il pas qu'il y ait là une survivance de la marque odieuse ou des trois lettres C., R. ou F., inscrites en tête du passeport que l'on remettait avant 1885 au surveillé de la haute police ? On s'imagine l'accueil que rencontre le libéré, lorsqu'il présente un livret militaire portant une telle mention !

Trop nombreux sont les obstacles qui s'opposent encore au reclassement des patronnés. Nous ne pouvons en faire une énumération qui exigerait trop de place dans cette étude². Constatons cependant qu'un grand pas a été fait depuis quelques années en vue du fonctionnement régulier des Œuvres, et l'on peut penser qu'aujourd'hui, en présence de l'accueil bienveillant qu'elles rencontrent partout auprès des particuliers, de l'appui que leur apportent les pouvoirs publics et de leur nombre d'année en année croissant, les Sociétés de patronage réaliseront de plus en plus leur but si difficile de relèvement, de reclassement, de réhabilitation définitive.

Ainsi, le rôle de surveillance des libérés est dévolu

1. Séance du 23 juin 1894. Rapporteur général, M. Lèveillé.

2. Voir la récente brochure publiée par les soins de M. Louiche-Desfontaines, *Vœux des Congrès*, 1907.

aux particuliers, et ceux-ci s'acquittent de leur tâche avec tout le dévouement et le succès qu'on était en droit d'attendre d'eux. Les résultats seront toujours de plus en plus satisfaisants, car les obstacles qui s'opposent au reclassement seront de moins en moins nombreux. Les Sociétés, instruites par l'expérience, trouvent les défauts qui enrayent leur fonctionnement et leurs efforts y apportent peu à peu les remèdes.

Toutefois, il est des difficultés que malgré leur bon vouloir elles ne peuvent, à elles seules, arriver à vaincre : ce sont celles qui tiennent aux vices de nos institutions sociales, qui proviennent de lois mal faites ou mal appliquées. Là est un des plus graves obstacles qui s'opposent au Patronage, et de ce côté, l'Etat doit porter ses efforts. A quoi lui sert, en effet, de subventionner les Sociétés de patronage, s'il permet de s'accroître le nombre des malfaiteurs ! A quoi bon soigner et guérir, si on laisse subsister les germes du mal ! Le rôle de l'Etat ne doit pas se borner à encourager l'initiative privée, à la reconnaître d'utilité publique, à la subventionner ; il doit s'appliquer de son côté à faire disparaître les causes mêmes du terrible fléau social. Il ne nous appartient pas d'indiquer ici quelles sont les réformes qu'il y a lieu d'apporter en ce sens ; contentons-nous de signaler le péril.

Il n'y a pas d'individu, si perversi soit-il, dont on ne puisse un jour espérer faire un honnête homme. Mais pour arriver à ce but, il ne faut pas que la Société, plus forte que les particuliers, ne continue à produire plus que les particuliers ne peuvent détruire. Que l'on recherche donc, dans nos institutions sociales, les vices qui rendent la tâche du Patronage si difficile, qu'on

en trouve les remèdes, et, le jour où nos Œuvres ne seront plus en présence que des obstacles que nous avons montrés, et qui se rencontrent nécessairement dans toute institution nouvelle qui se développe, elles les auront vite fait disparaître et l'on sera bien près de voir alors cesser les terribles ravages que cause chez nous la récidive.

Vu : le Président de la thèse,
R. GARRAUD.

Vu : Lyon, le 4 mars 1908.
Le Doyen de la Faculté,
E. CAILLEMER.

Permis d'imprimer :
Lyon, le 6 mars 1908.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
JOUBIN.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	
Chap. I. — La lutte contre la récidive.....	11
Chap. II. — Moyens existants en vue d'enrayer la récidive.....	17
PREMIÈRE PARTIE	
La Surveillance officielle	
Chap. I. — La surveillance de la haute police...	29
Historique. — La loi du 23 janvier 1874. — Caractères de la loi. — Sanction de la loi. — Inconvénients de la loi, son abrogation.	
Chap. II. — L'interdiction de séjour.....	45
Caractères de l'interdiction de séjour. — Localités interdites. — Procédure de signification de l'interdiction. — Ce qui reste de la surveillance de la haute police. — Durée de l'interdiction de séjour. — Infractions à l'interdiction. — Résultats de la réforme apportée par la loi du 27 mai 1885.	
Chap. III. — La libération conditionnelle.....	59
Définition, conditions. — Obligations du libéré, sa surveillance. — Rôle des So- ciétés de patronage. — Sanction.	
Chap. IV. — La surveillance des mineurs.....	69
Le mineur pendant l'instruction. — Le mineur devant le tribunal. — Le mineur libéré : 1° définitif ; 2° conditionnel. — Inconvénients de la surveillance exer- cée par l'administration.	

	Pages
Chap. V. — Le condamné avec sursis	95
Condamnation avec sursis et libération conditionnelle. — Absence de surveillance du condamné avec sursis. — Réforme utile.	

DEUXIÈME PARTIE

La Surveillance privée.

Chap. I. — La surveillance individuelle	107
Nécessité du patronage. — Historique du patronage. — Son fonctionnement : (a) pendant la détention ; (b) à la sortie de prison. — Rôle du patronage à l'égard du libéré en général. — Rôle du patronage à l'égard du libéré conditionnel. — Rôle du patronage à l'égard des mineurs. — Rôle possible du patronage à l'égard du condamné avec sursis.	
Chap. II. — La surveillance collective. Les asiles.	147
But des asiles. — Critique de cette institution. — L'asile St-Léonard à Couzon (Rhône), ses défauts. — Pourquoi il ne faut pas souhaiter voir un tel système se généraliser. — Avantages de la surveillance individuelle.	

TROISIÈME PARTIE

Comment doit être organisée la surveillance.

Chap. unique. — La surveillance doit-elle être officielle ou privée.....	167
Les trois caractères que doit revêtir la surveillance.	
CONCLUSION.....	174

